

Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre nouveau

# Aux racines du FN

L'histoire du mouvement  
Ordre nouveau

Jean Jaurès  
Fondation

Préface de Jean-Yves Camus

Nicolas Lebourg | Jonathan Preda |  
Joseph Beauregard

  
Jean Jaurès  
Fondation

Aux racines du FN  
L'histoire du mouvement  
Ordre nouveau

Nicolas Lebourg  
Jonathan Preda  
Joseph Beauregard

Préface de Jean-Yves Camus

## SOMMAIRE

<b>Préface</b> .....	5
<b>Introduction</b> .....	11
<b>Structurer l'extrême droite radicale</b> .....	17
Origines .....	17
Structures .....	28
Influences .....	36
<b>Entre subversion et contre-subversion</b> .....	47
Le modèle léniniste .....	47
Esthétique et actions .....	54
Subculture politique .....	62
<b>La stratégie du Front national</b> .....	69
Une litanie d'échecs .....	69
Le processus de 1972 .....	77
Unité et instabilité .....	90
<b>Violence et politique</b> .....	97
L'activisme publicitaire .....	97
Une identité politique .....	103
Dissolutions .....	108
<b>Conclusion</b> .....	117

## PRÉFACE

**Jean-Yves Camus**

Le texte qui suit arrive, d'une certaine manière, comme un rappel d'anniversaires importants dans l'histoire des droites radicales en France. Voici en effet quarante-cinq ans, à l'automne 1969, naissait le mouvement Ordre nouveau (ON), auquel revient l'idée initiale d'élargir l'assise électorale de l'opposition nationaliste au gaullisme en promouvant la création du Front national (FN), qui se concrétisera le 5 novembre 1972. Véritable colonne vertébrale idéologique et militante d'un FN dont Jean-Marie Le Pen n'était initialement que le président coopté, ON suivait depuis le départ sa voie propre, celle du nationalisme-révolutionnaire. Le projet frontiste n'était pour lui qu'une tactique susceptible de faire sortir l'extrême droite de la marginalité dans laquelle elle était enfermée, ou plutôt s'était enfermée depuis les années 1950, tout en assurant une base de repli à un groupe dont la surenchère activiste violente n'allait pas tarder à causer sa dissolution le 28 juin 1973. La rupture qui suivit entre les anciens cadres du mouvement et Jean-Marie Le Pen allait aboutir le 5 novembre 1974, il y a donc juste quarante ans, à la fondation d'un Parti des forces nouvelles (PFN) dont l'histoire reste à écrire et qui fut, à bien des égards, une continuation d'un Ordre nouveau devenu

aussi mythique que son pseudopode, le Groupe union droit (GUD, devenu Groupe union défense).

Ordre nouveau a été, affirment avec raison Serge Berstein et Pierre Milza, le « fer de lance du néofascisme français » des années 1970<sup>1</sup>. Placé sous l'égide de « grands anciens » qui s'étaient engagés en politique au sein des mouvements nationalistes d'avant 1940 ou du côté de la Révolution nationale, il s'était choisi un nom qui évoquait sans doute davantage pour ses membres le « message aux Français » prononcé par le Maréchal Pétain le 11 octobre 1940 que les personnalistes des années 1930. Toutefois, ON fut un mouvement de jonction générationnelle entre cette vieille garde et une extrême droite de jeunes gens nés après 1945, arrivés à la conscience politique lors de la guerre d'Algérie et de la Guerre Froide et pour qui l'anticommunisme, couplé avec l'antigaullisme, était la raison principale de l'engagement. Le « style » ON était ainsi un mélange détonnant entre idées fondamentalement droitières et phraséologie révolutionnaire, attitude anti-bourgeoise (sincère ou affectée) et rôle d'acteurs, à la fois conscients et manipulés, de la contre-subversion étatique dans la période de l'après-Mai 68. On y retrouvait en somme cette situation, décrite par Emilio Gentile dans son livre *Qu'est-ce que le fascisme ?*<sup>2</sup>, où des rejetons de la bourgeoisie assument leur condition sociale tout en appelant au renversement de l'ordre libéral pour le remplacer par le sentiment d'appartenance à une « communauté militaire », non pas au sens de régiment mais de communauté organique de combat politique.

1. Cf. *Dictionnaire des fascismes et du nazisme*, André Versaille, 2010, p. 422.

2. Cf. *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Folio Histoire, 2004.

Il existe plusieurs manières d'appréhender la trajectoire historique et l'idéologie d'Ordre nouveau. La première, non dénuée d'intérêt et utilisée par le journaliste Frédéric Charpier<sup>3</sup>, consiste à mettre l'accent sur l'aspect générationnel du groupe et sa fonction comme lieu de socialisation où se créent des liens perdurant jusqu'à nos jours<sup>4</sup> entre des militants se considérant comme des « réprouvés »<sup>5</sup>. La seconde, trop méconnue, insiste sur la dimension esthétique déterminante d'ON (et du GUD), « grand amateur d'autoreprésentation narcissique » comme le souligne Zvonimir Novak dans son ouvrage sur l'histoire visuelle de la droite et de l'extrême droite<sup>6</sup>. La troisième, enfin, est celle qui souligne le rôle du « groupuscule fasciste » comme « matrice » du FN, optique dernièrement choisie par Valérie Igounet dans son histoire de ce parti<sup>7</sup>. Nicolas Lebourg, Jonathan Preda et Joseph Beauregard, à partir d'archives très riches et le plus souvent inédites, ont choisi une voie qui synthétise toutes ces approches complémentaires. Ils ne tombent évidemment pas dans le travers propre aux hagiographies par lesquelles des militants nationalistes ont construit la légende d'ON<sup>8</sup>. En même

3. Cf. *Génération Occident*, Le Seuil, 2005.

4. Une « Amicale des anciens élèves de la Croix-des-Gaules », autrement dit de la croix celtique, se joignant aux « Amis de Robert Allo et de Pierre Versini », regroupe chaque année pour un moment convivial « tous les camarades pour qui les rues Vandrezanne, aux Ours, Serpente, des Lombards, d'Assas, des Vertus, du boulevard de Sébastopol ou d'Achrafieh évoquent quelques souvenirs ». Soit, « sans distinction de génération, ni d'affiliation passée ou présente », les militants de la Fédération des étudiants nationalistes (FEN) et d'Europe-Action ; ceux d'Occident, d'ON et du GUD ; du PFN et les nationalistes ayant combattu au Liban dans les rangs des groupes armés chrétiens.

5. Référence aux combattants des corps-francs allemands, sujet du livre éponyme d'Ernst Von Salomon (1931). Une des publications du GUD portera le même titre en 1992.

6. Cf. *Tricolores, une histoire visuelle de la droite et de l'extrême droite*, L'Echappée, 2011.

7. Cf. *Le Front national de 1972 à nos jours, le parti, les hommes, les idées*, Le Seuil, 2014.

8. Ainsi de la réédition en 2009, chez Déterna et aux bons soins d'Alain Renault, des textes programmatiques d'ON et des *Rats maudits, histoire des étudiants nationalistes* (éditions des Monts d'Arrée, 1995), livre-culte réalisé sous la direction de Frédéric Chatillon, Thomas Lagane et Jack Marchal.

temps, et bien que traitant à fond la question de l'instrumentalisation du groupe par une partie de la droite de gouvernement, ils évitent pareillement le simplisme du prisme gauchiste qui faisait à l'époque d'ON une simple « bande armée du capital ».

Nous l'avons dit : ON fut à l'origine du FN. Mais peut-on encore parler en 2014 de filiation autre que chronologique ? Il reste dans la formation de Marine Le Pen d'anciens militants d'Ordre nouveau. Leur fidélité à l'engagement nationaliste est intacte mais le parti dans lequel ils militent ne peut plus être un calque de celui de leur jeunesse : la violence politique a drastiquement diminué ; les lois réprimant le racisme et la xénophobie rendraient certainement illégaux nombre d'éléments de langage d'ON ; l'anticommunisme et l'antigaullisme ne sont plus des déterminants majeurs du combat politique ; enfin, la « dédramatisation » voulue par l'actuelle direction passe par l'élimination de la visibilité du « folklore » nationaliste (mais non des fondamentaux nationalistes). Toutefois, à bien y regarder, le FN « mariniste » a peut-être davantage appris et retransmis d'ON que sous la présidence de Jean-Marie Le Pen et, en tout cas, la filiation ne se réduit absolument pas aux trajectoires individuelles de quelques conseillers ou proches de la présidente. Parmi les éléments de continuité, on citera la mise en avant de la jeunesse comme avant-garde militante, l'omniprésence de la détestation du « système » et, avant tout, un programme économique et social dont on ne peut nier que, ayant rompu avec le poujadiste libéral antérieur, il présente des similitudes avec le projet nationaliste-révolutionnaire. État interventionniste et fort, justice sociale, appel constant à la libération du pays de l'emprise du « mondialisme » : Alain Renault n'a pas tort d'évoquer, dans

une récente publication consacrée à François Duprat, des similitudes dans les programmes<sup>9</sup>. Selon lui, « le nationalisme révolutionnaire est un nationalisme populiste antilibéral menant la lutte de libération nationale et sociale contre ce qu'on nomme aujourd'hui le mondialisme »<sup>10</sup>. C'est tout l'intérêt de l'Étude qui suit de permettre la compréhension des permanences et des changements de la droite radicale française des quarante dernières années.

---

9. « François Duprat et le nationalisme-révolutionnaire », *Cahiers d'Histoire du nationalisme*, n° 2, juin-juillet 2014.

10. Entretien au quotidien *Présent*, 25 septembre 2014. Alain Renault ajoute : « et avec le sionisme international, si tant est que les deux phénomènes ne se confondent pas ». Or cet « antisionisme » est un des deux points, avec l'europhisme, qui marque au contraire la rupture entre ON et le FN mariniste.

## INTRODUCTION

Ordre nouveau (1969-1973) fut le principal mouvement d'extrême droite tout à la fois légal et violent dans la France de l'après-1945 et également le dernier groupe néofasciste d'une surface militante forte. Sa « mémoire » se structure autour de deux motifs : la violence de masse et l'intégration de l'extrême droite au jeu politique avec la création par Ordre nouveau (ON) du Front national (FN) en 1972. Celle-ci n'est sur le moment qu'anecdotique pour les observateurs. À cette date, selon les Renseignements généraux, l'extrême droite française est subdivisée en une quarantaine de groupes qui, tous ensemble, représenteraient environ 20 000 militants et sympathisants (les seconds étant bien plus nombreux que les premiers, et ce chiffre nous paraissant déjà élevé). Ils estiment qu'elle ne peut peser que sur 1 à 2 % des suffrages exprimés, et ce sans orientation unique par la faute de cette balkanisation<sup>11</sup>.

ON est un mouvement activiste dont la violence est vécue sur l'instant. Ce sont des images de guérilla urbaine en plein Paris en mars 1971, opposant militants d'ON et gauchistes, qui donnèrent au mouvement

Les auteurs sont des spécialistes des extrêmes droites. Membres de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès, **Nicolas Lebourg** (historien) et **Joseph Beauregard** (documentariste) ont notamment cosigné *François Duprat, l'homme qui inventa le Front national* (Denoël, 2012) et *Dans l'ombre des Le Pen, une histoire des n° 2 du FN* (Nouveau monde, 2012). **Jonathan Preda** (historien) a cosigné avec Nicolas Lebourg des études sur l'extrême droite radicale dans le cadre du programme IDREA (Internationalisation des droites radicales Europe-Amériques) de la Maison des sciences de l'homme-Lorraine.

---

11. Direction centrale des renseignements généraux (DCRG), « L'Extrême droite devant le référendum », *Bulletin hebdomadaire*, 15 avril 1972, Archives nationales F7/15575.

son aura sulfureuse<sup>12</sup>. C'est à la suite d'un affrontement massif que l'État décida de dissoudre conjointement ON et la trotskyste Ligue communiste (LC) à l'été 1973. À partir des années 1980, ce sont ensuite les progrès du FN, sous la férule de Jean-Marie Le Pen, et les carrières de députés ou ministres des droites parlementaires des anciens chefs d'ON qui ont refaçonné son image en « école de cadres » turbulente et factieuse de la droite gouvernementale.

Le FN des années de marginalité (1972-1984) a dès lors été souvent vu sous un angle polémique, les adversaires du parti cherchant à compromettre son présent par l'évocation de son passé estimé « sulfureux ». C'est là une mobilisation militante de l'histoire, sous-tendue par l'idée que des origines politiques impliqueraient une nature politique figée. Pour sa part, Jean-Marie Le Pen estime que le FN de 1972 était la poursuite de ses précédents Front national des combattants (1957) et Front national pour l'Algérie française (1960). Tous deux cherchaient effectivement à produire une structure unitaire pour les nombreux mouvements nationalistes en concurrence. L'étape suivante de ce processus eût été le Comité d'initiative pour une candidature nationale que Jean-Marie Le Pen lança en 1963, afin que l'extrême droite dispose d'un candidat unique aux premières élections présidentielles au suffrage universel direct qui allaient avoir lieu en 1965. Jean-Marie Le Pen regrette aujourd'hui de ne pas s'être imposé candidat puisque le choix finalement retenu de Jean-Louis Tixier-Vignancour se solda par un piteux 5,27 % des suffrages. Selon une étude, 60 % du faible contingent

12. *France-Soir* titre ainsi sur une « Atmosphère néo-nazie au meeting d'Ordre nouveau », 10 mars 1971, tandis que, même hors de France, *La Tribune de Genève* parle de « Gauchistes contre fascistes à Paris », 11 mars 1971.

d'électeurs d'extrême droite a préféré voter pour de Gaulle dès le premier tour. Au lendemain du vote, *Le Monde* titre : « La Fin des extrémistes ». L'extrême droite paraît n'être plus qu'un vague souvenir de la vie politique française<sup>13</sup>. Un score honorable eût, pense aujourd'hui Jean-Marie Le Pen comme il l'affirmait dès cette époque, permis le lancement immédiat du grand parti unitaire. Finalement, avec la fondation du FN sous sa présidence en 1972, il eût achevé ce processus de quinze ans<sup>14</sup>. Quoique non dénué de fondements, ce récit mémoriel affirme par trop une vision lepénocentrée de l'histoire de l'extrême droite, tirée du néant par le seul patient effort d'un tribun. Cette représentation procède en fait de la légitimation du statut d'arbitre entre toutes les chapelles des extrêmes droites, dont Jean-Marie Le Pen dispose lorsque le FN est devenu un compromis nationaliste hégémonique dans son espace (1984-1999)<sup>15</sup>.

Or, Ordre nouveau s'avère être un objet dépassant les effets de mémoire précités dans une perspective d'histoire politique qui soit aussi une histoire culturelle et une histoire sociale<sup>16</sup>. Déconstruire le légendaire

13. René Chiroux, *L'Extrême droite sous la V<sup>e</sup> République*, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1974, préface de Charles Zorgbibe, pp. 104-114.

14. Entretien de Jean-Marie Le Pen avec Joseph Beauregard et Nicolas Lebourg, Nanterre, 5 novembre 2010.

15. Après la scission mégrétiste de décembre 1998-janvier 1999, le FN ne fonctionne plus sur le modèle de rassemblement des courants, mais repose sur l'allégeance à sa présidence, d'où une longue suite de purges.

16. Nous remercions très sincèrement les militants qui ont accepté de nous confier leurs témoignages et/ou des documents internes, ainsi que Jean-Yves Camus, directeur de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès. En apportant de nouvelles archives, la présente étude s'inscrit à la suite d'autres dans une réévaluation du rôle d'Ordre nouveau : Nicolas Lebourg et Jonathan Preda, « Ordre nouveau : fin des illusions droitières et matrice activiste du premier Front national », *Studia Historica. Historia Contemporanea*, université de Salamanque, n° 30 (numéro spécial dans le cadre du programme de recherches « Internationalisation des droites radicales Europe Amériques », dirigé par le professeur Olivier Dard que nous remercions), 2012, pp. 205-230 ; Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard, *François Duprat, l'homme qui inventa le Front national*, Denoël, Paris, 2012 ; *id.*, *Dans l'Ombre des Le Pen. Une histoire des n° 2 du Front national*, Nouveau monde, Paris, 2012 ; *id.*, *François Duprat, une histoire de l'extrême droite*, webdocumentaire Institut national de l'audiovisuel, *Le Monde*, 1+1 productions, 2011 ([www.lemonde.fr/duprat](http://www.lemonde.fr/duprat)).



et les représentations qui se sont imposées nécessite avant tout la mobilisation d'un corpus étendu : témoignages des protagonistes, documentation interne du mouvement, sources des services de police et de renseignement français soucieux de la surveillance de l'extrême droite depuis 1947, documents de propagande d'ON. Mais aucune source ne décèle une vérité absolue : les témoignages sont précieux, mais sont formulés dans un contexte, et ils reposent sur une mémoire qui est à la fois un processus personnel et social ; les documents de police sont les produits d'une administration, etc. L'entrecroisement des sources est donc nécessaire mais non suffisant : nous invitons le lecteur à ne pas comprendre hier au seul prisme du présent. Ce recul méthodologique dans la lecture impose également une absence d'ambiguïté quant au vocabulaire choisi dans l'écriture.

L'emploi des termes « extrême droite » et « néofascisme » ne posent ici guère de débat méthodologique, ceux-ci étant amplement utilisés par les cadres d'ON eux-mêmes. Néanmoins, il s'avère nécessaire de rappeler le sens des mots. Le cœur de la vision du monde de l'extrême droite est l'organicisme, c'est-à-dire l'idée que la société fonctionne comme un être vivant. Les extrêmes droites véhiculent une conception organiciste de la communauté qu'elles désirent constituer (que celle-ci repose sur l'ethnie, la nationalité ou la race) ou qu'elles affirment vouloir reconstituer. Cet organicisme implique le rejet de tout universalisme au bénéfice de l'autophilie (la valorisation du « nous ») et de l'altérophobie (la peur de « l'autre », assigné à une identité essentialisée par un jeu de permutations entre l'ethnique et le culturel, généralement le culturel). Les extrémistes de droite absolutisent ainsi les différences (entre

nations, races, individus, cultures). Ils tendent à mettre les inégalités sur le même plan que les différences, ce qui crée chez eux un climat anxiogène car elles perturbent leur volonté d'organiser de manière homogène leur communauté. Ils cultivent l'utopie d'une « société fermée » propre à assurer la renaissance communautaire. Les extrêmes droites récusent le système politique en vigueur, dans ses institutions et dans ses valeurs (libéralisme politique et humanisme égalitaire). La société leur paraît en décadence et l'État aggrave ce fait : elles s'investissent en conséquence d'une mission perçue comme salvatrice. Elles se constituent en contre-société et se présentent en tant qu'élite de rechange. Leur fonctionnement interne ne repose pas sur des règles démocratiques mais sur le dégageant d'« élites véritables ». Leur imaginaire renvoie l'Histoire et la société à de grandes figures archétypales (âge d'or, sauveur, décadence, complot, etc.) et exalte des valeurs irrationnelles non matérialistes (la jeunesse, le culte des morts, etc.). Enfin, elles rejettent l'ordre géopolitique tel qu'il est.

Cette définition recouvre le champ large de l'extrême droite et donc inclut ceux qui aspirent à une reformulation autoritaire des institutions plus qu'à une révolution totale (anthropologique et sociale) mettant à bas l'ensemble des données héritées du libéralisme politique. Ce dernier élément est celui qui caractérise l'extrême droite radicale émergeant de la Première Guerre mondiale, dont le fascisme est le courant structurant et référentiel, mais qui est loin d'en être l'unique<sup>17</sup>.

17. Sur ces questions de définitions cf. Nicolas Lebourg, « Interpréter le fascisme : débats et perspectives », in Christine Lavail et Manuelle Pelouille (dir.), *Fascismes ibériques ? Sources, définitions, pratiques*, Presses de l'Université Paris Ouest Nanterre-La Défense, Nanterre, 2014, pp. 19-37 ; Nicolas Lebourg, Joël Gombin, Stéphane François, Alexandre Dézé, Jean-Yves Camus et Gaël Brustier, « FN, un national-populisme », *Le Monde*, 7 octobre 2013.

Ordre nouveau évolua entre activisme et électoralisme, entre révolution et antisubversion<sup>18</sup>, entre avant-garde blanquiste et parti populiste, et finalement entre liquidation des rêves de révolution fasciste et succès de la réaction. Dans ses déclarations publiques autant que dans ses messages internes, au niveau des chefs aussi bien que celui des militants « de base », apparaît en creux un basculement de la société française, évoluant vers la récusation de la légitimité de la violence politique et l'abandon des idéologies intégralistes typiques de l'ère industrielle. La patiente construction du parti révolutionnaire a donc dû se faire avec un capital militant inadéquat quant à sa réussite politique, contradiction qui, par le double effet du culte de la violence et de la manipulation du mouvement par le ministère de l'Intérieur, a abouti à son interdiction en 1973. Finalement, ce qui reste le plus d'ON est ce qui fut sur l'instant son échec majeur : le Front national. Réussite puis échec de l'extrême droite radicale, échec puis réussite du national-populisme : la compréhension de la structure de cette dynamique permet de mieux saisir les réactions des Français aux offres politiques d'extrême droite.

---

18. Sur les relations entre ces phénomènes lors de la Guerre Froide, cf. François Cochet et Olivier Dard, *Subversion, antisubversion, contresubversion*, Riveneuve, Paris, 2009.

## STRUCTURER L'EXTRÊME DROITE RADICALE

La fondation d'Ordre nouveau et sa vie militante sont très marquées par le contexte de la France post-gaulliste. Néanmoins, sa constitution se réalise selon des modalités et problématiques endogènes à l'extrême droite radicale française. Cette dernière était sortie exsangue de l'épuration, après la Libération. Ses chefs étaient morts, emprisonnés ou en exil. De 8 à 9 000 personnes avaient été exécutées, 44 000 condamnées à des peines de prison, 50 000 autres condamnées à la dégradation nationale<sup>19</sup>. Le nationalisme politique ne trouva quelque souffle que grâce aux guerres de décolonisation, en Indochine (1946-1954) puis en Algérie (1954-1962). La façon dont les leaders d'ON fondèrent puis menèrent leur formation s'inspire directement de cette phase, puisant dans des modèles français ou étrangers, présents ou passés.

### *Origines*

La première formation activiste néofasciste d'importance fut Jeune nation (JN). Fondée en 1949, organisant des caches d'armes dans l'espoir

---

19. Henry Roussou, *Vichy l'événement, la mémoire, l'histoire*, Gallimard, Paris, 2001, pp. 491-536.

de voir l'agitation algérienne permettre le coup de force, œuvrant toute-fois clandestinement avec l'armée dans le cadre d'opérations contre-terroristes, Jeune nation ne dispose pourtant que d'une centaine de militants actifs à la veille de la journée insurrectionnelle du 13 mai 1958 qui abat la IV<sup>e</sup> République<sup>20</sup>. Sa participation au 13 mai lui vaut dissolution. Le mouvement décide de se relancer en fédérant autour des radicaux des modérés de l'extrême droite au sein du Parti nationaliste, lui-même devant se constituer par le rassemblement de l'ex-JN avec le Front national français et le Mouvement nationaliste étudiant. Lancé le 6 février 1959, le Parti nationaliste est interdit après une semaine d'existence. Pour éviter la répétition de la mésaventure, l'équipe dirigeante décide cette fois de dissimuler ses activités derrière le paravent d'un syndicat étudiant, la Fédération des étudiants nationalistes (FEN), créée en 1960. La FEN participe à l'effervescence nationaliste engendrée par la terroriste Organisation armée secrète (OAS) qui marque la fin de la guerre d'Algérie en 1961-1962.

Cependant, une autocritique est rédigée en prison par Dominique Venner, l'un des chefs de JN. Selon cet opuscule, *Pour une critique positive*<sup>21</sup>, il faut construire un parti léniniste pour mettre fin à l'émiettement en groupuscules et éliminer « les dernières séquelles de l'OAS qui sont désormais un atout puissant du régime ». Néanmoins, le document récuse la simple stratégie d'union de tous les extrémistes : « la tactique du front ne saurait

20. Direction des renseignements généraux (DRG), « Partis et groupements politiques d'extrême droite. Tome I Identification et organisation des mouvements et associations », janvier 1956, pp. 70-71 ; *id.*, « Confidentiel : 11 mouvements nationalistes français », mars 1958, p.10, AN F7/15591.

21. Publié en 1962 par *Politique éclair*, hebdomadaire de l'élite française, supplément au n° 98 du 28 août 1962.

être envisagée sans une puissante organisation nationaliste capable de lui imprimer son élan et de lui imposer sa ligne politique ». Pour vaincre, le nationalisme doit se détourner du terrorisme stérile pour élaborer une doctrine révolutionnaire pénétrant les masses<sup>22</sup>. Avec le lancement de la revue *Europe-Action*, Dominique Venner, secondé par le jeune Alain de Benoist, réoriente la FEN selon ses vues. Mais ni *Europe-Action* ni le rassemblement autour de l'ancien vichyste Jean-Louis Tixier-Vignancour pour l'élection présidentielle de 1965 n'arrivent à unifier la très hétérogène extrême droite française. De même, l'ambiguïté persistante entre révolution et contre-révolution demeure malgré tout. Le groupuscule le plus dynamique est le Mouvement Occident, né en 1964 par scission de la FEN pour cause de refus de la ligne anti-activiste et raciale imposée par *Europe-Action*. Ses principaux cadres dirigeants sont Alain Robert (futur cadre néogaulliste), Gérard Longuet et Alain Madelin (futurs ministres libéraux) et, jusqu'à son exclusion en mars 1967, François Duprat (futur numéro deux du Front national, assassiné dans un attentat à la voiture piégée en 1978). Jusqu'au printemps 1968, la violence ne cesse de croître en quantité et en vigueur. Des cadres d'Occident envisagent de franchir un pas en réalisant des attentats à l'explosif contre des bâtiments parisiens liés à l'Union soviétique ou à la Chine<sup>23</sup>.

C'est le raid avorté d'Occident sur la Sorbonne le 3 mai 1968 qui amène la police à arrêter les leaders gauchistes, embrasant le Quartier latin

22. Dominique Venner, *Pour une critique positive*, Ars Magna, Nantes, 1997 (1962), sans pagination. Dominique Venner s'est suicidé dans la cathédrale Notre-Dame-de-Paris en 2013.

23. Renseignements généraux de la Préfecture de police (RGPP), note du 18 avril 1968, Archives de la Préfecture de police/GA04.

puis la France. Les militants néofascistes agissent alors dans un total désordre individualiste et pour la plupart d'entre eux se rallient à la contre-subversion d'État. C'est à l'automne suivant, après que l'un des cadres d'Occident a fait sauter à la bombe une librairie maoïste et que des militants ont effectué des « descentes » sur des lycées, que le groupe est à son tour interdit. Un peu tard, ses dirigeants conviennent qu'il serait beaucoup plus constructif de réaliser des actions violentes de telle manière qu'elles soient attribuées aux mouvements d'extrême gauche<sup>24</sup>.

Au mouvement Occident s'est substituée une kyrielle de groupuscules qui avaient vocation à se rassembler dans une seconde phase, afin de contourner l'obstacle de la reconstitution de ligue dissoute. La principale base est le Groupe union droit (GUD) mené par Alain Robert au Centre de droit d'Assas, tandis que les « plumes » d'Occident (entre autres Philippe Asselin, François Duprat, Christian de Bongain, c'est-à-dire le futur criminologue Xavier Raufer) ont lancé *L'Élite européenne*. Ces structures participent aux nombreuses tables rondes qui cherchent en vain à mettre en place une architecture unitaire de toute l'extrême droite<sup>25</sup>.

La violence face aux gauchistes est la voie arpentée pour pallier les difficultés internes à ce milieu. Selon les Renseignements généraux, des chefs respectifs du GUD et de *L'Élite européenne* se sont mis d'accord

24. DCRG, « Occident persévère », *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, janv. 1969, p. 2, AN F7/15585.

25. Cf. Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard, *François Duprat, l'homme qui inventa le Front national*, op. cit., pp. 124-125.

pour lancer seuls un Centre de rassemblement national. Pour le promouvoir, ils veulent lancer des attaques contre des drogués, des cinémas pornographiques, des facultés de gauche, tout en laissant des lycéens sans casier judiciaire se faire arrêter afin que le mouvement bénéficie de martyrs<sup>26</sup>. Contrairement à ce que pensent les fonctionnaires de police, le nationalisme ne se limite pourtant plus à l'activisme. Alain Robert a entamé une réelle autocritique et s'est rendu à la nécessité stratégique antérieurement plaidée par Dominique Venner, sans adopter ses vues racialistes et antichrétiennes. L'organisation émergente peut rassembler environ 150 militants, mais également des soutiens financiers qui lui permettent un fort effort de propagande (40 000 affiches et 150 000 tracts) pour la dénomination « Ordre nouveau » qu'elle choisit en novembre 1969 (après avoir hésité avec l'appellation de Phalange)<sup>27</sup>. Le mouvement unitaire est finalement lancé en décembre 1969. Des premiers statuts au nom du « Centre de recherches et de documentation pour l'avènement d'un ordre nouveau dans les domaines social, économique et culturel » sont déposés le 15 décembre à la préfecture des Hauts-de-Seine, puis l'organisation se relocalise auprès de la préfecture de Paris avec un dépôt de statuts le 18 mars 1970<sup>28</sup>. Ses statuts, assez lapidaires, prévoient une cooptation des « membres actifs », *via* le parrainage de « deux sociétaires », tandis que les « membres honoraires » doivent recevoir l'agrément d'une direction élue par mandat de deux ans<sup>29</sup>.

26. RGPP, note du 21 octobre 1969, 5 p., APP GA04.

27. DCRG, « L'Ordre nouveau, mouvement nationaliste », *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, nov.-déc. 1969, p. 2, AN F7/15585.

28. DCRG, « L'Extrême droite en 1971 », *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, juin 1971, p. 10, AN F7/15586.

29. « Statuts », 18 mars 1970, 4 p., Préfecture de police, Bureau des associations.

Moins de trente ans après Vichy et l'Occupation, la dénomination « Ordre nouveau », tout comme l'usage de mains tendues sur les affiches, témoigne d'une volonté de provoquer délicatement conciliable avec la volonté de réussir politiquement. Ce trait ne parviendra jamais à être éliminé, ON usant de provocations clairement identifiables par les mémoires des fascismes (par exemple quand une section convoque la presse pour un autodafé d'ouvrages de Jean-Paul Sartre)<sup>30</sup>. La veille du meeting fondateur, une bombe fait exploser la salle louée. Jean-François Galvaire, éphémère porte-parole d'ON, déclare qu'« il n'y a plus, à partir de ce jour, un seul militant gauchiste en sécurité ». Selon Jean-Marie Le Pen, ce lancement d'ON est en fait si construit sur une stratégie provocatrice que « cette bombe avait été posée par les amis de Galvaire : c'était donc une provocation, une espèce d'auto-attentat »<sup>31</sup>. Il s'agit d'une version plausible, et en tous cas révélatrice de l'autoreprésentation de l'extrême droite.

La provocation est le moteur même du lancement d'ON. Les semaines qui suivent voient les militants se démener : combat du GUD contre les gauchistes à Assas en février 1970, entraînant deux jours de fermeture du Centre ; affrontements extrêmement violents entre gударs, maoïstes et lambertistes à Nanterre en mars, tandis que le même mois une attaque gударde d'un meeting antifasciste à Assas fait vingt-trois

30. Philippe Vilgier (dir.), *La Droite en mouvements. Nationaux et nationalistes 1962/1981*, Vastra, Paris, 1981, p. 75.

31. Entretien de Jean-Marie Le Pen avec Joseph Beauregard et Nicolas Lebourg, Nanterre, 5 novembre 2010. Galvaire, décédé en 2012, était un jeune avocat, donnant ainsi une image de sérieux à ON. Ancien poujadiste, récupérant les fonctions de Jean-Marie Le Pen lorsque celui-ci se porte volontaire pour l'Algérie, tixiériste, très proche de Jean-Jacques Susini, il rejoindra, après ON, le Parti des forces nouvelles, le Comité Le Pen, le FN, et suivra Bruno Mégret lors de sa scission.

blesés graves parmi les gauchistes, etc. Les chefs nationalistes surjouent leur succès, se vantant de disposer de 2 700 encartés quand ils en ont sans doute moins de 200. Ordre nouveau couvre Paris d'affiches pour annoncer une réunion sous l'intitulé « Europe libère-toi ! ». La référence est explicite : « France libère-toi » était l'hymne du Parti populaire français, qui employait également amplement la formule sur ses affiches<sup>32</sup>. Celles d'ON annoncent la participation de délégués du néofasciste Movimento sociale italiano (MSI)<sup>33</sup>, des phalangistes espagnols, des Portugais salazaristes, etc. Il s'agit d'exciter le fantasme de l'Internationale noire auprès des gauchistes et de la presse. Sur les affiches d'ON, Duprat a fait imprimer la présence du néonazi allemand Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD) sans contacter ce dernier, afin qu'il n'ait pas l'outrecuidance de rejeter l'invitation. « On doit reconnaître à François Duprat un coup de génie, s'amuse Jack Marchal, qui fut l'un des cadres essentiels d'ON, celui d'avoir mis ON en orbite *ex nihilo*, juste avec une affiche provocatrice à souhait, alors que nous n'avions alors ni journal, ni local, ni boîte postale. L'hégémonie remportée d'emblée dans notre camp a été un coup de bluff dont on ne remerciera jamais assez Duprat »<sup>34</sup>.

32. Cf. Nicolas Lebourg, *Mort aux bolchos. Un siècle d'affiches anticomunistes*, Les Échappés, Paris, 2012.

33. Fondé en 1946, le MSI prétend perpétuer l'esprit de la République de Salò. Le sigle signifie pour les initiés *Mussolini sei immortale* (« Mussolini tu es immortel »). En 1972, il prend le nom de Movimento sociale italiano - Destra nazionale. Par commodité pour la lecture, on s'en tiendra à la suite à la première dénomination.

34. Philippe Peninque (cadre du GUD, aujourd'hui proche de Marine Le Pen), *La Politique à coups de poing ou l'extrême droite extraparlamentaire de 1968 à 1975*, mémoire de diplôme, Institut d'études politiques de Paris, 1976, pp.20-24 ; DCRG, « Extrême droite », *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, avril 1970, pp. 7-8, A.N.F7/15586 ; email de Jack Marchal à Nicolas Lebourg, 12 novembre 2009 ; François Duprat, *La Droite nationale en France de 1971 à 1975*, préface de Jean-Marie Le Pen, L'Homme libre, Paris, 2002, p. 12.

Le groupe est aussi surveillé par la police : l'Intérieur reçoit d'un informateur le communiqué de protestation d'ON contre les menaces gauchistes avant le journal *Le Monde* auquel il est destiné. La préfecture décide de surseoir à la manifestation. ON réserve à nouveau la salle sous un cache-nom, met en place un service d'ordre de 300 personnes. Le second meeting est interdit. Le mouvement décide de montrer sa détermination en s'invitant à tenir un meeting dans une faculté de gauche. Néanmoins, sur les 200 militants attendus pour faire le service d'ordre, seuls quarante se présentent. Alain Robert et François Duprat décident le repli sur Assas. Le ton n'est plus à l'arrogance : Duprat affirme aux présents que le NPD a progressé sur une ligne de type néogaulliste alors qu'une néofasciste l'aurait mené droit à la dissolution. C'est bien le spectre qui hante alors tous les cadres du mouvement<sup>35</sup>. Cependant, à l'extérieur de la direction, ce n'est pas la même impression qui se fait jour. ON n'a pas pu occuper une salle mais il a fait la une de l'actualité. Tous les militants et sympathisants d'extrême droite le connaissent désormais.

Un congrès modeste a lieu le 12 avril 1970 et ON se flatte d'y rassembler les nationalistes afin de lancer sa dynamique. Le nouveau rendez-vous militant est fixé pour le 13 mai 1970 à la Mutualité, avec pour thème une nouvelle provocation « Pour un 13 mai nationaliste », devant faire suite au 13 mai 1958 gaulliste et au 13 mai 1968 des gauches. Est fixé pour le lendemain un congrès fondateur. Il s'agit de signifier l'union

35. RGPP, « La réunion interdite du mouvement Ordre nouveau du 26 février 1970 » ; *id.*, dossier rassemblant des notes sous tampon « confidentiel », janv.-fév. 1970, AN 19860581/39.

de tous les nationalistes au sein d'ON. Le meeting aligne un service d'ordre destiné à devenir son image de marque : 300 militants casqués<sup>36</sup>. La salle est pleine, l'ambiance surchauffée. La foule gratifie l'entrée en scène des délégués du MSI d'un salut fasciste. Jean-Gilles Malliarakis (de l'Action nationaliste<sup>37</sup>) conspu « les crimes de l'épuration » et glorifie la collaboration, François Brigneau (*Minute*<sup>38</sup>) s'enthousiasme quant au réveil du fascisme, Duprat (représentant de *Défense de l'Occident*<sup>39</sup>) fait l'apologie de la dictature des colonels en Grèce au nom du combat contre « le chancre rouge », Jean-François Galvaire s'écrie qu'il faut « faire les comptes et peut-être dresser des poteaux d'exécution... la lutte pour la prise du pouvoir est ouverte et Ordre nouveau se porte candidat ! ». Tout le monde est là : l'ancien collaborationniste

36. L'assimilation d'ON à une troupe subversive de jeunes fascistes surdéterminés et violents sera encore renforcée par deux ouvrages journalistiques postérieurs (Bernard Brigueux, *L'Extrême droite en France. Les « fachos »*, Fayolle, Paris, 1977, et Grégory Pons, *Les Rats noirs*, Jean-Claude Siméon, Paris, 1978). Dans les années 1980, le légendaire d'ON est parfaitement installé comme référentiel dans l'imaginaire militant de la jeunesse d'extrême droite.

37. Groupe né en 1968 de la dissolution d'Occident, implanté à l'Institut d'études politiques de Paris. L'AN modernise le nationalisme intégral maurassien essentiellement par l'antisionisme et la dénonciation du « pacte de Yalta ». Son bulletin a une haute périodicité : quinze numéros entre le début octobre 1969 et la fin janvier 1970.

38. Fondé en 1962, l'hebdomadaire tire alors à 170 000 exemplaires (DCRG, « Quelques notions sur la presse d'extrême droite », *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, mars-avril 1972, p. 4, AN F7/15586).

39. La revue a été fondée en 1952 par Maurice Bardèche (beau-frère de Robert Brasillach, s'auto-définissant comme « écrivain fasciste ») afin de populariser en France les thèses du Mouvement social européen (une internationale néofasciste). Lancée grâce à l'appui financier du MSI, la revue veut être à l'extrême droite l'équivalent de ce qu'est pour la gauche celle de Sartre, *Les Temps modernes*. Tous les courants de ce champ politique y discutent, de nouveaux thèmes y sont abordés. Duprat fait office de rédacteur en chef officieux jusque vers 1971, quand le mouvement Ordre nouveau l'occupe par trop. Selon les RG, il bénéficie d'un tirage de 3 000 exemplaires (DCRG, « Partis et groupements politiques d'extrême droite », janvier 1956, p. 58, AN F7/15591 ; RGPP, « L'Extrême droite », 10 septembre 1969, p. 85, APP GADR15 ; Ghislaine Desbuissons, *Itinéraire d'un intellectuel fasciste : Maurice Bardèche*, thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 1990, pp. 50-54).

Pierre Clémenti (Nouvel ordre européen, NOE<sup>40</sup>), Camille Galic (*Rivarol*<sup>41</sup>), Philippe Asselin (*L'Élite européenne*<sup>42</sup>), les racistes de *Pour une jeune Europe* (PJE)<sup>43</sup>, d'anciens partisans de Tixier-Vignancour ou de l'OAS, etc.<sup>44</sup> Tous mettent l'accent sur cette nouvelle unité, prémisses des futures victoires, et vouent aux gémonies les gauchistes. Tous les journalistes et analystes postérieurs voient en ce meeting l'unité

enfin faite des nationalistes sous la bannière d'ON. Pourtant, il n'y a là que la bande initiale, mais savamment subdivisée. Duprat participe à l'opération depuis des mois, mais il est désigné comme le symbole du ralliement de la revue *Défense de l'Occident*, tandis que *L'Élite européenne*, à laquelle il prend part, est symbolisée par l'ancien président d'Occident, lui aussi partie prenante du processus depuis octobre 1969. Il n'y eut en fait aucune véritable fusion nationaliste ce jour-là. La réunion a lancé ON, mais celui-ci est toutefois conscient des limites qu'elle a mises en valeur et que beaucoup de médias n'ont pas complètement cernées : « ce meeting était loin d'être parfait : les discours trop passésistes, trop décousus, la clientèle trop disparate (...). C'était une kermesse. Une autre clientèle que les vestiges de l'extrême droite était à toucher »<sup>45</sup>. Il effectue également une critique positive des raisons de la production de l'événement, estimant que le gouvernement l'autorisa car « la présence parmi les orateurs et les organisations de maniaques de l'extrémisme (erreur grave du mouvement en cette occasion) faisait penser qu'Ordre nouveau s'enfermerait encore plus dans son ghetto, venant après d'innombrables bagarres avec les gauchistes, le meeting serait surtout un appel à la guerre sainte contre les gauchistes »<sup>46</sup>. Quant au congrès, François Duprat, lorsqu'il sera fâché avec ses anciens camarades d'ON, signifiera qu'il « n'avait d'ailleurs eu de Congrès que le nom et s'était déroulé dans un affreux désordre, avec un trostkyste de *Rouge* installé... parmi les congressistes »<sup>47</sup>. Il jette cependant les bases et élit le premier bureau politique.

40. Fondé en 1951 par l'ex-stalinien, ex-cadre trotskyste, ex-Waffen-SS René Binet par scission du Mouvement social européen. Le NOE a été souvent présenté à tort comme relevant du néonazisme folklorique : il préfigure pourtant tant le discours de la Nouvelle droite que les préoccupations des nationalistes-révolutionnaires (courant qui se vit comme « l'extrême gauche » de « l'extrême droite », les NR sont des néofascistes). Le NOE affuble son idéologie de l'étiquette de « néo-racisme », qu'importa plus tard dans la politologie française Pierre-André Taguieff pour désigner la *doxa* néo-droitière (le néo-racisme comme concept politologique trouvant son origine dans Martin Barker, *The New Racism*, Junction Books, Londres, 1981).

41. L'hebdomadaire a été fondé en 1951. Selon les RG, il bénéficie d'un tirage oscillant entre 20 et 30 000 exemplaires (RGPP, *L'extrême droite*, 10 septembre 1969, p. 84, APP GADR15). Vingt ans durant rédactrice en chef de *Rivarol*, Camille Galic (Marie-Luce Wacquez dite) a quitté en 2010 l'hebdomadaire et *Écrits de Paris*, le mensuel qui lui est lié. Sous son autre pseudonyme de Claude Lorne, elle a publié en 2012 *Les Médias en servitude* sous l'égide de la fondation Polémia.

42. Né de la dissolution d'Occident, le périodique connaît trois lignes idéologiques en trois ans : d'abord national-catholique, ensuite de tendance NR en étant extrêmement proche d'ON, il effectue enfin une sorte de retour à Occident. « Mensuel », le journal publie treize numéros et un hors-série en trois ans. Il reconnaît son mauvais rythme de parution mais affirme avoir en un an triplé son nombre d'abonnés pour arriver à 2 000 et disposer alors de plus d'une vingtaine de groupes de diffusion « dans tout le pays » (*L'Élite européenne*, juillet 1970). Après quelques mois, le journal aurait atteint plus de trente groupes provinciaux et ne précisait pas le nombre de parisiens (*L'Élite européenne*, avril 1971).

43. Il s'agit encore d'un journal ayant produit un groupe. Né de la dissolution d'Occident, le périodique compte sept numéros entre février 1969 et l'été 1971, plus un numéro spécial qui est le manifeste du mouvement. Il s'agit d'un retour au racialisme d'*Europe-Action*, PJE mettant en avant un révolutionnarisme antisioniste et l'utopie d'une Europe des ethnies. Sous une langue sinitriste, le journal nourrit de nombreuses ambiguïtés provocatrices vis-à-vis du nazisme. Cet espace qui se dit « socialiste européen » (un mot de Déat réinterprété par les ethno-régionalistes européens) introduit en militance le terme « mondialisme » en 1968 mais également « racialisme » en 1969, terme désignant les théories d'inégalité raciale apparu quelques années avant en anglais, utilisé classiquement dans les sciences sociales françaises suite à son importation par Pierre-André Taguieff quinze ans plus tard (*Réalités socialistes européennes*, décembre 1968 ; *Pour une jeune Europe*, février 1969).

44. François Duprat, *Le Fascisme dans le monde. Défense de l'Occident*, numéro spécial, 1970, p. 39 ; Marie-José Chambart de Lauwe, *Complots contre la démocratie. Les multiples visages du fascisme*, Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes, Paris, 1981 p. 23 ; Alain Rollat, *Les Hommes de l'extrême droite. Le Pen, Marie, Ortiz et les autres*, Calmann-Lévy, Paris, 1985, pp. 50-52 ; Joseph Algazy, *L'Extrême droite en France (1965 à 1984)*, L'Harmattan, Paris, 1989, pp. 95-96.

45. Ordre nouveau, *Ordre nouveau*, supplément à *Pour un Ordre nouveau*, juin 1972, p. 78.

46. *Pour un Ordre nouveau*, juil.-août 1971.

47. François Duprat, *Le Néofascisme en France en 1973, Cahiers européens*, supplément à la *Revue d'histoire du fascisme*, p. 15. *Rouge* était l'organe de la Ligue communiste.

Néanmoins, le subterfuge du prétendu succès de l'union des nationalistes réalisée le 13 mai 1970 perdure quarante ans durant, en dépit de l'ironie de Duprat lui-même quant au fait qu'il ait suffi « de mettre sur une tribune des gens qui ne représentaient qu'eux-mêmes et qui, en outre, faisaient déjà partie d'ON pour faire croire que toute l'opposition nationale se regroupait autour du nouveau mouvement ». Pour l'Ordre nouveau, la manœuvre n'est pas sans importance puisque, sans même ces éléments, un dossier d'enquête des Renseignements généraux égrène suffisamment de faits pour pouvoir conclure que le délit de reconstitution de ligue dissoute, en l'occurrence d'Occident, est constitué<sup>48</sup>.

## Structures

En alliant dans les médias l'image de réussite unitaire et de force anti-gauchiste, ON réussit un double positionnement. D'abord, vis-à-vis de la scène militante d'extrême droite, si coutumière du chaos partisan qu'elle ne peut qu'être revigorée, selon les mots de Duprat, par « la simple apparence de fonctionnement efficace d'un parti de notre camp. » Et le même d'ajouter : « L'impact très réel pendant des mois d'Ordre nouveau, en 1970-1971, a tenu au fait que (fort mal connu de l'extérieur) il apparaissait comme : “un mouvement fasciste, un mouvement paramilitaire, donc un mouvement organisé”. La réalité était différente, mais elle n'était pas perçue comme telle ». Ensuite, en direction de l'opinion publique : en avril 1970, 70 % des sondés estiment que la France est

trop agitée, 48 % sont favorables à des mesures d'ordre, 62 % réclament des mesures de clémence à l'égard de petits commerçants qui se sont alors rendus coupables de violences au sein de manifestations tandis que 65 % requièrent davantage de sévérité à l'encontre des étudiants violents<sup>49</sup>. La dialectique entre agitation gauchiste et désir de réaction ouvre donc un espace politique pour une extrême droite radicale bénéficiant d'expériences quant à ce type de situations.

ON se structure *via* la mise en place de dix-sept secteurs sur Paris et de treize pour sa couronne, sous l'égide d'une Délégation générale de la région parisienne – pour des raisons d'efficacité le nombre de secteurs parisiens est ramené à huit en avril 1971. Le mouvement domine rapidement la scène nationaliste parisienne, y atteignant le cap des 750 militants en octobre 1970. Le mois suivant, il inaugure son siège rue des Lombards en présence de 500 personnes. Le site se voit de loin : sur la porte blindée noire s'étend, peinte en blanc, une grande croix celtique. La structuration est beaucoup plus délicate dans les autres territoires, où la stratégie d'ON est d'absorber les groupuscules existants pour se construire sur cette base. Ont émergé lentement une fédération Nord-Pas-de-Calais, une fédération Rhône-Alpes-Auvergne (réunissant les sections de Lyon, Saint-Étienne et Clermont-Ferrand avec des militants isolés – sachant que celle de Clermont-Ferrand compte seulement neuf militants en 1971), ainsi que des sections, souvent malingres, à Aix-en-Provence, Ajaccio, Agen, Amboise, Amiens, Avignon, Besançon,

48. DCRG, « Ordre nouveau Reconstitution de ligue dissoute, 29 mai 1970 », 9 p., AN 19860581/39 ; François Duprat, *Le Néofascisme en France en 1973, op. cit.*, 1975, pp. 8-9.

49. François Duprat, *La Construction du parti révolutionnaire. Principes et méthodes, Dossiers nationalistes*, supplément aux *Cahiers européens-Notre Europe*, juillet 1975, p. 9 ; Bernard Thomas, *Les Provocations policières ?*, Fayard, Paris, 1972, pp. 378-380.



Blois, Bordeaux (où, avec ses environs, il y a rapidement une soixantaine de militants), Caen, Chartres, Châteauroux, Creil, Dijon, Grenoble, Libourne, Lille, Le Havre, Le Mans, Marseille (sur la base d'anciens du Rassemblement européen de la liberté et du Mouvement jeune révolution), Metz, Montpellier, Nancy, Nantes (avec une exclusion donnant jour à l'Organisation lutte du peuple), Nice (avec des actions de propagande réalisées à Cannes et Menton), Orléans, Poitiers, Reims, Rennes, Sceaux, Saint-Raphaël, Strasbourg, Toulon, Toulouse et Tours. Une section très dynamique est présente dans la Loire<sup>50</sup>.

Cette spatialisation d'ON (voir la carte ci-contre) témoigne que la jeune organisation est parvenue à déborder sa base initiale du Centre d'Assas et à fédérer les militants radicaux, y compris hors de zones de concentration universitaire. L'implantation ne correspond pas non plus à la carte du vote Tixier-Vignancour. ON possède bien une dynamique propre, que l'on ne peut résumer à la prolongation d'un simple phénomène antérieur, ni réduire à un désir d'ordre dans l'univers étudiantin. L'extension hors Paris est prise en compte lors du renouvellement du Conseil national de l'été 1972, où les éléments non-parisiens passent de cinq à dix-huit sièges sur trente-six – ceci dit, ce Conseil ne sert à rien et, à cette date, n'avait été convoqué qu'une seule fois depuis 1969<sup>51</sup>.



50. DCRG, « L'Extrême droite en 1971 », *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, juin 1971, pp. 10-12, AN F7/15586 ; *id.*, « Ordre nouveau s'étend en province », *Informations hebdomadaires*, 8 mai 1971, pp. 1-2, AN F7/15573 ; *id.*, « Faits et événements survenus sur le plan politique », *Bulletin quotidien confidentiel*, 21 novembre 1970, p. 2, AN F7/15556 ; *id.*, « Ordre nouveau tente de s'implanter en province », *Bulletin quotidien confidentiel*, 15 octobre 1970, pp. 1-2, AN F7/15555 ; *Pour un Ordre nouveau, 1971-1973*.

51. DCRG, « Les nouvelles instances dirigeantes d'Ordre nouveau », *Bulletin hebdomadaire*, 29 juillet 1972, p. 2, AN F7/15575.

Sont également mises en place des organisations syndicales annexes : le GUD est promu syndicat étudiant d'ON, l'Union des lycéens nationalistes (ULN) et l'Union générale des travailleurs (UGT) sont fondées. Ce sont de simples appellations pour l'essentiel. Il est à noter que le logotype de l'UGT importe en France la flamme tricolore du MSI, appelée à bientôt devenir le symbole du Front national. L'ULN affirme disposer d'une présence dans chaque lycée parisien, ce qui paraît excessif, et être implantée à Aix-en-Provence, Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille et Nice<sup>52</sup>. Le GUD demeure sur son bastion du Centre d'Assas. Pour s'élargir, il s'est transformé en Groupes union défense en octobre 1970. Le nouveau GUD n'a toutefois pas trouvé de place dans le paysage syndical étudiant, ne parvenant à s'imposer qu'à Aix-en-Provence, en un territoire où existe une implantation antérieure (ainsi d'une section d'Occident)<sup>53</sup>. Lancée en juin 1970, l'UGT n'est guère qu'un sigle dans les pages de *Pour un Ordre nouveau*. Sa stratégie est de constituer des fractions au sein de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC) et de Force ouvrière (FO), selon le modèle trotskyste.

ON présente ses structures et ses conceptions sociales dans une brochure qu'il diffuse en 1971. Il intègre bien la question sociale, mais en affirmant sa croyance dans les aspects naturels de l'inégalité et de l'aristocratie, en un vote qui doit être professionnel et municipal et dans le cadre d'un refus de la démocratie, autant que de la dictature, au profit d'une « direction collégiale de l'État et des affaires », instituant « l'État

---

52. *Pour un Ordre nouveau*, juin 1972.

53. *Pour un Ordre nouveau*, octobre 1971.

populaire et hiérarchisé » qui doit juguler les excès du capitalisme mais refuser d'établir la « société de fonctionnaires » et le collectivisme. C'est « un État fort et décentralisé » ne conservant peu ou prou que ses fonctions régaliennes. Présentant le GUD, l'ULN et l'UGT, le parti réaffirme sa ligne « Présent partout ! Implanter partout des structures nationalistes sectorielles »<sup>54</sup>.

Idéologiquement, le corporatisme n'apparaît pas : l'accent est mis sur un cadre libéral avec un verbiage antibourgeois et à peine ouvrieriste. Ces groupes n'ont pas vocation à une action révolutionnaire ou réformiste, mais à l'agit-prop néo-poujadiste, selon la réflexion stratégique retenue. L'objectif est avant tout de constituer une fraction UGT dans FO, avec pour but final la création de l'équivalent français de la Confédération italiana Sindacati nazionali dei lavoratori (CISNAL), l'important syndicat du MSI (qui, en France, préfère avoir pour contact la Confédération française du travail, liée au Service d'action civique)<sup>55</sup>. C'est là un objectif très ambitieux, impossible à atteindre avec la sociologie du capital humain disponible. Une étude produite en interne, sans qu'il soit possible d'en vérifier les données, affirme qu'en 1970 ON compterait : 1,5 % de fonctionnaires ; 3,2 % de cadres ; 3,5 % de commerçants ; 3,5 % d'ouvriers ; 12 % d'employés ; 21,2 % de lycéens et élèves préparant les grandes écoles et 42,2 % d'étudiants. Commentant ces chiffres, Duprat paraissait en avoir quelque gêne : « La proportion des travailleurs à bas revenus est pratiquement le double de celle

---

54. Brochure format à l'italienne, s.d. (1971).

55. François Duprat, « Analyse et stratégie nationaliste », *Ordre nouveau, op. cit.*, 1972, pp. 140-177.

des moyens et hauts revenus. Notons à ce propos que la proportion de 15,6 % de travailleurs salariés pauvres est infiniment supérieure à celle que l'on peut trouver dans les partis gauchistes, essentiellement recrutés parmi les fils de grands bourgeois »<sup>56</sup>.

Il n'y a donc qu'une présence très relative des classes populaires, sur des effectifs infimes, et on ne voit guère où les cadres eussent pu trouver des militants syndicaux nationalistes. L'hypertrophie de la représentation de la jeunesse scolarisée tend à ramener vers le syndicalisme estudiantin, c'est-à-dire, les jeunes radicaux étant ce qu'ils sont, vers un activisme provocateur et matraqueur des syndicalistes. Cela n'est pas pour donner une image progressiste à l'ensemble de ce champ, ni pour lui permettre d'être crédible sur ce secteur. L'ouverture permise par la création du Front national n'apporte pas une modification substantielle de la sociologie, comme en atteste un questionnaire remis aux candidats FN aux élections législatives de 1973. Outre le fait que les deux tiers d'entre eux sont des membres d'ON, ils sont des patrons d'industrie et du commerce, des cadres ou professions libérales à 56,7 % et des ouvriers à seulement 2,7 %<sup>57</sup>. ON et le FN n'ont donc pas en interne de quoi leur fournir des militants syndicaux. Le manque de militants des classes populaires et l'obsession anticommuniste se conjuguent pour bloquer l'extrême droite sur le créneau de l'opposition systématique aux mouvements de revendication.

56. François Duprat, *Le Fascisme dans le monde*, op. cit., pp. 42-43.

57. Henri Laux, *La Formation du Front national pour l'unité française (octobre 1972-juin 1973)*, mémoire de diplôme, Institut d'études politiques de Paris, 1974, p. 28.

Deux services originaux sont cependant tentés pour mener de la question sociale à l'engagement politique. Au siège d'ON est mis en place un « conseil fiscal », en direction des classes moyennes, et un « service social », en direction des chômeurs et des classes populaires. Ces services sont gratuits mais réservés aux adhérents du mouvement ou abonnés à son journal. Le manque de moyens de l'organisation ne lui permet toutefois pas de les faire perdurer<sup>58</sup>.

Les militants sont aussi occupés par la vente à la criée de *Rivarol*, mais, afin de ne plus être tributaire des journaux amis, le mouvement a décidé au printemps 1971, selon les RG, de confier à François Duprat, Philippe Asselin et Christian de Bongain (dit Xavier Rauffer) le lancement de son propre périodique. Celui-ci connaît plusieurs retards, pour cause de problèmes de trésorerie, mais à l'été paraît enfin *Pour un Ordre nouveau*, avec un premier tirage estimé entre 5 000 de 10 000 exemplaires<sup>59</sup>. Le journal est de bonne facture tant dans le fond (on y retrouve les plumes de Duprat et Alain Renault) que dans la forme (outre Jack Marchal, ON bénéficie des apports de Gérard Penciolelli et Catherine Barnay, ancienne des Jeunesses patriotes et sociales de Roger Holeindre, aujourd'hui cadres du magazine *Causeur* après avoir tous deux repris *Minute*). Les militants des diverses sections sont invités à lancer des campagnes d'abonnement et de ventes dans la rue – le journal relayant certaines ventes pour les motiver : ainsi le numéro de novembre 1971

58. *Pour un Ordre nouveau*, nov. 1971.

59. RGPP, note du 5 juillet 1971, p. 2, APP 666/293 ; DCRG, « Activités d'Ordre nouveau », *Informations hebdomadaires*, 24 avril 1971, p. 2, AN F7/15573. Même si le numéro est en vente pour l'ensemble de l'été, il n'est alors que vendu à la criée : conséquemment 5 000 exemplaires d'un titre inédit en été paraît déjà un bon tirage.

aurait été vendu à 600 exemplaires à Nice, 250 à Orléans, etc. En un an, l'organe d'ON aurait rassemblé 1 500 abonnements. Passant en kiosques en septembre 1972, il aurait atteint les 30 000 exemplaires mensuels en mai 1973 selon ON<sup>60</sup>.

## *Influences*

Il est patent que les formes épousées par Ordre nouveau empruntent aux expériences des extrêmes droites, tant parmi les étrangères présentes que françaises passées. Alors même que le nom d'Ordre nouveau est une référence à l'italien Ordine nuovo<sup>61</sup>, le dessein est bien de créer un équivalent du MSI, le parti transalpin d'extrême droite qui suscite bien des espoirs en France. En effet, si l'élaboration du Fronte nazionale par le MSI avec les libéraux a été un échec, en revanche le regroupement sous son égide de l'ensemble des forces néofascistes lui a permis un bond électoral en 1970. Une fois constituée cette force radicale, c'est le regroupement de toute l'extrême droite qui transforme la donne politique italienne. Le MSI se dit droite sociale et anticommuniste, parti de gouvernement, et se donne pour devise à son congrès de 1971 « Nous sommes la droite nationale, nous sommes l'idée corporative, nous sommes l'alternative au système », formules bientôt décalquées par ON et le FN. Le MSI continue encore son ascension, l'absorption des

60. *Pour un Ordre nouveau*, décembre 1971 ; *id.*, juin 1972 ; *id.*, spécial Congrès, juin 1973.

61. Né en 1956 par une scission du MSI menée par Pino Rauti, Ordine nuovo réunit environ 10 000 militants sur un axe nazi-fasciste (selon la terminologie en usage en Italie) très influencé par la pensée de Julius Evola.

monarchistes et de conservateurs lui permettant d'atteindre des scores inégalés aux élections de 1972.

Après Jean-François Galvaire en 1969, Alain Robert et divers cadres d'ON en 1970, ce sont François Duprat et Christian Lefevre qui sont présents au nom d'ON au congrès néofasciste italien de 1971. Duprat en est très favorablement impressionné. Selon les Renseignements généraux, les Français se placent alors « sous la tutelle du parti italien ». Durant l'été, une cinquantaine de militants français ont également participé aux camps transalpins, non seulement du MSI mais aussi de la « nazi-maoïste » Lotta di popolo<sup>62</sup> et du « nazi-fasciste » Avanguardia nazionale<sup>63</sup>, dont membres et cadres sont impliqués dans la vague terroriste qui ravage l'Italie des années 1969-1980. Duprat publie même un ouvrage qui est une étude très détaillée du MSI ; sans jamais citer le cas hexagonal, le texte paraît avoir été écrit pour convaincre les militants français du bien-fondé de la stratégie italienne : l'auteur n'hésite pas à aligner 69 tableaux en 177 pages pour démontrer la progression du parti – il reçoit d'ailleurs une belle lettre de félicitations du chef du MSI, l'ancien dignitaire fasciste Giorgio Almirante<sup>64</sup>. L'exemplarité du MSI est même parfois quelque peu trop forte. Ainsi, suite à la présence

62. Fondée en 1968, l'Organizzazione lotta di popolo a reçu ce sobriquet de « nazi-maoïste » de la presse transalpine. Sur le fond, il est plus adéquat de la qualifier de « traditionaliste révolutionnaire », au sens évolutif du concept de « Tradition ». L'OLP considère que le terrorisme est la meilleure application de la conception évolutive de l'*apoliteia*.

63. Fondée en 1959, dissoute en 1966, l'Avanguardia nazionale est réactivée en 1970 et se caractérise par sa violence.

64. DCRG, « Cinq militants d'Ordre nouveau expulsés d'Italie », *Informations hebdomadaires*, 28 août 1971, AN F7/15574 ; François Duprat, *L'Ascension du MSI*, Les Sept couleurs, Paris, 1972 ; lettre de Giorgio Almirante à François Duprat, 24 juillet 1972 (archives personnelles).

d'Alain Robert à un séminaire des *missini* en septembre 1972, ON reproduit sans recul des adages italiens qui sont pourtant difficilement transposables tels quels dans la culture politique française (« les devoirs de l'État incombent toujours à la droite », « dans les conditions actuelles, la liberté de pensée et d'expression est une grotesque affirmation de principe », etc.)<sup>65</sup>. Cette inclinaison péninsulaire n'est pas l'apanage des cadres dirigeants. À la base, dans les réunions de section, on suit et on discute les résultats électoraux du parti frère<sup>66</sup>. Dès ses premières heures, Ordre nouveau, sur le modèle de son frère transalpin, reprit ainsi son mélange d'activisme et de légalisme électoral.

Il est certain que le MSI ne ménage pas sa peine pour aider ON. Lors du lancement d'ON, le MSI a livré 2 000 insignes en forme de croix celtique, ainsi que deux séries de 5 000 affiches. Pour le lancement du Front national, l'ancien milicien François Brigneau et Duprat font le voyage à Rome et obtiennent un soutien en termes d'impression de matériel électoral pour l'équivalent de 1 226 146 euros de 2013<sup>67</sup>. Pour les élections législatives de 1973, le MSI aurait fourni au FN 100 000 affiches format classique en novembre et décembre 1972, 500 000 grandes en janvier et février 1973, 500 000 journaux à la même date, et un million de papillons autocollants<sup>68</sup>.

65. *Pour un Ordre nouveau*, 15 oct.-15 nov. 1972.

66. Entre autres exemples, une réunion dans le secteur des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> arrondissements portait le 24 mai 1972 sur les résultats du MSI (document interne ; archives personnelles).

67. DCRG, « Les Rapports d'ON avec le MSI », 27 juin 1973, AN 19860581/39.

68. DCRG, « Ordre nouveau et les élections législatives », *Informations hebdomadaires*, 4 novembre 1972, p. 2, AN F7/15576.

Le modèle italien n'est pas le seul. La technique de la promotion par la provocation a montré ses preuves en Allemagne. Le regroupement de pans de l'extrême droite radicale allemande au sein du NPD en 1964 y avait amené une réaction antifasciste vigoureuse et, selon Duprat, « le résultat fut un accroissement énorme de la notoriété du NPD et une propagande gratuite d'une ampleur sans commune mesure avec la force réelle du NPD », ce qui eût permis un alignement politique de certains partis de droite (une « droitisation » dirait-on aujourd'hui)<sup>69</sup>. Autre enseignement : la stratégie du NPD d'alors consistant à se recentrer et à mettre un frein à l'activisme lui a fait perdre des voix. La charge subversive est donc nécessaire à l'alchimie électorale d'une offre politique d'extrême droite. En Grande-Bretagne, la fusion en 1967 au sein du National Front de deux mouvements, dont le British National Party (BNP) proche historiquement de Jeune nation, n'a pu apporter ses fruits qu'après la phase powelliste du parti tory, une fulgurante droitisation d'une partie des conservateurs venant légitimer le transfert de vote à l'extrême droite d'une part des classes populaires. Ces modèles sont sérieusement réfléchis en France<sup>70</sup>.

ON est un mouvement foncièrement européen, et également ouvert aux modèles politiques extra-européens. *Pour un Ordre nouveau* soutient dans ses colonnes les néofascistes italiens, les oustachis croates, mais

69. François Duprat, « Une Nouvelle Allemagne : structure et électorat du NPD », *Défense de l'Occident*, janv. 1967, p. 38.

70. Cf. François Duprat, *Le Fascisme dans le monde*, op. cit., pp. 35-46 ; François Duprat et Michel Faci, *La Montée du nationalisme en Grande-Bretagne 1977*, supplément à la *Revue d'histoire du fascisme*, juin-juil. 1977, pp. 1-33 ; Anne-Marie Duranton-Crabol, *L'Europe de l'extrême droite de 1945 à nos jours*, Complexe, Bruxelles, 1991, p. 128.

également les militaires de l'Uruguay, Juan Perón, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), le colonel Kadhafi, etc. Certes, il ne parvint jamais à mettre en place son objectif initial de constitution d'une « Internationale des nationalistes ». Il diversifie cependant ses contacts dès l'été 1971. Les 10 juin et 17 juin, les responsables d'ON s'entretiennent à Paris avec deux responsables bavarois du NPD, puis deux des principaux cadres assistent à un meeting du NPD à Munich. Une campagne commune d'affichage pour l'anniversaire du mur de Berlin est envisagée. Per Engdhal, de passage à Paris, discute avec ON des possibilités d'une seconde « entrevue de Malmö ». Existente également des relations plus distendues avec l'espagnol Fuerza nueva, ainsi qu'avec la Legião portuguesa. Ces relations mènent à un projet non concrétisé de meeting international devant se tenir à Aix-en-Provence<sup>71</sup>. Le NPD propose également la tenue d'un meeting parisien, avec Fuerza nueva, le MSI et les grecs du Mouvement du 4 août. ON préfère l'éviter, de crainte qu'un tel attelage ne lui complique les choses<sup>72</sup>.

Pourtant, lors du lancement du Front national par ON, trois groupes européens sont représentés : l'Aktion Neue Rechte allemande (née par scission du NPD en 1972), le MSI et l'ON belge (créé en 1971 avec l'accord d'Ordre nouveau, mais se basant sur des militants ethno-régionalistes)<sup>73</sup>. ON ne choisit pas ensuite des contacts européens

71. DCRG, « Relations internationales d'Ordre nouveau », *Informations hebdomadaires*, 3 juillet 1971, pp. 1-2, AN F7/15574. C'est à Malmö (Suède) qu'a été fondé en 1951 le Mouvement social européen lors d'une rencontre de soixante congressistes d'Allemagne, du Danemark, d'Espagne, de France, d'Italie, de Suède, de Suisse, de Norvège, ainsi que des émigrés baltes.

72. DCRG, « Les soucis d'Ordre nouveau », *Informations hebdomadaires*, 19 juin 1971, p. 3, AN F7/15573.

73. DCRG, « Ordre nouveau devient un parti traditionnel », 17 juin 1972, *Bulletin hebdomadaire*, p. 1, AN F7/15575.

correspondant à une ligne recentrée. Il participe la même année à une rencontre à Anvers avec pour l'Allemagne le NPD et divers journaux, dont le nationaliste-européen *Nation Europa*, pour l'Autriche le Nationaldemokratische Partei et divers groupuscules, pour l'Italie Ordine nuovo et Avanguardia nazionale, pour la Belgique le Vlaamse Militanten Orde (reconstitué en 1971) et Were Di (l'ex-Occident Belgique, reconnu par son modèle français mais non lié à lui), pour la Grande-Bretagne l'Union Movement (fondé en 1948 par l'ex-ministre travailliste et leader de la British Union of Fascists, Sir Oswald Mosley) ; la World Union of National-Socialists est la seule organisation internationale présente. Pour l'essentiel, ces groupes défendent comme utopie une fédération européenne des régions ethniques. Non seulement ON limite ses contacts internationaux à l'extrême droite radicale, mais encore elle travaille avec des partenaires dont elle ne partage pas la conception ethno-régionaliste. Il est vrai que, même devenu un grand parti, le FN connaîtra les mêmes incohérences dans ses relations internationales jusqu'à la redéfinition de celles-ci en 2013.

Un autre élément de l'extrême droite radicale influence l'Ordre nouveau, cette fois-ci typiquement français. Le Parti franciste dirigé par Marcel Bucard (1895-1946) fonctionnait sur le principe d'une direction collégiale. Cette forme a été reprise par tous les groupements néofascistes français depuis Jeune nation. L'Ordre nouveau n'y déroge pas. Le mouvement s'est doté d'un Conseil national et d'un Bureau politique. Ce Conseil n'est que de façade : dans la gestion quotidienne Alain Robert et François Duprat dirigent *de facto* en se contentant de consulter pour des décisions importantes François Brigneau et Gabriel Jeantet (ancien

membre de la Cagoule, pétainiste puis résistant actif, devenu très proche du ministère de l'Intérieur de l'époque d'ON)<sup>74</sup>. La conception de la direction collective n'est d'ailleurs pas réservée au fonctionnement présent mais participe de l'utopie définie. Le numéro zéro puis le numéro un de l'organe du mouvement se chargent de présenter une conception rénovée de l'État nationaliste. En premier lieu, ON tient à préciser que son État idéal refusera « tout totalitarisme, (...) toutes les tendances philosophiques et religieuses pourront coexister ». Le césarisme est clairement rejeté au bénéfice d'une « équipe présidentielle responsable devant les citoyens français par le jeu du suffrage universel ». Éluë avec le président de la République, « cette élite responsable est chargée de la conception, de l'exécution, et du contrôle de la politique nationale. [Elle s'appuiera sur une] élite politique dont les effectifs varieraient entre 1 200 et 3 000 membres [qui] constituerait le réservoir des dirigeants dans lequel puisera l'équipe présidentielle pour animer l'État nationaliste »<sup>75</sup>.

Il s'agit là d'un programme qui retient les leçons de l'histoire du fascisme italien. Les jeunes gens d'ON paraissent avoir retenu l'analyse de l'*opus magnum* de Maurice Bardèche : le fascisme doit permettre un jeu certes limité mais néanmoins existant de la souveraineté populaire, et faire le lien entre le fascisme révolutionnaire de 1919 (à direction collective) et sa rénovation de 1943 sans passer par l'entente réactionnaire avec la

74. Frédéric Chatillon, Thomas Lagane et Jack Marchal (dir.), *Les Rats maudits. Histoire des étudiants nationalistes 1965-1995*, Éditions des Monts d'Arrée, Paris, 1995, pp. 49-51 ; Frédéric Charprier, *Génération Occident*, Le Seuil, Paris, 2005, p. 221.

75. *Pour un Ordre nouveau*, s.d. (1971) ; *id.*, juil.-août 1971.

bourgeoisie. Leur action directe contre la gauche évoque le fascisme de 1921, sont présents les caractères de parti-milice et d'élite de rechange, mais leur conception de l'État renvoie effectivement plus à cette phase d'autocritique de Mussolini qu'il achève en envisageant un multipartisme restreint au sein du système de la République sociale italienne – outre que la question de la collégialité de l'exécutif dans un régime autoritaire était présente dans la réflexion d'Ernst Jünger dès 1926, qu'elle est au programme des mouvements de Pierre Sidos, etc.<sup>76</sup> La mise en avant régulière du slogan « tout le pouvoir au peuple, tout le pouvoir à l'ordre nouveau » permet à la fois de sortir de l'image liberticide du fascisme pour le grand public et de bénéficier de son ambiguïté pour le milieu de l'extrême droite radicale (car faut-il en déduire qu'il s'agit d'établir un nouveau régime reposant sur la souveraineté populaire ou sur une confiscation de l'État par le parti révolutionnaire ?).

Le Bureau politique est conservé dans l'ombre la plus complète jusqu'à ce qu'il soit élu par les militants à partir de 1972. Ce flou n'est pas sans avantages, Duprat estimant que pendant plusieurs mois nul ne sut vraiment qui dirigeait le groupe, services de police compris. Cette idée d'une double direction, d'une organisation parallèle aux structures officielles, rappelle volontiers le système de direction de la formation trotskyste Lutte ouvrière. Cependant, les RG eurent un œil attentif sur les évolutions de cette direction collective *underground*. Après le dépôt des statuts à la préfecture, ils avaient déjà noté que le bureau officiel,

76. Cf. Maurice Bardeche, *Qu'est-ce que le fascisme ?*, Pythéas, Sassetot-le-Mauconduit, 1995 (première édition : 1961) ; Pierre Milza, *Mussolini*, Fayard, Paris, 1999 ; Louis Dupeux, *National-bolchevisme. Stratégie communiste et dynamique conservatrice*, Honoré Champion, Paris, 1979, p. 313.

composé de prête-noms (Marguerite Petit et Jean-Yves Tollet), ne correspondait en rien à la réalité. Il désignait les principaux responsables et leur secteur : Jean-François Galvaire, l'animateur ; Jean-Claude Nourry, ancien mercenaire en Afrique et cadre « action » d'Occident au service d'ordre ; Alain Robert, en charge de Paris, c'est-à-dire à ce stade de tout le mouvement ; à l'organisation se trouvaient Gérard Boulanger et Jacques Charasse ; Marie-Françoise David s'occupait de l'administration ; Louis Battu s'occupait des finances ; Paul Léandri (ex-OAS) de la documentation ; et Hugues Leclere (ex-Occident) de la province<sup>77</sup>.

Début 1971, une note des RG affirme que le groupe de direction compterait François Brigneau, Claude Goasguen (actuel ténor de la droite libérale, alors assistant à l'université Paris-XIII, censé avoir rompu avec l'extrême droite après Occident), François Duprat, Gabriel Jeantet, Claude Joubert (journaliste), Paul Léandri (avocat en charge de la défense d'ON), Hugues Leclere, Bernard Lescrainier (ex-OAS et Occident), Gérard Longuet (énarque stagiaire, futur ministre des présidents Mitterrand et Sarkozy, censé avoir rompu avec l'extrême droite après Occident), Jean Picollec (responsable aux éditions Larousse), Alain Robert et Roger Talbotier<sup>78</sup>. Certes, la composition de ce Bureau est restée secrète quarante ans durant, néanmoins la présence des personnes ayant censément rompu avec l'extrême droite et en plein processus d'ascension sociale démontre une certaine naïveté

77. DCRG, « Activités des mouvements d'extrême droite », *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, fév. 1970, p. 3, AN F7/15585 ; François Duprat, *La Construction du parti révolutionnaire*, op. cit., p. 12.

78. DCRG, « Ordre nouveau », *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, fév. 1971, p. 2, AN F7/15586.

en matière subversive : est ainsi usée en pure perte la possibilité de les utiliser hors cadre en tant que soutiens extérieurs ou dans le cadre d'une politique d'entrisme (un autre énarque en fin de formation, le futur Premier ministre Lionel Jospin, est lui placé par sa formation trotskyste dans les rangs socialistes). Peu après, une nouvelle note décrit d'ailleurs une nouvelle équipe. Celle-ci compterait une vingtaine de personnes réparties en trois sections : section I « Lutte contre l'État et le marxisme » (responsable : François Duprat, assisté de Christian Lefèvre en qualité de responsable du service d'ordre) ; section II : « Organisation du parti » (responsable : José Bruneau de la Salle, assisté de Michel Talbotier pour la région parisienne et Alain Renault pour la province) ; section III : « Édification de l'État nouveau » (responsable : Paul Léandri, assisté de Philippe Asselin pour l'école des cadres)<sup>79</sup>. La nécessité de donner un visage médiatique au parti entraîne l'officialisation de la prépondérance charismatique d'Alain Robert, qui reçoit conséquemment le titre de secrétaire général.

Jack Marchal, l'un des principaux cadres d'ON, témoigne toutefois que ces éléments sont à considérer avec recul, les organigrammes n'étant pas suivis d'effet, certaines réunions ne se faisant qu'entre une partie des membres de la direction en un local inconnu des autres (cette attitude existait aussi à la Ligue communiste)<sup>80</sup>. Alain Renault décrit également un système de fonctionnement fort brinquebalant : « La "Direction nationale" (en clair : Alain Robert) ne s'occupait guère que de la région

79. DCRG, « Activité d'Ordre nouveau », *Informations hebdomadaires*, 25 septembre 1971, p. 1, AN F7/15574.

80. Email de Jack Marchal à Nicolas Lebourg, 31 octobre 2009.



parisienne. La "Province" était sous la houlette d'un "délégué" (moi à partir de juillet 1971) chargé tout seul de TOUT : répondre aux courriers, monter des sections, envoyer le matériel, établir les cartes, se déplacer... Naturellement il y avait aussi des contacts directs entre la Direction nationale et les responsables de sections de province, soit quand ils passaient à Paris, soit lors du "Conseil national" »<sup>81</sup>. Transparaît ainsi une pratique décidément bien peu conforme à l'autre modèle d'ON, celui du parti de révolutionnaires professionnels.

---

81. Email de Alain Renault à Nicolas Lebourg, 21 novembre 2007.

## ENTRE SUBVERSION ET CONTRE-SUBVERSION

L'obsession coutumière du modèle léniniste chez les révolutionnaires de droite a été relancée par Dominique Venner en 1962. Ordre nouveau n'y échappe pas et cherche à réemployer les modalités de l'adversaire. Il réinvestit des modèles de structuration nationale et locale issus de la gauche. Il investit d'une esthétique subversive ses actions contre les gauches. Malgré l'instabilité de ces alliages, ON construit ainsi sa propre subculture.

### *Le modèle léniniste*

La cellule de base d'ON est le « secteur » délimité de manière géographique. Une réunion la mobilise tous les quinze jours. Le procès verbal qui en est fait note les présents, les excusés, le nombre total de membres disposant d'une carte où les cotisations sont certifiées par des timbres. Il s'agit là d'un décalque des formes organisatrices du Parti communiste français (PCF), lui-même ayant ainsi perfectionné les modalités de la Section française de l'Internationale ouvrière d'avant 1914<sup>82</sup>. Alain Renault expose les affres de l'organisation :

---

82. Romain Ducoulombier, *Régénérer le socialisme. Aux origines du communisme en France 1905-1925*, thèse de doctorat, Institut d'études politiques de Paris, 2007.

« C'est le genre de mouvement où, contrairement aux schémas classiques, les militants sont plus nombreux que les porteurs de cartes ! Aux débuts existait une "carte simple" (format carte de visite), rapidement épuisée. Puis il n'y eut plus de carte ! Chaque section se contentait de tenir un cahier des cotisations mensuelles... Début 1971 fut créée une nouvelle carte, de validité annuelle, comportant notamment 12 cases destinées à des timbres... Cela provoqua une "régularisation" notamment de la part de certaines sections de province enclines à conserver l'intégralité des cotisations. Lors du Congrès, il y avait 2 300 cartes 1972, soit environ 2 400 pour l'exercice avec les adhésions du second semestre. En tenant compte du *turn over*, de la coquetterie mise par certains à ne pas payer ou à ne vouloir cotiser qu'au GUD ou à l'ULN (lycéens), on peut estimer qu'il est passé environ 3 500 personnes à ON, dont une petite moitié en région parisienne. Je n'ai pas souvenir du nombre de cartes 1971 (je dirais 1 500 ?)... Quant à 1973, le nombre, lors du Congrès, était en diminution par rapport à 1972, notamment parce que certains cotisaient au FN et ne voulaient pas payer deux fois (nombreuses discussions sur le problème de la "double cotisation"...) »<sup>83</sup>.

Il n'est pas irrationnel de songer que cette structuration ait pu être soufflée aux jeunes dirigeants d'Ordre nouveau par leurs aînés, anciens collaborationnistes ayant milité au Parti communiste français dans l'entre-deux-guerres. L'ex-communiste devenu le bras droit de Jacques Doriot au Parti populaire français, Victor Barthélémy, nommé « secrétaire administratif » du FN en avril 1973 en remplacement d'Alain Robert,

83. Email de Alain Renault à Nicolas Lebourg, 21 novembre 2007.

offre d'ailleurs aux militants d'ON une séance de formation sur les méthodes du PPF<sup>84</sup>. Rien de nostalgique mais une perspective fonctionnelle : « il ne s'agit pas pour les nationalistes en 1973 d'évoquer les expériences passées, mais d'analyser les causes de l'échec de notre famille politique, afin d'en tirer un enseignement indispensable à tout engagement politique »<sup>85</sup>. Il est à noter que le système des timbres, s'il permet par la mensualisation de faciliter l'acte d'adhésion, représente un vrai investissement annuel pour le militant, ce qui peut freiner des prises de cartes. Le timbre est en effet à 20 francs par mois pour les étudiants et à 30 pour les travailleurs, ce qui représente annuellement l'équivalent de 240 euros en pouvoir d'achat pour un étudiant et 361 euros pour un travailleur aujourd'hui<sup>86</sup>. L'organisation les vend à 50 % de sa valeur aux sections de la région parisienne, et à 20 % aux autres<sup>87</sup>. À titre de comparaison, le prix de la cotisation annuelle au FN est de 15 euros pour les moins de 25 ans et de 50 euros pour les travailleurs n'ayant pas des « revenus modestes », alors même que la législation permet dorénavant une réduction d'impôt à 66 %<sup>88</sup>.

Si Ordre nouveau se situe bien dans la « tradition » du « léninisme de droite », il fait cependant particulièrement songer à un communisme de son temps, la variante dite « lambertiste » du trotskysme français,

84. RGPP, note du 29 mars 1973, APP GAO3. Sur Barthélémy cf. Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard, *Dans l'ombre des Le Pen, op. cit.*, pp. 23-62.

85. Supplément au n° 17 de *Pour un Ordre nouveau*.

86. DCRG, « Les soucis d'Ordre nouveau », *Informations hebdomadaires*, 19 juin 1971, p. 2, AN F7/15573.

87. Email de Alain Renault à Nicolas Lebourg, 21 novembre 2007.

88. Sur le FN aujourd'hui, cf. Observatoire des radicalités politiques, *Le Front national : état des lieux en 2014*, focus n° 1, Fondation Jean-Jaurès, Paris, 12 février 2014.

très soucieuse de mobiliser en permanence toute la vie de ses militants<sup>89</sup> – et pour laquelle, il est vrai, Duprat n'a jamais caché son admiration au niveau organisationnel. Dans une chronique de sa famille politique, Philippe Vilgier note ainsi qu'« à l'Ordre nouveau, on est tenu en haleine en permanence ; chaque semaine, chaque mois, des objectifs sont fixés : une vente, une campagne, une manifestation »<sup>90</sup>. Olivier Grimaldi, alors jeune militant proche des vingt ans, se souvient : « nous, on avait toujours des choses à faire. On sortait trois fois par semaine pour faire des trucs. On était... dans l'action, tout le temps »<sup>91</sup>. Les rapports hebdomadaires montrent que les militants étaient fortement incités à assister à la réunion hebdomadaire organisée par le secteur, mais également à prendre part aux menées : bombage, tractage, vente à la criée... La discipline était attendue dans les rangs du parti. En 1973, les ratonnades ou d'autres manques à la discipline étaient des motifs d'exclusion<sup>92</sup>.

L'influence du militantisme communiste, ou tout du moins de la manière dont on se le représente, se signale par la volonté de professionnaliser les militants. Les rapports hebdomadaires envoyés par les secteurs à la direction nationale abondent en tentatives allant dans ce sens. L'appel à la formation idéologique est constant. Des réunions à caractère doctrinal sont organisées régulièrement au niveau des

89. Philippe Campinchi, *Les Lambertistes. Un courant trotskiste français*, Balland, Paris, 2000.

90. Philippe Vilgier (dir.), *La Droite en mouvements. Nationaux et nationalistes 1962 /1981*, op. cit., p. 94.

91. Entretien d'Olivier Grimaldi avec Jonathan Preda, Paris, 24 mai 2011. Grimaldi a fondé en 1984 le Cercle franco-hispanique qui portait la mémoire du phalangisme espagnol en France. Il était proche de la revue *Synthèse nationale* (Jean-Yves Camus, « Olivier Grimaldi est mort », *Fragments sur les temps présents*, 11 mars 2014).

92. Compte-rendu de la réunion du comité exécutif du 13 juin 1973 (document interne ; archives personnelles).

secteurs<sup>93</sup>, des brochures doctrinales sont éditées à destination des militants<sup>94</sup>. Des séances générales peuvent se dérouler au Centre de droit d'Assas, où François Duprat vient ainsi assurer une séance sur « la philosophie fasciste »<sup>95</sup>. Ce type de réunions permet également à l'ON de nouer des liens au-delà de son propre espace. Ainsi sa formation sur « les partis nationalistes depuis 1950 » compte Duprat pour seul orateur issu de ses rangs, mais accueille Dominique Venner, François d'Orcival et Ferdinand Ferrand<sup>96</sup>.

En outre, un rapport de secteur appelle à la lecture de la presse nationaliste aussi bien qu'à celle des ouvrages de fond indispensables pour « armer dialectiquement nos militants »<sup>97</sup>. Ces livres étaient parfois présents au sein des secteurs, comme c'était le cas dans les cellules communistes ou encore dans les locaux de la royaliste Action française<sup>98</sup>. Un rapport établi à la fin avril 1972 évoque une bibliothèque de secteur comportant des livres aussi significatifs que *La Vraie bataille d'Alger* du

93. Entre autres exemples, une intervention de Joël Dupuy de Méry (qui a ensuite fait une carrière d'élu de droite à Compiègne) autour du 11 mai 1973 sur le thème de « l'Ordre nouveau révolutionnaire » s'était tenue dans le secteur du Val-de-Marne tandis qu'au début du mois de février 1972 a été organisée une réunion d'analyse de certains aspects économiques et sociaux de la doctrine phalangiste espagnole dans le secteur de Poissy/Saint-Germain-en-Laye. Enfin, le responsable des secteurs des VI<sup>e</sup>, VII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> arrondissements de Paris a annoncé dans une lettre interne du 8 février 1972 qu'il allait mettre en place un système de séminaires autour d'un thème et que tous les présents devront y apporter une contribution. Le but ? Donner à l'ON, en plus de ses valeurs « déjà connues du courage et de la ténacité : la valeur intellectuelle » (documents internes ; archives personnelles).

94. Rapport hebdomadaire du 10 février 1972, secteur de Saint-Germain-en-Laye. Le rapport recommandait de bien les assimiler, fournissant des « thèmes de réflexion » (document interne ; archives personnelles).

95. RGPP, « Confidentiel », 16 janvier 1970, APP 666/293.

96. RGPP, note du 18 novembre 1972, APP GAO3. Résultat, les organisateurs espèrent rassembler de 200 à 250 personnes.

97. Rapport hebdomadaire du secteur de Poissy/Saint-Germain-en-Laye du 17 janvier 1972 (document interne ; archives personnelles).

98. Entretien de Bertrand Renouvin avec Jonathan Preda, Paris, 27 juillet 2010.

général Massu, les *Réprouvés* d'Ernst Von Salomon, *Sparte et les sudistes* de Maurice Bardèche ou encore *Combat pour Berlin* de Joseph Goebbels<sup>99</sup>. L'enjeu est tant la mobilisation des militants que de se mirer au miroir de l'adversaire : l'une des réunions de secteurs se conclut ainsi en affirmant que « sur le plan du militantisme nous sommes les seuls à rivaliser avec le Parti communiste »<sup>100</sup>.

Toutefois, le décalage est patent entre l'image idéale – un groupe professionnel prêt à mener la révolution et à remplacer les élites en place – et la réalité dénoncée au niveau local comme national. Dans une lettre interne, le constat fait par le dirigeant du secteur couvrant les VI<sup>e</sup>, VII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> arrondissements est sans appel. Tandis que beaucoup de militants gauchistes restent des heures à étayer la doctrine, « il n'est guère de militant d'Ordre nouveau qui se batte en sachant clairement pourquoi il le fait... Il ne fait aucun doute que nous puissions – enfin ! –, et à court terme, établir des points certains d'une doctrine, puis une doctrine toute entière »<sup>101</sup>.

La primeur donnée à l'action entraîne des problèmes complexes à gérer pour la structuration. Ainsi ON peut-il se féliciter de l'énergie de sa section niçoise, qui parvient à concentrer jusqu'à une centaine de militants lors de certaines actions. Mais quasiment aucun ne règle sa cotisation au

99. Rapport hebdomadaire du secteur des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> arrondissements de Paris du 30 avril 1972 (document interne ; archives personnelles).

100. Rapport hebdomadaire du secteur Poissy/Saint-Germain-en-Laye, 28 janvier 1972 (document interne ; archives personnelles).

101. Lettre du 8 février 1972 du responsable des VI<sup>e</sup>, VII<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup>, et XV<sup>e</sup> arrondissements (document interne ; archives personnelles).

national, l'argent rapporté par le peu de cartes éditées étant conservé pour faire tourner l'échelon local... Non seulement cela pose des problèmes quant à la trésorerie, mais cela pose question quant à la structure, puisque les mandats aux congrès sont fonction du nombre de cartes placées<sup>102</sup>. Durant le congrès d'ON de juin 1972, Alain Robert se plaint encore que les militants viennent à ON de manière réactive et non réfléchie et n'y trouvent pas d'explication de la ligne politique suivie. Cette incapacité au monolithisme proclamé se ressent dans la gestion quotidienne des sections, une note du secteur du XX<sup>e</sup> arrondissement précise par exemple à propos d'un jeune militant de 17 ans : « penchants nazis (mauvais sens du terme) trop marqués. Ne s'intéresse qu'à la violence sans but vraiment politique. Désire SO »<sup>103</sup>. Régulièrement, les dirigeants locaux déplorent notamment les absences répétées et l'indiscipline de leurs militants tandis que la direction nationale s'indigne des absences des responsables de secteur. Alors que le responsable de secteur du XIV<sup>e</sup> arrondissement demandait à la direction, lors du rapport hebdomadaire le 28 janvier 1972, « [d]es moyens de pression sur les militants !!! », une circulaire de cette dernière en date du 28 janvier 1973, adressée aux responsables de secteurs, tançait sèchement les « absentéistes chroniques »<sup>104</sup>.

Ordre nouveau cherche à construire une identité esthétique plus qu'idéologique qui puisse mobiliser ses militants dans l'idée d'une

102. DCRG, « À l'ordre du jour du prochain congrès d'Ordre nouveau », *Bulletin hebdomadaire*, 13 mai 1972, p. 2, AN F7/15575.

103. Service d'ordre.

104. Documents internes ; archives personnelles.

« course à la révolution » opposant les deux extrêmes politiques. Au jeu manifestation d'ON / contre-manifestation « antifasciste », le mouvement n'est pas toujours perdant. Le 13 mai 1971, les défilés anti-ON ne rassemblent que 400 personnes à Paris et 200 dans les cinq autres villes où ils ont lieu, tandis que le 17 mai suivant, ON peut aligner 400 manifestants dans un défilé de soutien à *Minute* dont les locaux viennent d'être plastiqués<sup>105</sup>.

### *Esthétique et actions*

Le mouvement récuse l'idée qu'il constitue une bande armée et affirme hautement être un parti révolutionnaire. Il s'agit d'accoucher d'une « révolution populaire », telle qu'elle est inscrite dans la charte du mouvement. Cette dernière se confond avec la prise du pouvoir par l'avant-garde nationaliste. En fait, dès l'origine, Ordre nouveau a été confronté à la gestion de la tension imposée par le fait de se dire tout à la fois révolutionnaire (de droite) et antirévolutionnaire (de gauche). Fin 1969, le soir même de la manifestation contre l'interdiction du premier meeting d'ON, Gilbert Lecavelier, ancien d'Occident, propose à Jean-Claude Nourry que la nouvelle formation collabore avec le service barbouzard néogaulliste, le Service d'action civique (SAC), les Renseignements généraux de la Préfecture de police et l'ETEC (Études techniques économiques et commerciales), une officine proche du SAC et des milieux « templiers ». Selon ce témoignage, à prendre avec délicatesse – quoique

105. DCRG, « Les soucis d'Ordre nouveau », *Informations hebdomadaires*, 19 juin 1971, p. 1, AN F7/15573.

n'ayant entraîné aucune plainte –, ON eût fait alors savoir qu'il était prêt à travailler à des opérations de renseignements sur les gauchistes au profit des gaullistes. La tactique électoraliste que Duprat a insufflée au mouvement sert également ceux-ci. Ainsi l'ETEC eût-elle demandé à ON de présenter un candidat à Bordeaux où se joue un duel entre gaullisme et centrisme. Le mouvement ne se démène pas pour mener campagne : Duprat vient tenir une réunion qui ne rassemble que soixante personnes et où il se contente de dresser le portrait du parti. Le candidat parisien parachuté, Hugues Leclere, ne remporte que 121 suffrages exprimés. Mais ON a un prétexte pour perturber la campagne, faisant régner un climat de violence, activant au bénéfice de la droite néogaulliste le fameux « parti de la peur ». Cette expérience permet aux néofascistes de continuer à démontrer leur dynamisme, atteignant ainsi le cap des 750 militants parisiens et de partir à la conquête de la province où leur stratégie est d'absorber les groupuscules existants pour se construire sur cette base. Fidèle à son slogan « Présent partout ! », ON, assène Duprat, doit ensuite se décliner en une filiale étudiante, une filiale syndicale et une de défense des commerçants et artisans<sup>106</sup>.

Cet équilibre entre syndicalisme, révolutionnarisme et électoralisme a été délicat à tenir pour les communistes français. Cependant, l'ossature idéologique léniniste leur donnait une ligne directrice quant à l'action, et des modalités de légitimation de celle-ci. La chose n'est pas si aisée ici. La participation aux élections municipales de 1971 a valeur de test.

106. DCRG, « Ordre nouveau tente de s'implanter en province », *Bulletin quotidien confidentiel*, 15 octobre 1970, p. 1, AN F7/1555 ; *id.*, « Faits et événements survenus sur le plan politique », *Bulletin quotidien confidentiel*, 21 novembre 1970, pp. 1-2, AN F7/15556 ; Serge Ferrand et Gilbert Lecavelier, *Aux Ordres du SAC*, Albin Michel, Paris, 1982, pp. 77-82.

En juin 1970, Alain Robert a annoncé qu'ON disposerait de ses propres listes dans l'essentiel des grandes villes de France. Le but premier est d'atteindre les 5 % aux municipales parisiennes pour lancer un « Parti nationaliste unifié » fédérant toute l'extrême droite<sup>107</sup>. Pour ON, la première difficulté est déjà de tenir meeting : des associations de résistants en demandent l'interdiction dans plusieurs villes. Elle est accordée à diverses reprises par les préfetures, et les salles louées sont menacées de destruction par les gauchistes. Ce dernier point est résolu diverses fois par ON par la séquestration des loueurs de salle, le fait de les menacer de détruire eux-mêmes les lieux, et divers autres stratagèmes certes efficaces sur le moment mais ne pouvant guère fonctionner qu'une fois par lieu<sup>108</sup>.

Les listes n'obtiennent qu'un piètre succès : à Paris elles réunissent 2,58 % des suffrages ; à Lille, où la liste comporte des non-encartés et se présente sous l'étiquette « Union des républicains nationaux », 2,08 % ; 7,8% à Amiens (dans une liste de rassemblement menée par un abbé) et 22 % à Calais (où quelques militants d'ON participent à une liste de rassemblement). De nouveaux meetings ont été interdits. François Brigneau et Gabriel Jeantet démissionnent de la direction du mouvement pour protester contre la stratégie de la violence, estimant celle-ci inapte à la construction d'un réel parti. Alain Robert en personne intervient pour soutenir la frange modérée. Il estime que les pouvoirs publics tentent de pousser ON à la violence pour avoir ainsi un prétexte pour le

107. Serge Ferrand et Gilbert Lecavelier, *Aux Ordres du SAC*, op. cit., p. 83.

108. Alain Renault, *Alain Renault présente Ordre nouveau*, 2<sup>ème</sup> Congrès en juin 1972 et 3<sup>ème</sup> Congrès en 1973, Déterna, Paris, 2009, pp. 108-110.

dissoudre. Il exige que tous agissent dans la légalité<sup>109</sup>. Le bulletin interne du parti proclame qu'« être révolutionnaire, ce n'est certainement pas vivre casqué et botté, prêt à prendre les armes contre l'adversaire. Trop de jeunes, par romantisme, se laissent encore prendre à cette image caricaturale de l'action révolutionnaire »<sup>110</sup>. Une réunion de 80 délégués permet de faire le point. Il en est conclu a) que le score de 2,8 % n'est pas déshonorant, le MSI faisant 3,4 % quatre ans plus tôt et étant devenu le troisième parti italien ; b) que l'organisation interne du mouvement est mauvaise, en particulier que « la formation de cadres de valeur et la pénétration des milieux ouvriers n'ont pas réussi » tandis que sur les 2 300 adhérents un tiers n'est pas à jour de ses cotisations ; c) qu'ON ne doit entretenir aucune polémique à l'extrême droite sauf avec les contacts de Tixier-Vignancour et Jacques Soustelle, car eux-mêmes ont adopté une attitude hostile<sup>111</sup>.

François Duprat doit également rassurer des militants peu enclins aux charmes du « crétinisme parlementaire » tout en les motivant ; réunissant les chefs de secteur, il leur explique que les campagnes électorales sont un mode de propagande et que « la finalité de l'organisation reste de prendre le pouvoir par l'action révolutionnaire, toutefois ce moment n'est pas encore venu »<sup>112</sup>. Cette oscillation met en lumière ce que

109. DCRG, « Ordre nouveau », *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, mars 1971, pp. 4-5, AN F7/15586 ; *id.*, « Les Soucis d'Ordre nouveau », *Informations hebdomadaires*, 19 juin 1971, AN F7/15573 ; RGPP, note du 16 juin 1971, AN 19860581/39.

110. *Ordre nouveau hebdo*, 2 septembre 1972.

111. DCRG, « Ordre nouveau : Bilan et perspectives », *Informations hebdomadaires*, 10 juillet 1971, p. 1, AN F7/1574.

112. DCRG, « L'Extrême droite en 1971 », *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, juin 1971, p. 14, AN F7/15586.

subsume le terme même de « révolution » promu par Ordre nouveau et plus largement dans l'extrême droite qui se dit révolutionnaire. ON lutte pour une révolution préventive contre un régime trop faible, « pourri », corrompu, qui laisse agir à sa guise l'extrême gauche. Cependant, malgré l'esthétique radicale des propos de meetings, ni dans son organe (*Pour un Ordre nouveau*) ni dans ses brochures, le parti ne parvient à avancer de propositions qui soient pleinement exogènes à la réactionnaire « Révolution nationale » de Vichy. Ainsi, alors même qu'une réunion est prévue à la mi-mars 1972 dans le secteur des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> arrondissements de Paris sur le thème « Pourquoi un ordre nouveau ? », il est conseillé pour la préparer de lire *Mes idées politiques* de Charles Maurras (1868-1952), apôtre de la contre-révolution, ce qui interroge quant aux qualités révolutionnaires de la vision du monde et du but utopique d'ON<sup>113</sup>.

Plus largement, cela nous renseigne sur la stratégie poursuivie par ON telle que théorisée par Duprat. À ses amis politiques, Duprat rappelle comment le fascisme italien trouva sa dynamique dans l'agitation bolchevique frappant l'Italie de 1919. Puis, considérant que le Parti communiste français a intégré le système bourgeois, il se félicite : « heureusement pour le Nationalisme, le gauchisme, du fait des excès de sa variété anarcho-maoïste, est en train d'acquérir une telle image, [dans tout l'occident, il] est le meilleur fourrier du *Rightbacklash* (coup de fouet en retour de droite) ». Le tableau qu'il dresse explique comment les néofascistes peuvent jouer à la fois de la stratégie réactionnaire et de la dynamique révolutionnaire à leur propre avantage :

113. Lettre du 8 février 1972 du responsable des VI<sup>e</sup>, VII<sup>e</sup>, XIV<sup>e</sup>, et XV<sup>e</sup> arrondissements (document interne ; archives personnelles).

« Le gauchisme a été un don du ciel pour le néofascisme, il a même été une des causes profondes de son apparition... L'incapacité des pouvoirs établis à rétablir l'ordre mit en évidence le fait qu'il était nécessaire de lutter contre les gauchistes par d'autres moyens que les CRS, les « Celere », les Gardes nationaux et autres Kidotai (France, Italie, USA, Japon)... Il est donc devenu possible de montrer qu'entre l'Ordre bourgeois et l'Anarchie gauchiste, un ordre nouveau peut être édifié. [Cependant] Ordre nouveau ne doit pas se laisser enfermer dans une "guérilla urbaine" sans issue contre ses adversaires gauchistes. La lutte militante doit toujours se placer dans une perspective politique mûrement réfléchie et être susceptible d'une exploitation de propagande. Nous ne devons être à aucun prix ni les "casseurs de droite" ni "les CRS du régime". Nous devons donner de véritables perspectives révolutionnaires aux militants nationalistes... Les Nationalistes ne défendent pas l'ordre ancien dans la rue, ils se battent, dans la rue, pour édifier l'Ordre nouveau »<sup>114</sup>.

Ainsi la résurgence du néofascisme se situe-t-elle à la rencontre des pulsions autoritaires et des poussées gauchistes, en un nœud gordien. Il faut tout à la fois exciter l'opposition gauchiste à ON et activer le désir d'ordre que provoque la violence gauchiste. Il importe d'agir de façon subversive pour provoquer une tension, et proposer à ceux qu'elle inquiète une opération contre-subversive. C'est la raison sociale du mouvement, tout à la fois ce qui menace son existence légale (puisqu'à tout moment ses faits d'armes peuvent justifier son interdiction) et ce qui la permet (car c'est bien parce qu'il sert les visées contre-subversives du

114. François Duprat, *Le Fascisme dans le monde*. Op. cit., pp. 27-71 et p. 104.

ministère de l'Intérieur que le mouvement est toléré)... Le chemin est donc étroit : quand une agitation gauchiste fait l'actualité, ON écrit aux patrons et aux militants gaullistes dont il a obtenu le fichier national pour leur demander des financements, exposant que le choix se situe entre les soutenir ou voir se rompre le barrage dressé contre la submersion gauchiste<sup>115</sup>.

À cet égard, l'anti-gauchisme ne saurait liquider l'antisoviétisme. L'opposition résolue à l'Union soviétique est un marqueur d'importance, apte à rallier des militants aussi bien que des notables. Lors de la venue de Brejnev en 1971, ON prévoit quatre meetings de protestation, une manifestation sur les Champs-Élysées, ainsi que le tirage à 10 000 exemplaires d'un supplément spécial de son journal<sup>116</sup>. Les meetings permettent ensuite de dépasser l'antisoviétisme, pour l'intégrer à l'offre politique nationaliste. Ainsi, durant celui tenu salle Lancry à Paris devant 400 personnes, Duprat affirme que la prise du pouvoir par le Parti socialiste entraînerait un coup de force du PCF menant à l'instauration de la dictature. Cette perspective, selon lui, ouvre des possibilités à ON : « il nous faut constituer un véritable parti politique menant une action raisonnable, ce qui implique de ne pas être les casseurs de la droite, et, si nous agissons intelligemment, dans la conjoncture actuelle, les portes du pouvoir nous seront ouvertes »<sup>117</sup>.

Des actions éclair sont également organisées, transformant le faible nombre de militants en avant-garde. Ainsi des petits groupes se retrouvent-ils un soir place de la République à 18 heures 40, manœuvrés par Duprat et José Bruneau de la Salle<sup>118</sup>, pour bloquer la circulation du carrefour Bonne Nouvelle, étendre des banderoles, distribuer gratuitement le journal, brûler des drapeaux soviétiques, et se redisperser dix minutes plus tard. Ce type d'actions très modernes était tout à fait original pour l'extrême droite<sup>119</sup>. De même, l'affiche qu'Ordre nouveau placarde sur les murs de Paris marque les esprits, par sa violence visuelle et son caractère non-conforme aux règles coutumières du graphisme politique. Elle détourne les personnages des « enzymes gloutons » inventés pour une campagne publicitaire d'une marque de lessive. Censés dévorer la saleté du linge, les personnages deviennent ici des casques dentés et anthropophages. Le slogan « BREJNEV la peste À LA PORTE » réalise une rétorsion des célèbres « Ridgway la Peste » « go home ! » des communistes lors de la guerre de Corée. La violence du visuel et l'affichage massif qui est réalisé permettent de positionner le mouvement comme le fer de lance du nationalisme. ON s'est donc massivement investi et, pour mener à bien ces actions, a su mobiliser ses militants : pas moins de treize réunions internes préparatoires ont eu lieu, rassemblant les activistes par secteur géographique de la région parisienne<sup>120</sup>.

Toutefois, on note que, entre l'antisoviétisme et l'anti-gauchisme, il paraît manquer une cible. ON ne dépense en effet que bien peu d'énergie

115. *Le Nouvel observateur* du 29 avril 1972 et *Rouge* du 13 mai 1972 dévoilent les documents.

116. RGPP, « Confidentiel », 24 septembre 1971, APP 666/293.

117. RGPP, « Confidentiel », 15 octobre 1971, APP 666/293.

118. Après ON, il participe au Parti des forces nouvelles, puis est élu conseiller d'arrondissement à Paris sur les listes de Jacques Chirac. Vingt ans plus tard, il participe à la dissidence de Charles Pasqua.

119. RGPP, note du 30 octobre 1971, APP 666/293.

120. *Pour un Ordre nouveau*, numéro spécial, octobre 1971.



à l'encontre du Parti communiste français. En fait, le mouvement reprend quasiment l'argumentaire gauchiste de l'alliance réactionnaire gaullo-communiste : le PCF serait le « second parti gaulliste », la courroie de transmission de la réaction au sein des classes populaires, étouffant toute potentialité révolutionnaire. Celle-ci serait dorénavant concentrée dans le gauchisme. Est-ce à dire qu'ON démontre par son rejet du conservatisme stalinien son caractère subversif ? Selon les RG, « il semble qu'une entente tacite de neutralité réciproque se soit établie entre le PCF et Ordre nouveau, qui peut ainsi réserver ses attaques aux seuls gauchistes »<sup>121</sup>. C'est un *gentlemen's agreement* : les néofascistes laisseraient le PCF en paix et concentreraient leurs coups contre les gauchistes honnis par le PCF. Les communistes resteraient quant à eux discrets quant à « la menace fasciste » dont ils pourraient réclamer la dissolution.

### ***Subculture politique***

N'en demeure pas moins qu'Ordre nouveau a eu à cœur de transmettre une culture politique révolutionnaire. Ses affiches et la maquette de son journal sont marquées du style post-1968, et il existe bien une concurrence dans l'imagerie révolutionnariste. Celle-ci se diffuse au niveau local, par le biais de réunions hebdomadaires sur des thèmes tels que « Ordre nouveau révolutionnaire »<sup>122</sup>. Ainsi d'une réunion en 1972 où

121. DCRG, « Ordre nouveau : bilan et perspectives », *Informations hebdomadaires*, 10 juillet 1971, AN F7/1574.

122. Rapport hebdomadaire du secteur Val-de-Marne, 27 avril 1973 (document interne ; archives personnelles).

est décidée la rédaction d'un tract qui doit spécifiquement dégager « le caractère spécifiquement nationaliste et révolutionnaire » du mouvement<sup>123</sup>. Le thème retenu pour la réunion suivante est l'analyse de certains aspects de l'ouvrage de José Luis de Arres, *La Révolution sociale du national-syndicalisme*. En autoreprésentation, c'est alors que s'impose en France comme synonyme de « néofasciste » le terme « nationaliste-révolutionnaire », en provenance du nationalisme allemand qui redécouvre les tendances radicales de la Révolution conservatrice sous Weimar. Nonobstant, l'extrême droite radicale demeure révolutionnaire d'une manière plus métaphorique et anthropologique que par son programme. Cas rarissime : nombre de militants d'ON ne s'en satisfont pas et réclament une action et un programme conformes à la proclamation révolutionnaire. Au fil des rapports hebdomadaires de secteurs, se lit une véritable demande de la base quant à disposer d'une doctrine cohérente. Ainsi, dans le rapport du secteur du VIII<sup>e</sup> arrondissement de Paris daté du 3 mars 1972, est demandée une brochure sur la doctrine du mouvement de plus en plus attendue par les militants et sympathisants. D'après ce document, la question serait même prioritaire dans toutes les réunions<sup>124</sup>. La direction y répond en ne publiant pas moins de deux ouvrages, dessinant assez clairement une vision du monde et une pratique de l'action mais restant évasifs sur les mesures qu'ON souhaiterait appliquer s'il était au pouvoir.

123. Rapport hebdomadaire du secteur Poissy/Saint-Germain-en-Laye, 28 janvier 1972 (document interne ; archives personnelles).

124. Document interne ; archives personnelles.

À défaut de véritable programme révolutionnaire, une identité et un *ethos* révolutionnaires sont fournis aux militants. Qui plus est, l'hédonisme n'est pas étranger aux modes de vie des cadres. En fait, ON pratique un néofascisme soixante-huitard, en ce sens où il considère que sa génération a tous les droits, toutes les qualités, et ses aînés la charge de toutes les fautes. Ici comme ailleurs, cela permet de lever des tabous et faire tomber des barrières. Jack Marchal se souvient ainsi : « durant l'hiver 1970-71, lors d'un meeting de quartier dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, Duprat, au micro, parlant de la gauchisation de la société, a évoqué celle de l'église catho et la nécessité de soutenir les chrétiens qui s'y opposaient... J'étais au fond de la salle, me suis demandé quelle mouche le piquait, c'était un thème tabou chez nous. Il a fini sa phrase en disant (texto) "et je le dis d'autant plus tranquillement que, personnellement, je suis athée !". À la sortie, il m'a glissé : "Je suis content, c'est la première fois que dans une réunion d'extrême droite on peut enfin se proclamer athée sans soulever des vociférations !" »<sup>125</sup>.

ON se vit comme révolutionnaire en concurrence contre les gauchistes et comme très différencié des bourgeois de la « droite de l'argent ». Cela induit une culture politique et, partant, une exigence, soulignées toutes deux par exemple par la lecture assidue faite des *Réprouvés* de Von Salomon, auteur proche de la Révolution conservatrice, parmi les ouvrages empruntés dans la bibliothèque militante<sup>126</sup>. Ce roman raconte l'odyssée des Corps francs du *Baltikum* vécue par l'auteur, présentés

125. Email de Jack Marchal à Nicolas Lebourg, 11 novembre 2009.

126. La traduction française de l'ouvrage date de 1931, mais il venait de bénéficier en 1969 d'une réédition en livre de poche à prix modique.

tels de véritables guerriers révolutionnaires luttant contre la subversion bolchevique mais n'ayant que mépris pour les bourgeois qui n'ont pas connu le monde des tranchées. Plus largement, l'imaginaire militant d'ON est structuré par l'opposition entre les nationalistes, révolutionnaires et sans compromission avec le « système » et les abhorrés « nationaux », simples bourgeois réactionnaires. Ce clivage imposé par Dominique Venner dans *Pour une Critique positive* est devenu prégnant et explique les réactions de méfiance des membres d'ON à l'encontre des alliés qu'ils se cherchent. Le distinguo provenant lui-même de la Révolution conservatrice allemande, tout comme la dénonciation du « système », adoptée par l'extrême droite radicale française après-guerre<sup>127</sup>, et Dominique Venner ne cachant pas l'influence qu'a eue sur lui Von Salomon, on voit là les sédimentations complexes des cultures politiques à l'ère des communications internationales<sup>128</sup>.

L'éternel grand écart ne saurait en tous cas être considéré comme un échec par nature. Il est ainsi significatif que les soubresauts de l'extrême droite se fassent par rapport à ON et la question de sa nature révolutionnaire. En 1970, *Pour une jeune Europe* claqué la porte d'ON. Elle dénonce dans le mouvement son « droitisme drapé d'un nationalisme suranné [étant une] formation sans but politique et idéologique défini [...] dont l'épiderme anticommuniste à tout crin la conduit à se comporter

127. Le thème est lancé en France par Jean Maze, *Le Système 1948-1951*, Ségur, Paris. Sur les lexiques révolutionnaires-conservateurs et au-delà cf. Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires. Critique de la Raison / L'Économie narrative*, Hermann, Paris, 1972.

128. Dominique Venner, *Baltikum. Dans le Reich de la défaite le combat des Corps-francs 1918-1923*, Robert Laffont, Paris, 1974, réédité en livre de poche sous le titre : *Les Corps-francs allemands de la Baltique : la naissance du nazisme*, Le Livre de poche, Paris, 1978.

en allié objectif du régime ». L'année suivante, le groupe appelle même à manifester avec les gauchistes contre un meeting d'ON, au nom de « la lutte contre la réaction et les suppôts du capital »<sup>129</sup>.

En février 1971, Jean-Claude Nourry donne sa démission d'ON, arguant que la ligne suivie se serait infléchie dans le sens d'une collaboration tactique avec certains éléments du pouvoir dans la lutte contre le gauchisme<sup>130</sup>. En 1973, lorsque Patrice Janeau abandonne à son tour, avec ses camarades, le Conseil national d'Ordre nouveau, il vitupère dans sa lettre de démission contre un FN qui « défend l'ordre pour l'ordre sans proposer d'alternative au système » qu'il soutiendrait en fait en sous-main<sup>131</sup>. Ses départs mènent à la naissance des Groupes action jeunesse qui offrent une approche sinistrée du discours nationaliste. En 1971, l'exclusion d'Yves Bataille de la section nantaise d'ON mène quant à elle à la fondation de l'Organisation lutte du peuple qui importe en France les novations nationalistes-révolutionnaires allemandes et italiennes<sup>132</sup> et cherche à retranscrire dans l'action militante l'analyse de Jean-Pierre Faye quant aux *Langages totalitaires*<sup>133</sup>. Dans ce même milieu

129. *Le Monde*, 16 septembre 1970 ; Philippe Pénière, *La Politique à coups de poing ou l'extrême droite extraparlamentaire de 1968 à 1975*, op. cit., p. 17. Nicolas Tandler, l'un des principaux animateurs de PJE, venu de Jeune Nation et Occident, passe ensuite au RPR. Il rejoint le FN à l'époque de Jean-Pierre Stirbois. Il écrit actuellement dans *Synthèse nationale*, une revue d'extrême droite hostile à Marine Le Pen.

130. *Le Monde*, 4 février 1971. Sa démission lui vaut d'être... exclu d'ON peu après (*Le Matin*, 9 février 1971).

131. *Le Monde*, 9 janvier 1973. Il est remplacé dans la direction par Bernard Houdin, du GUD Assas. Devenu avocat, celui-ci a été conseiller spécial de Laurent Gbagbo pour l'environnement et la salubrité. Auprès de l'ex-président ivoirien se trouvait un autre ancien d'ON, Marcel Ceccaldi, ayant été entretemps conseiller juridique du FN.

132. « Exclusion : non ! Exclu-Sion : oui ! », *Avant-garde nationale*, n° 1, s.d. Le document présente des références à Ordine nuovo, Julius Evola et Jean Thiriart.

133. Cf. Nicolas Lebourg, « La fonction productrice de l'histoire dans le renouvellement du fascisme à partir des années 1960 », in Sylvain Crépon et Sébastien Mosbah-Natanson (dir.), *Les Sciences sociales au prisme de l'extrême droite. Enjeux et usages d'une récupération idéologique*, L'Harmattan, Paris, 2008, pp. 213-243.

qui s'intéresse au « nazi-maoïsme » italien, se trouvent les *Cahiers du CDP* de Michel Schneider (ex-Occident, aujourd'hui animateur du site « Tout sauf Sarkozy »). Ils attaquent eux aussi ON en rugissant qu'« il est bon que les jeunes réactionnaires d'extrême droite abandonnent leurs masques de folkloriques néofascistes pour montrer leur vrai visage d'homme de droite "musclés", rassembleurs des ineffables "nationaux". Les groupes tels que l'AF, Ordre nouveau, etc., ont toujours eu pour fonction historique d'éduquer et d'entraîner les futurs notables de la droite française »<sup>134</sup>. Michel Schneider désigne ON et la Ligue communiste comme de vrais-faux jumeaux antagonistes, deux types de soupapes de sécurité offertes par le régime et sa société matérialiste<sup>135</sup>.

Toutes ces attaques témoignent, certes, que la stratégie d'ON ne fait pas l'unanimité. Mais, plus encore, elles soulignent que cette stratégie est devenue l'élément par rapport auquel chacun se situe à l'extrême droite. La mise en cause de l'impureté idéologique d'un mouvement par les autres groupes participant de son espace politique est, bien souvent, le meilleur marqueur de la position dominante qu'il a acquise. La question est clairement posée en creux : les radicaux qui, tous, se veulent et pensent subversifs doivent-ils accepter le chemin proposé par Ordre nouveau, à savoir la constitution d'un Front national ? Cette voie ne risque-t-elle pas de transformer l'extrême droite en agglomérat d'affairistes droitiers ne vivant plus que pour le processus électoral ?

134. *Les Cahiers du CDP*, janvier 1973.

135. Tribune de Michel Schneider dans *Le Monde*, 5 juillet 1973.

## LA STRATÉGIE DU FRONT NATIONAL

La relation entre « nationaux » et « nationalistes » et leurs convergences grâce à la création du Front national est le produit d'un long processus historique. Si Ordre nouveau a décidé très tôt de rassembler toutes les chapelles au sein d'un FN à créer, la réalisation de son projet a été délicate. Le FN devait y trouver un certain nombre de traits structurants ; ON devait y trouver la dynamique menant à sa dissolution.

### *Une litanie d'échecs*

L'émergence de l'extrême droite radicale après 1918 a mis fin à l'hégémonie de la pensée maurrassienne sur les esprits antirépublicains de droite. Avec le modèle fasciste italien, la forme ligue a perdu du terrain face à la forme parti. Conséquemment, et suite au fiasco du 6 février 1934, le théoricien d'Action française, Charles Maurras, propose que les extrêmes droites forment un « Front national » *via* un « compromis nationaliste ». Le processus échoue, entre autres car les radicaux craignent que ce FN soit au service de la réaction. Jacques Doriot tente

de lancer son propre rassemblement unitaire, en appelant jusqu'à la gauche réformatrice en 1937<sup>136</sup>. Vichy connaît un pluralisme de mouvements d'extrême droite, et force vaines vocations des radicaux à établir un parti unique. Le Rassemblement national-populaire de Marcel Déat tente, par la constitution d'un Front révolutionnaire national (FRN), de prendre le dessus sur la myriade de partis prétendant à être celui de la Révolution nationale. Le but de Déat est à la fois de promouvoir dans les faits le parti unique, auquel s'opposa toujours Pétain, et de nuire au PPF de Jacques Doriot. Au premier meeting du FRN, le 22 février 1943, se trouve ainsi profusion de groupuscules et de représentants de journaux. Tous mettent l'accent sur cette nouvelle unité, prémisse de nouvelles victoires, et vouent aux gémonies les bolcheviques... Quoique cela soit quelque peu excessif, selon Duprat, tous les journaux supposés se rallier étaient en fait depuis longtemps acquis à Déat<sup>137</sup>. On le constate : le schéma évoque fortement celui du meeting fondateur d'ON.

En 1946, selon les Renseignements généraux, un groupe d'anciens Waffen-SS français constitue un clandestin Groupement d'auto-défense, un réseau en charge d'assurer la liaison des mouvements d'extrême droite – se trouve en son sein l'ancien de la Division Charlemagne, Pierre Bousquet, actif ensuite à Europe-Action, au Front national, au sein du bulletin *Militant* et du Parti nationaliste français<sup>138</sup>. En 1947, un clandestin

136. Cf. Jean Vavasseur-Desperriers, « Le PPF, une formation radicale entre conservatisme et fascisme », in Philippe Vervaecke (dir.), *À droite de la droite. Droites radicales en France et en Grande-Bretagne au XX<sup>e</sup> siècle*, Presses universitaires du septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2012, pp. 275-296.

137. François Duprat, *Les Mouvements d'extrême droite en France 1940-1944*, L'Homme libre, Paris, 1998 (première édition : 1972), pp. 198-203.

138. RGPP, « Les amis de François Duprat », 1989, p. 6, APP GAD8 913.285.

Comité national de coordination affirme en un mémorandum qu'il faut infiltrer des cadres dans les mouvements anticommunistes, afin d'orienter la vie politique par ce réseau occulte, et d'en conclure « Nous sommes la nouvelle résistance... ». En 1951, se recristallise l'opposition entre pétainistes et collaborationnistes, les seconds se groupant autour de l'hebdomadaire *Rivarol*. Au nom du Mouvement social européen, Bardèche tente un rassemblement des radicaux au sein d'un Comité de coordination des forces nationales en 1952. Son échec mène à la naissance du Rassemblement national mené par Tixier-Vignancour en 1954. Soutenu par *Rivarol*, il parvient à fédérer de nombreux groupes. Son destin prometteur est balayé par la vague poujadiste<sup>139</sup>.

Après la dissolution par l'État du Jeune Nation (JN) de Pierre Sidos en 1958, est lancé un Parti nationaliste qui souhaite regrouper l'ensemble des mouvements dans un Comité d'entente, mais il est à son tour dissout<sup>140</sup>. JN se reforme sous le masque de la Fédération des étudiants nationalistes. Duprat est invité à représenter celle-ci au congrès en Avignon de l'Union des commerçants et artisans, le mouvement de Pierre Poujade. En effet, le poujadisme intéresse au plus haut point des militants radicaux qui, selon Duprat, « se souviennent alors du rôle joué dans l'éclatement du 6 février 1934 par la Fédération des contribuables ». Ils observent que cette révolte de petits-bourgeois paniqués à l'idée de leur

139. Direction générale de la sûreté nationale, Direction des renseignements généraux, « Partis et groupements politiques d'extrême droite. Tome I : Identification et organisation des mouvements et associations », 1956, pp. 4-6 et pp. 45-47, AN F7/15591 ; François Duprat, *Les Mouvements d'extrême droite en France de 1944 à 1971*, op. cit., pp. 68-69.

140. Courrier entre Michel Leroy et Dominique Venner, novembre 1958, cité dans Tribunal de grande instance de la Seine, procès-verbal d'interrogatoire de Michel Leroy, 18 juin 60, p. 2, AN F7/ 5W267.

prolétarisation fut la base sociologique des fascismes victorieux. Les anciens doriotistes ont conséquemment investi l'encadrement d'un mouvement qui n'a pas un personnel aussi expert, les petits commerçants n'étant guère frottés au léninisme. La guerre d'Algérie doit être pour eux l'élément permettant de diriger la contestation vers la révolution. Cependant, la manœuvre échoue, Poujade tenant son mouvement en main<sup>141</sup>.

Pour beaucoup, l'échec de l'Organisation armée secrète, compromis nationaliste *de facto*, sonne le glas des espoirs de travail politique unitaire. Dominique Venner l'écrit sans ambages dans *Pour une Critique positive*. Il y récuse le compromis nationaliste maurrassien si celui-là n'est pas soutenu de la part des nationalistes par une *praxis* léniniste : « zéro plus zéro, cela fait toujours zéro. L'addition des mythomanes, des comploteurs, des nostalgiques, des arrivistes, des "nationaux" donc, ne donnera jamais une force cohérente. (...) La tactique du front ne saurait être envisagée sans une puissante organisation Nationaliste [sic] capable de lui imprimer son élan et de lui imposer sa ligne politique ». Cette dernière doit être une organisation dont la description montre clairement que son modèle est le parti communiste avec son organisation monolithique implacable et ses masses encadrées par des révolutionnaires professionnels. Détournant une formule de Trotsky, Dominique Venner proclame que, mieux que le rassemblement des ruines éparses de l'extrême droite, « mille cadres révolutionnaires d'élite donneront au nationalisme la victoire »<sup>142</sup>.

141. RG Avignon, « Note d'information », 1<sup>er</sup> juin 1960, sous tampon « secret » intégralité du discours d'ouverture de Poujade, p. 8 et « Congrès national - Réunion de clôture à Orange (Vaucluse) », 31 mai 1960, p. 1, ANF7/1597 ; François Duprat, *Les Mouvements d'extrême droite en France de 1944 à 1971*, op. cit., pp. 59-60 et p. 91.

142. *Pour une Critique positive*, Ars Magna, Nantes, 1997 (1962), s.p.

La réorientation qu'il impose aboutit à scinder la FEN entre Occident et Europe-Action. Les deux ne sont pas sans envisager une recomposition de l'ensemble de l'extrême droite à leur profit suite à l'échec de Jean-Louis Tixier Vignancour aux élections présidentielles de 1965. Alain Robert envisage pour Occident le passage à l'action partisane : « Sans abandonner un seul point de notre programme », écrit-il début 1966, « nous pensons que la situation de notre pays impose une politique de "Front national" à opposer au front commun que Gauche et Gaullisme tentent de former »<sup>143</sup>. L'occasion a été laissée passer, d'autant plus que l'embryon du parti nationaliste aurait pu être lancé dès la dissolution d'Occident, « J.-F. Galvaire étant déjà en contact avec A. Robert à l'été 1968 »<sup>144</sup>.

Pendant ce temps, les membres d'Europe-Action qui ont pénétré l'organisation des Comités Tixier-Vignancour l'année précédente, profitent de la dissension entre Tixier-Vignancour et Jean-Marie Le Pen après l'échec de l'élection présidentielle de décembre 1965. Ils provoquent un « appel de la base » pour la création d'un « parti unitaire », le Mouvement nationaliste du progrès (MNP). Celui-ci est présenté à la presse comme l'union de divers groupes ne supportant plus la division et les états-majors démonétisés. Ces groupuscules ne sont en fait que subdivisions du même noyau militant. Tous les membres de la direction du nouveau parti unitaire seraient en fait membres d'une structure « off », le Centre nationaliste, composé d'ex-Europe-Action, qui a repris l'idée de l'insertion

143. *Occident-Université*, février 1966.

144. François Duprat, *La Construction du Parti révolutionnaire. Principes et méthodes. Dossiers nationalistes*, supplément aux *Cahiers européens-Notre Europe*, juillet 1975, p. 11.

de cadres dans divers mouvements pour une unification empirique *de facto*. Le MNP lance ensuite une structure unificatrice de l'ensemble de l'extrême droite, le Rassemblement européen de la liberté<sup>145</sup>. C'est bien du même type de stratégie dont il s'agit entre 1969 et 1972, avec le lancement d'Ordre nouveau suivi de celui du Front national.

Car, d'échec en échec, l'unité ne se fait pas. Pis : l'après-Mai 68 connaît plusieurs projets d'unification... en concurrence. Le GUD envisage dès le printemps 1969 de mettre en place un meeting unitaire réunissant toutes les extrêmes droites, mais l'opération capote suite à des affrontements avec les gauchistes où un étudiant a la main arrachée<sup>146</sup>. C'est le rapprochement entre Alain Robert et François Duprat qui permet d'obtenir l'alliage d'un charisme et d'une stratégie et d'aimer les nationalistes épars vers Ordre nouveau<sup>147</sup>. À partir de là, ON travaille à ce qu'il nomme « l'avènement du grand parti politique d'extrême droite jusqu'alors absent de la scène politique française »<sup>148</sup>.

Le mouvement ne néglige aucun contact ni aucune occasion : prenant l'initiative d'organiser un grand défilé pour le 13 mai 1971 rassemblant tous les nostalgiques de l'Algérie française, qu'il méprise tant, il demande

145. RGPP, « Après l'éclatement du Comité Tixier-Vignacour : remous à l'extrême droite », 1966, APP GADR15. À propos de Jean-Marie Le Pen, on note cette formule des fonctionnaires de police : « il est exclu qu'il puisse exercer un jour une influence politique sérieuse car trop "folklorique" ». Cette remarque permet de comprendre la représentation alors faite du leader et comment il a pu être également sous-estimé par les cadres d'ON quant à son potentiel.

146. DCRG, « L'Ordre nouveau, mouvement nationaliste », *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, novembre-décembre 1969, n°154, p. 1, AN F7/15585.

147. Cf. Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard, *François Duprat, l'homme qui inventa le Front national*, op. cit.

148. RGPP, « Réunions organisées par Ordre nouveau », 20 mai 1972, APP 666/293.

à Georges Bidault<sup>149</sup> de lancer l'appel, tandis qu'il prendrait en charge organisation, collages et service d'ordre. Cela permet l'accord de participation de nombreux groupements, mais le défilé est finalement interdit. Le numéro zéro de *Pour un Ordre nouveau* propose un long texte de Duprat, clamant sur toute une page : « Nationaux nationalistes EN AVANT VERS LE FRONT NATIONAL ». L'article expose qu'un tel nouvel édifice ne saurait être un instrument d'hégémonie d'ON, que la ligne du parti ne saurait être fixée par la direction mais doit provenir des « comités de base ». Il avance divers arguments : nécessité de ne pas se présenter « comme une secte sans lien réel avec l'opinion » ; possibilité grâce au FN de rendre plus difficile la répression policière ; ouverture de la formation nationaliste à de nouvelles clientèles attirées par « l'anarchie actuelle et l'incapacité du régime » ; possibilité de disposer d'une « transmission efficace des mots d'ordre des nationaux-révolutionnaires et [de leur donner] la possibilité de mener des campagnes vraiment élargies à l'ensemble du territoire ». Et de conclure que, de par cette politique unitaire, « nous apparaîtrons comme la véritable alternative au Régime », d'autant plus aisément que, les gauchistes ne parvenant pas à l'union, cette alternative sera la seule. Seule maladresse politique : le texte est surtitré d'un bandeau avec un dessin qu'affectionne certes ON (une main noire faisant le salut fasciste) mais qui est quelque peu décalé quant à la stratégie<sup>150</sup>.

149. Ancien président du Conseil national de la Résistance durant l'Occupation, puis de la structure du même nom produite par l'OAS, il a été deux fois président du Conseil sous la IV<sup>e</sup> République.

150. *Pour un Ordre nouveau*, s.d., 1971.

Des contacts sont donc pris dans l'ensemble de l'espace extrême droitier. Une réunion entre ON et Jean-Marie Le Pen est organisée le 19 décembre 1971. Signe de défiance, probablement, les jeunes cadres d'ON ont laissé leur place à des personnes plus âgées que l'ex-député poujadiste, toutes passées par la Collaboration. Jean-Marie Le Pen a débattu avec René Malliavin (le directeur d'*Écrits de Paris*, le mensuel de *Rivarol* ; ancien conseiller juridique de l'agence collaborationniste Inter-France), Maurice Gaït (ancien socialiste et commissaire général à la Jeunesse sous Vichy), François Brigneau (ayant intégré la Milice en réaction au 6 juin 1944), Roland Gaucher (ancien du Rassemblement national populaire) et Henri Charbonneau (ancien de l'Action française, de la Cagoule et de la direction de la Milice). Il les avait assurés que le FN n'aurait de sens que « si la rigueur des principes demeurait intacte » mais qu'en aucun cas il ne saurait être l'otage des nationalistes<sup>151</sup>. Pour les RG, le choix de ces personnalités s'explique par le prestige qu'elles auraient à l'extrême droite. Cela participerait à une volonté de séduction, d'une envie de se présenter comme des gens sérieux, dans la perspective de l'édification du Front national. Un « Comité des sages » d'une trentaine de membres serait ainsi envisagé pour définir une ligne politique générale, « modérer l'exaltation des jeunes et recueillir des fonds »<sup>152</sup>.

Le projet de fondation du Front national est rendu encore plus difficile par le lancement d'un autre projet unitaire : le Mouvement pour la justice

151. *Pour un Ordre nouveau*, janvier 1972 ; François Duprat, *Le Néofascisme en France en 1973*, supplément à la *Revue d'histoire du fascisme*, septembre 1975, p. 13 ; Damien Bariller et Franck Timmermans, *20 ans au Front. L'Histoire vraie du Front national*, Éditions nationales, Paris, 1993, p. 15 ; Stéphane Cadiou, Stéphanie Dechezelles et Antoine Roger (dir.), *Passer à l'action : les mobilisations émergentes*, L'Harmattan, Paris, 2007, p. 91 ; Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen. Biographie*, Le Seuil, Paris, 1994, p. 358.

152. DCRG, « Aménagements à l'Ordre nouveau », *Bulletin hebdomadaire*, 29 janvier 1972, p. 1, AN F7/15575.

et la liberté de Georges Bidault et le Parti de l'unité française (celui-ci étant un autre rassemblement unitaire né en janvier 1970 du rapprochement des Jeunesses patriotes et sociales de Roger Holeindre et du groupe Militant de Pierre Bousquet) veulent fusionner dans un Front commun, et appellent tous les groupements politiques, sauf le néogaulliste et le communiste, à les rejoindre pour que le nouveau parti soit en capacité de prendre le pouvoir<sup>153</sup>... La personnalité de Bidault est à l'évidence un plus : il peut lier toutes les chapelles, y compris ceux que les références positives aux régimes totalitaires glaçant. Le néofascisme d'ON doit donc être tempéré. Ses dirigeants « veulent en effet apparaître comme les responsables d'un "grand parti politique", et non d'un simple groupuscule d'agités. Ils ont transmis à leurs militants des directives qui ont été parfois mal accueillies en ce qu'elles condamnent "tout activisme intempestif" et qu'elles invitent les adhérents à pratiquer "un fascisme souriant" »<sup>154</sup>. Lors d'un dîner-débat à Nice, Brigneau promet le FN en exposant qu'il s'agit de « rapprocher tous les partisans de la France, aussi bien les anciens Français de Londres que ceux qui ont porté l'uniforme allemand ». Le processus s'avère encore plus difficile à faire aboutir que prévu.

### *Le processus de 1972*

Début 1972, il n'est que le très fantomatique Mouvement de libération nationale (MLN) du colonel Trinquier à avoir répondu favorablement à

153. DCRG, « Projet de regroupement politique autour de M. Georges Bidault », *Informations hebdomadaires*, 11 décembre 1971, p. 1, AN F7/15574.

154. DCRG, « Ordre nouveau et les élections législatives » *Bulletin hebdomadaire*, 31 décembre 1971, p. 1, AN F7/15574.



l'appel de constitution du Front national. La souscription lancée dans l'espoir de réunir un million de francs (l'équivalent en pouvoir d'achat de 1 002 612 euros aujourd'hui) n'en a ramené que quelques milliers<sup>155</sup>. Pour s'assurer que son propre rassemblement unitaire sera le bon, ON demande en mai 1972 à ses militants de créer des « comités de Front national » devant préparer les élections législatives de 1973 pour des candidats du « Front national pour l'Ordre nouveau »<sup>156</sup>. Avant le congrès estival, le seul ralliement est celui de l'ultra-groupusculaire Comité populaire, de l'ex-secrétaire à la propagande du PPF Pierre Thurotte (qui mit en œuvre la radicalisation antisémite de celle-ci), alors qu'ON prospecte des syndicats de petits commerçants (le CID-UNATI) aux autonomistes bretons. Il s'agit de se présenter comme actif dans ce qu'ON nomme « les luttes de tous les déshérités de l'expansion », afin de fédérer les inquiétudes des classes moyennes et d'espérer que le FN puisse parvenir aux 3 % dans les prochaines élections<sup>157</sup>.

Au deuxième congrès d'ON des 10-11 juin 1972 sont officiellement jetées les bases du FN. Dans la salle, les croix celtiques voisinent désormais avec des drapeaux français, mais, pour plus de clarté, à la tribune est accrochée une banderole où figure un slogan simple : « Nous sommes le Front national »<sup>158</sup>. Diverses interventions insistent sur la politique unitaire que la direction veut opposer aux désunions et à l'activisme vain

155. DCRG, « Ordre nouveau et les élections législatives », *Informations hebdomadaires*, 8 avril 1972, AN 19820599/76.

156. *Pour un Ordre nouveau*, mai 1972.

157. DCRG, « Ordre nouveau devient un parti traditionnel », *Bulletin hebdomadaire*, 17 juin 1972, AN F7/15575.

158. Photographie publiée dans l'article « D'Ordre nouveau à Front national » (sic), *Rivarol*, 15 juin 1972. Sur la scène, on reconnaît Alain Robert, François Duprat et José Bruneau de la Salle.

qui règnent en maîtres ; il s'agirait désormais de s'en tenir à « une ligne fondamentale qui ne cessera d'être la nôtre : abandonner toute référence au passé, ouvrir grandes nos portes à notre famille politique sans exclusive aucune, intégrer les diverses tendances qui existent, car le plus important est de regrouper, d'unifier, de faire un puissant parti et pour cela tous sont nécessaires »<sup>159</sup>. Il est avancé que le FN devait permettre d'attirer les notables de droite, en servant de paravent pour les échéances électorales de 1973.

Le rapport devant convaincre les militants de la nécessité de créer le Front national mérite donc d'être très amplement rappelé et synthétisé dans ses dix-neuf étapes principales, qui constituent sans le savoir un bréviaire du mode opératoire de l'extrême droite des décennies suivantes :

- 1) « L'Opposition populaire » peut rallier les déçus du « Régime ». Celui-ci, « sous l'emprise du capitalisme américain », se voit contraint de liquider les « CSP non rentables ». Un tel facteur de troubles sociaux va créer une situation identique à celle qui avait permis le poujadisme ;
- 2) « La popularisation des luttes de contestation sociale doit être l'une des tâches essentielles d'un mouvement nationaliste digne de ce nom ». Les nationalistes souffrent de ne pas disposer d'un soutien de classe. L'accroissement de la crise permettra de proposer des solutions radicales aux masses. De plus, commerçants, artisans et paysans sont déjà anti-collectivistes ;

159. *Ordre nouveau, op. cit.*, p. 73.

- 3) « Les fossiles vivants qui évoquent à tout instant le nazisme ou le Front populaire commettent une grave faute ». L'Histoire avance. Il faut repousser les « derniers rescapés du national-socialisme » qui ont une vision et une idéologie caricaturale. Le « vote utile » n'est que trahison droitière ;
- 4) « Un vieux mythe doit, en outre, être condamné une fois pour toute : "être soi-même", qui a autorisé toutes les excommunications et tous les sectarismes. La seule loi d'un révolutionnaire est la loi de l'efficacité ; pour lui la Fin justifie réellement les moyens et tout doit être subordonné à la victoire de la cause ». L'exemple du MSI est le seul à suivre : refus du sectarisme, refus de l'affadissement droitier, aboutissent ensemble à la réussite » ;
- 5) Condamnation du « mythe du sursaut national ». Il n'est « pas de révolution sans doctrine révolutionnaire. L'action révolutionnaire est, avant tout, une méthode ». Les nationaux sont des médiocres, le combat ne peut être mené que par les nationalistes. Comme la somme de deux fois zéro est zéro, les fronts sont des échecs sauf s'ils sont menés par les nationalistes selon l'idée nationaliste ;
- 6) « Une totale discipline unira les participants au Front comme elle unit déjà les militants du mouvement. Du fait de l'existence d'Ordre nouveau, il est possible de combattre nos ennemis en commun, avec tous les nationaux désireux de passer à une action politique sérieuse, dirigée contre le Régime et contre le marxisme. Nous voulons jouer un rôle moteur dans un tel Front par notre force et notre énergie militante ». L'action doit être menée sur un « plan précis » (soutien au Sud-Vietnam par exemple), aussi bien que sur « un plan global

- (participation massive de l'Opposition nationale aux élections de 1973 sous un thème unitaire) » ;
- 7) « Nécessité d'écarter les nostalgiques. Il est plus facile de copier le passé que d'imaginer l'avenir ». L'armée a démontré en 1962 et 1968 sa fidélité au régime légal. Les complots ne servent à rien, hormis à se couper de nombreux citoyens. L'OAS a souffert des sous-romantiques qui auraient dû en être exclus. Il faut rejeter le « révolutionnarisme ». La forme d'action est sans importance. Les bolcheviques ont usé des urnes, de l'illégalité et de la violence, alors que les nazis n'ont usé que de la voie légale (sic). Il faut bannir outrances et promesses d'apocalypses ;
- 8) Lorsqu'un groupuscule rejette la participation aux élections, il n'est pas plus révolutionnaire que le parti nationaliste, « il théorise tout simplement son impuissance à dépasser le stade de groupuscule sans importance, incapable de se lier à n'importe quelle lutte ». D'ailleurs, l'Action française de Maurras eut une dizaine de députés. Uniformes et violences non-politiques « relèvent de l'infantilisme. La révolution n'est pas un bal costumé, ni un exutoire pour mythomanes. L'action révolutionnaire n'est pas l'occasion de surenchères au purisme. Assez de folklore ». En Espagne, en 1936, la Federación anárquista ibérica-Confederación nacional del trabajo a appelé à voter pour la gauche face au Frente nacional ;
- 9) Le nationalisme doit prouver qu'il dispose de cadres aptes à diriger l'État. « Quelles que soient les modalités pratiques d'une prise du pouvoir, directement ou par personne interposée, avec ou sans compromis, les conditions de succès tiennent en trois termes : une base de partisans organisés, un corps de cadres compétents, une politique définie » ;

- 10) « Le nationalisme ne doit pas se limiter à la création d'un parti regroupant une minorité de croyants, mais œuvrer à la pénétration nationaliste de tous les milieux afin d'éveiller et de contrôler effectivement une partie de la population » ;
- 11) Il ne faut ni homme providentiel, ni hiérarchie officielle, pour l'action nationaliste. Il ne faut qu'un accord sur la doctrine. « Pour faire la Révolution, il faut un parti révolutionnaire ; il n'existe pas de cas faisant exception à cette règle ». Ce sont les militants qui doivent désigner les chefs, ils doivent participer aux choix des options politiques ;
- 12) La participation aux élections permet d'éviter la dissolution par l'État. C'est cela qui assura « l'impunité totale » à l'UDCA. La lutte électorale ne peut réussir qu'avec « une activité sans faille et une implantation réelle sur l'ensemble du territoire. La lutte électorale ne pardonne pas l'amateurisme et l'incompétence ». Il existe une corrélation entre le nombre de militants et le nombre de votants. Les résultats électoraux motivent les militants et permettent de juger de la rentabilité d'une ligne politique et de l'efficacité de la direction en place. La perte de deux millions d'électeurs par le NDSAP en 1932 montrait qu'il fallait mettre davantage l'accent sur les aspects sociaux. La lutte électorale impose aussi une discipline extrêmement stricte au sein du parti ; elle impose de « bannir les excités et les provocateurs inconscients dont l'action est catastrophique » ;
- 13) Seuls comptent les militants. Ces dernières années les appareils ont été incapables, alors que l'action solitaire de quelques militants isolés était parfaite. Il faut maintenant élargir la base politique. « Les minorités agissantes ne sont pas des sectes stériles. » Les nationaux qui

- rejoindront le mouvement deviendront nationalistes. Il ne faut pas une formation unique, car en cas de dissolution, avec l'arrêt des quelques responsables, tout le mouvement est éliminé ;
- 14) « La pénétration des idées se fait sous les formes les plus variées, adaptées à chaque milieu (...) Une action efficace et diversifiée ne peut être menée à bien qu'au moyen de petites unités tactiques autonomes, composées de militants unis et bien formés ». Un organisme central définit « les thèmes généraux d'action » ;
- 15) Le militant doit être éduqué politiquement. Pour cela il faut une méthode « critique basée sur l'étude du Passé » et sur la « remise en cause de la ligne politique suivie chaque fois que cela est nécessaire » ;
- 16) Il ne faut pas perdre de vue la longueur et la difficulté du combat révolutionnaire. Les parcours de Mao, Lénine, Hitler et Mussolini ont été longs et difficiles ;
- 17) Le service d'ordre doit user de « violence défensive ». La recherche de l'activisme enfermerait le mouvement dans un ghetto analogue à celui de l'extrême gauche, elle mettrait le parti, aux yeux de l'opinion, au « même plan que les gauchistes » ;
- 18) L'action doit être électorale, syndicale, activiste, tout ensemble. L'UGT, le syndicat d'ON, doit d'abord former des tendances dans les centrales, FO et la CFTC étant les plus accessibles pour cette opération. Il sera possible de créer ainsi, dans une deuxième phase, une centrale de type CISNAL (MSI). Il faut travailler d'abord les groupes sociaux les moins politisés, les ouvriers, les petits commerçants, les cadres. Il faut aider les mouvements de protestation afin de

montrer que les nationalistes sont du côté du peuple. Les nationalistes doivent savoir que la gauche unie sera réalisée d'ici les législatives ;

- 19) « Le parti doit désormais participer à "la course au pouvoir". Pour l'atteindre, il doit user des méthodes définies et renoncer au putsch. Il faut faire sienne la devise du PPF : "Tu dois tout au Parti, le Parti ne te doit rien" ». La révolution créera « un monde libéré de l'exploitation du travailleur, un monde de beauté, de courage et de justice »<sup>160</sup>.

Les militants acceptent de suivre leurs chefs, non sans réticence. En témoigne le fait que si la manœuvre est actée, deux motions s'affrontent néanmoins. La première, menée par les jeunes du GUD, désire baptiser le nouveau mouvement « Front national pour un ordre nouveau ». La seconde est proposée par nombre de militants plus âgés, soucieux de se présenter aux élections ; elle est relayée par François Brigneau et acceptée par le Bureau politique. Elle souhaite nommer la nouvelle formation « Front national pour l'unité française », afin de pouvoir occuper un espace politique allant des nationalistes les plus radicaux aux centristes. La motion du Bureau politique reçoit 254 mandats, contre 52 à la première et 8 abstentions. C'est là aujourd'hui encore la dénomination officielle du parti, remplacée en fait par commodité dès l'origine par

160. François Duprat, « Analyse et stratégie nationaliste », *Ordre nouveau, op. cit.*, pp. 139-178. Les formules citées entre guillemets sont des reprises de François Duprat, *Le Fascisme dans le monde, op. cit.*, pp. 71-72 et pp. 76-112, qui reprennent elles-mêmes les formules et idées de *Qu'est-ce que le nationalisme ?*, *Europe-Action*, n° 5, mai 1963, p. 28, et pp. 32-51, elles-mêmes retranscrites de *Pour une Critique positive*, s.p., qui s'inspirent de Lénine, *Que faire ?*, Le Seuil, Paris, 1966 (première édition : 1902), pp. 60-65, pp. 78-85, p. 96, p. 146, pp. 151-156, pp. 166-186. On note aussi une corrélation avec l'appel à l'unité lancé par Duprat à l'occasion des 21 ans de *Rivarol* (*Rivarol*, 24 février 1972) et la claire proximité avec les thèses de Pino Rauti de 1963 citées in François Duprat, *L'Ascension du MSI, op. cit.*, pp. 58-67.

l'étiquette « Front national ». Le premier objectif de la nouvelle formation est fixé à 3 % aux législatives de 1973, seuil en dessous duquel la question de sa survie sera posée. Enfin, une motion de politique générale est votée à l'unanimité. Relativement à la présentation du FN aux élections, elle précise : « il s'agit de jouer, dans le cadre de la propagande usuelle, la carte de l'ordre et de la sécurité. Ce type d'action doit viser à rallier l'électorat traditionnel de droite. [Cela] implique un respect de l'ordre juridique et de la législation en vigueur<sup>161</sup> ».

Mais, si convaincre des délégués à un congrès est une chose, emporter l'adhésion de tous les militants en est une autre. Or, la base militante bruit de questionnements... Un symptôme de cette réticence : la débauche de réunions de secteurs avant et après le congrès, la floraison de séminaires réunissant les cadres autour des places respectives d'ON et du FN<sup>162</sup>. Les dirigeants d'ON organisent des rencontres avec les militants dans le but d'expliquer cette création qui s'apparentait pour les adhérents à un reniement. Jeantet expliqua lors d'une réunion du secteur Essonne les objectifs du FN, la place d'ON ainsi que la stratégie adoptée pour les législatives (circulaire d'Ordre nouveau du 23 octobre 1972). Cette réunion était qualifiée « d'importante puisqu'elle explique la stratégie que nous avons adoptée pour les prochaines législatives, stratégie dont dépend toute notre attitude militante », concluant sur une présence « indispensable ». De même, une autre circulaire d'ON datée du 11 avril 1973

161. « Motions de politique générale », *Ordre nouveau*, supplément au n°13 de *Pour un Ordre nouveau*, p. 1.

162. Une lettre de la direction aux responsables de la région parisienne annonçait ainsi une réunion de deux jours autour de la stratégie à adopter suite à la politique de Front national (document interne ; archives personnelles).

annonce un séminaire animé par Alain Robert, là encore sur la place et l'indépendance du parti face au FN<sup>163</sup>.

Malgré cela, selon une note d'un dirigeant des secteurs couvrant les VIII<sup>e</sup>, IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> arrondissements de Paris, les militants « pensent que nous renions et nos idéaux et nos buts » et qu'il faut leur expliquer que le FN n'est « qu'un moyen »<sup>164</sup>. Un document au texte très construit est adressé aux militants afin d'explicitier le pourquoi des décisions et de la stratégie :

« l'image du mouvement s'améliore petit à petit, mais nous sommes encore très loin du compte [...]. Ce qui revient, pour reprendre une expression de François Brigneau, à « emballer de la confiture dans des caisses de dynamite ». [...] Une bataille électorale n'est pas une fin en soi. Elle n'est qu'un moment déterminé de l'action révolutionnaire, et rien d'autre. [...] On imagine mal qui pourrait nous convaincre d'accepter son leadership, on imagine très mal quelles sont les organisations qui pourraient exercer à l'intérieur du Front national une influence susceptible de faire pièce à celle d'Ordre nouveau. [...] Ce n'est que dans la mesure où Ordre nouveau gardera sa puissance militante que le Front national conservera sa cohésion et son efficacité. [...] La Ligne suivie par le Front national ne saurait entrer en contradiction avec celle d'Ordre nouveau. [...] On peut valablement soutenir que le nationalisme n'est en lui-même ni de gauche ni de droite, qu'il représente une synthèse des deux courants. Mais, dans l'immédiat, n'en déplaise à quelques-uns, ce n'est certainement pas à gauche, mais à droite, que nous trouverons grâce au Front national

163. Documents internes ; archives personnelles.

164. Circulaire des secteurs VIII<sup>e</sup>, IX<sup>e</sup> et X<sup>e</sup> arrondissements, s.d. (document interne ; archives personnelles).

la possibilité d'élargir notre audience. Nous n'avons pas d'autre choix : si nous voulons devenir une force politique à part entière, il nous faut d'abord rassembler l'essentiel de la droite classique. C'est précisément notre rôle que d'aider dans ces milieux conservateurs à l'éclosion d'une prise de conscience révolutionnaire. [...] Loin d'être une simple étiquette transitoire, [le FN] est la nouvelle étape de notre lutte révolutionnaire, et un apport décisif à la construction du parti des nationalistes. »<sup>165</sup>

Il est vrai que la mise en place du FN est particulièrement délicate. La présidence du nouveau parti est proposée à Dominique Venner, qui la refuse. Brigneau propose Jean-Marie Le Pen, avec qui il a des liens personnels. Venner ironise auprès d'Alain Robert, le prévenant qu'il ne parviendra pas à manipuler à sa guise l'ancien député poujadiste. Les cadres d'ON trouvent le personnage dépassé, réactionnaire, englué dans la nostalgie de l'Algérie française, mais se disent que ce sont précisément ces caractéristiques qui peuvent permettre de réussir la stratégie d'un parti « attrape-tout », ratisant les pans des partis de droite<sup>166</sup>. Quant à Jean-Marie Le Pen, il n'a pas la fibre fasciste et s'est toujours méfié de l'illégalité. Il était cependant venu assister au meeting parisien d'ON du 9 mars 1971. À l'intérieur de la salle, les spectateurs font face à une gigantesque tribune ornée d'une croix celtique. Jean-Marie Le Pen se souvient encore de cette « estrade... évocatrice je suis tenté de dire. Ils remettaient un peu leurs pieds dans des mouvements ayant déjà existé.

165. « Front national : définition et perspectives politiques », *Ordre nouveau*, supplément au n° 13 de *Pour un Ordre nouveau*, pp. 2-4.

166. Cf. Philippe Cohen et Pierre Pean, *Le Pen. Une histoire française*, Robert Laffont, Paris, 2012, pp. 166-167.

Bon. Moi j'étais plus prudent, si j'ose dire. J'ai observé cela : c'était une force ! »<sup>167</sup>.

Selon une note des Renseignements généraux, Jean-Marie Le Pen « ignora délibérément le Front déjà constitué et, reprenant ses activités politiques, remit tout en question en rencontrant de nombreuses personnalités d'extrême droite ». Il annonce un meeting fondateur pour le 5 octobre 1972. ON riposte en annonçant une autre réunion fondatrice du FN pour la veille, en vue, précise la note, de « désamorcer celle que M. Le Pen et ses amis avaient prévue pour le lendemain ». Finalement, ON annule son événement et les membres de son Bureau politique se rendent Salle des horticulteurs auprès de Jean-Marie Le Pen. Dans la soirée, une motion d'entente est votée. Le principe de la direction collégiale est adopté, et Jean-Marie Le Pen ne doit être que l'un des trois co-présidents du nouveau mouvement. Ceux-ci sont donc Le Pen, Brigneau et Guy Ribeaud, un proche de Bidault. Les trois tendances ainsi définies (Bidault, Le Pen, Ordre nouveau) doivent également se partager au tiers le futur bureau national, où Alain Robert doit occuper le secrétariat général, Jeantet être trésorier, Serge Jeanneret (ex-Comités Tixier-Vignancour) serait le chargé de presse, Henri David (du Conseil national d'ON), les compagnons de Jean-Marie Le Pen, Pierre Durand et Roger Holeindre<sup>168</sup>, Jean Bourdier (*Minute*), et François Duprat se voyant octroyés une place sans fonction encore définie. L'échafaudage

167. Entretien de Jean-Marie Le Pen avec Joseph Beauregard et Nicolas Lebourg, Nanterre, 5 novembre 2010.

168. Compagnon de toujours de Jean-Marie Le Pen, il a quitté le FN lors du congrès de 2011 voyant Marine Le Pen prendre la présidence, en particulier à cause de la présence, qu'il jugeait massive et politique, d'homosexuels dans son entourage (cf. Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard, *Dans l'Ombre des Le Pen*, op. cit., pp. 365-388).

fait pour le moins grincer les dents de la base d'ON, malgré ce respect de la tradition du fascisme français quant à la direction collégiale<sup>169</sup>.

Toutefois, il ne faut pas une semaine avant que Georges Bidault et ses amis ne s'en aillent, selon les nationalistes à cause de Jean-Marie Le Pen, selon ce dernier à cause des nationalistes... Bidault amenait certes peu de forces militantes mais représentait une caution et une imagerie de première importance. Selon l'ancien Waffen-SS Jean Castrillo, proche de Bousquet au sein de *Militant*, « Georges Bidault n'avait pas voulu entrer au Front à cause de Le Pen. Mais il avait conseillé à Bousquet d'y entrer. De son côté, Venner avait envisagé une sorte de répartition du travail : Alain de Benoist s'occuperait des questions théoriques dans une revue qu'il envisageait de créer et, de l'autre, il y aurait « les Militants » (tendance nationalistes-révolutionnaires). Nous entrons donc au Front, mais, en même temps que nous, entrent des anciens d'Ordre nouveau »<sup>170</sup>. Mais, sans tierce composante permettant les jeux d'alliance et d'équilibre, la situation est plus délicate.

Afin de ne froisser personne, les statuts rédigés sont d'une neutralité absolue : ils ne comprennent strictement aucune référence idéologique ou historique, si minime soit-elle, au contraire de ce qui est de coutume en politique. La suspicion est telle que Pierre Bousquet accompagne Jean-Marie Le Pen lors de leur dépôt à la préfecture<sup>171</sup>. Comme le souligne

169. DCRG, « Du côté du Front national », *Bulletin hebdomadaire*, 28 octobre 1972, AN F7/15576 ; id., « Faits et événements survenus sur le plan politique », *Bulletin quotidien*, 22 février 1973, p. 3, AN F7/15570.

170. Roland Gaucher, *Les Nationalistes en France. La traversée du désert*, Roland Gaucher Éditeur, s.l., 1995, p. 226.

171. *Militant*, octobre 1978.

Jean-Yves Camus, le « premier bureau politique du Front, en octobre 1972, traduit bien l'équilibre précaire entre nationalistes et nationaux puisque chaque responsable inféodé à une tendance est "doublé" par un adjoint appartenant à l'autre » : Jean-Marie Le Pen, président ; François Brigneau (ON), vice-président ; Alain Robert (ON), secrétaire général ; Roger Holeindre (lepéniste), secrétaire général adjoint ; Pierre Bousquet (*Militant*), trésorier ; Pierre Durand (lepéniste), trésorier adjoint<sup>172</sup>.

### ***Unité et instabilité***

Sitôt l'opération « FN » lancée, l'éditorial de *Pour un Ordre nouveau* s'écrie qu'il s'agit de « La Victoire de l'Unité ! », la couverture du journal s'ornant de la flamme frontiste légendée : « Front national avec nous avant qu'il ne soit trop tard ! » – ce slogan, qui est aussi la première affiche frontiste, est emprunté à une affiche du MSI (« Con noi prima che sia troppo tardi ») et c'était là le thème du meeting d'ON du 22 mars 1972, attirant 2 000 personnes. Dans ce numéro, annonçant le premier meeting frontiste à venir, Alain Robert certifie que dans l'état actuel de la France la prise du pouvoir par la force « si elle ne doit jamais être totalement absente de nos esprits, n'est pas adaptée » et qu'il n'est donc d'autre choix que « la légalité ». Jean-Marie Le Pen rend hommage aux jeunes d'avoir ouvert la voie. L'éditorial pose clairement une stratégie à deux étages :

172. *Le Monde*, 10 octobre 1972 ; Jean-Yves Camus, « Origine et formation du Front national », in Nonna Mayer et Pascal Perrineau (dir.), *Le Front national à découvert*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1998, p. 19. Le FN a quelque pudeur quant à la présence de Bousquet. En 1972, il ne le présente que tel un « ancien de Jeune Nation » (*Le Monde*, 24 octobre 1972), en 1992, il affirme que ce fut Pierre Durand le premier trésorier (Damien Bariller et Franck Timmermans, *op. cit.*, 1992, p. 16).

1) le rassemblement de toutes les extrêmes droites dans le FN ; 2) le fait que celui-ci devienne le point de ralliement de tous les mécontents anticommunistes. Les biographies des membres du bureau directeur sont épurées (celle de Brigneau n'évoque pas son engagement dans la Milice, celle de Bousquet ignore son engagement dans la Waffen-SS)<sup>173</sup>. Un programme droitier et réactionnaire est présenté, jugé susceptible de rallier ainsi à droite. Comme ON ne dispose pas de plume apte à produire un programme économique adéquat, Gérard Longuet s'en charge à titre amical, tout en précisant à Alain Robert qu'il pense impossible qu'ON parvienne à manœuvrer une personnalité comme Jean-Marie Le Pen. ON peut vite s'en rendre compte : alors que le rôle du président du FN est d'amener une image rassurante aux activistes, il parvient à la première conférence de presse avec un bandeau sur l'œil... Dès l'origine, le FN est sur des questions qui ne vont plus le quitter : le jeu entre démarcation et intégration du système ; la façon d'employer la personnalité bouillonnante de son président<sup>174</sup>.

La rédaction du programme frontiste a été conçue par ON comme devant permettre d'effectuer « la campagne la plus à droite depuis la vague Poujade de 1956 : travail, école, famille, nation ». Le libéralisme économique très avancé du FN n'est pas exactement conforme aux vues d'ON mais n'est pas ressenti comme une question clivante (Gaït souligne juste dans l'organe d'ON que le mouvement ne saurait être

173. *Pour un Ordre nouveau*, 15 octobre-15 novembre 1972.

174. Cf. Dominique Albertini et David Doucet, *Histoire du Front national*, préface de Nicolas Lebourg, Tallandier, Paris, 2013, pp. 36-39 ; Alexandre Dèzé, *Le Front national : à la conquête du pouvoir ?*, préface de Nonna Mayer, Armand Colin, Paris, 2012.

économiquement trop à droite car « le fascisme authentique et non la caricature qu'on s'obstine à nous en présenter avait eu pour principal mérite d'être un gouvernement populaire, où l'ordre n'était pas synonyme d'oppression, ni la hiérarchie d'injustice sociale »<sup>175</sup>). En revanche, cette question du rapport aux expériences fascistes passées s'est en effet montrée cruciale dès l'origine, malgré les déclarations réconciliatrices de Brigneau. À Avignon, un chef d'escadron retraité avait accepté durant l'été d'être investi par le FN, mais est parti de suite car il a été très choqué par ce qu'il a considéré être le néonazisme du chef de la section locale d'ON<sup>176</sup>.

ON est parvenu à faire saisir que le FN n'était pas sur la même ligne que lui. Couvrant sa première réunion publique, tenue le 7 novembre 1972, *Le Monde* note ainsi qu'il n'y a « point de ces casques, de ces matraques que l'on voyait s'aligner quasi militairement lors des meetings d'ON. Au contraire, service d'ordre minimum, un public plus âgé aussi et des orateurs plus expérimentés ». Le nouveau mouvement se présente comme la « droite, nationale sociale, et populaire ». Il est alors la seule formation à s'auto-définir de droite, terme honteux depuis la Libération et jusqu'à ce que Nicolas Sarkozy le réhabilite. L'idée est pourtant stratégiquement habile pour une force en devenir, puisque 25 % des sondés<sup>177</sup> se positionnent alors ouvertement au sein de ce champ dont

175. *Pour un Ordre nouveau*, 15 septembre-15 octobre 1972.

176. DCRG, « Les candidatures d'Ordre nouveau aux élections législatives », *Bulletin hebdomadaire*, 26 août 1972, p. 2 ; *id.*, « Du côté du Front national », *Bulletin hebdomadaire*, 28 octobre 1972, p. 1, AN F7/15576.

177. Sondage cité dans Xavier De Boissard, *Les Hommes d'extrême droite*, mémoire de DES de science politique, université de Paris II, 1975, p. 2.

nulle formation ne se réclame. Demeurent cependant encore quelques discours très marqués par le style ON, telles que des déclarations de sympathie aux Colonels grecs, à Franco, au NPD et au MSI<sup>178</sup>. ON continuera à affiner le style, prévoyant ainsi en janvier 1973 que le service d'ordre d'un meeting estampillé FN soit exempt de blousons de cuir et de treillis, tandis que les barres de fer et les casques sont dissimulés sous un stand<sup>179</sup>. Mais ces efforts sont-ils judicieux ? Les militants peuvent s'inquiéter quand ils constatent que cette réunion FN prévue pour attirer de 4 à 5 000 personnes n'en rassemble finalement que 1 700<sup>180</sup>. Les cadres aussi sont saisis par le doute quant à l'architecture existante. En novembre 1972, Duprat propose d'en finir avec le couplage des mouvements : ON devrait devenir tout à la fois une école des cadres du FN et son aiguillon idéologique, en réalisant une agit-prop sur des thèmes non utilisables par le Front national. En janvier 1973, une partie de la direction d'ON envisage une dissolution pure et simple à l'intérieur du FN. Cette option est portée par François Brigneau et, à ce qu'il en dit postérieurement, soutenue par Duprat – elle l'est en tous cas par son ami Alain Renault<sup>181</sup>. En cette première année du duo ON-FN, deux congrès doivent redéfinir les relations entre les mouvements. Les élections législatives sont un test : il n'y a que 105 candidatures FN présentées et elles n'enregistrent que 1,32 % des suffrages.

178. *Le Monde*, 9 novembre 1972 ; *Droit et Liberté*, décembre 1972.

179. RGPP, note du 17 janvier 1973, APP GA03.

180. DCRG, « Faits et événements survenus sur le plan politique », *Bulletin quotidien*, 17 janvier 1973, p. 1 ; *id.*, 18 janvier 1973, p. 3, AN F7/15570.

181. Rivarol, 9 novembre 1972 ; Henri Laux, *La Formation du Front national pour l'unité française (octobre 1972-juin 1973)*, *op. cit.*, 1974, p. 42 ; Joseph Algazy, *L'Extrême droite en France (1965 à 1984)*, *op. cit.*, p. 163.



Le congrès frontiste se réunit les 28 et 29 avril 1973. Le but en est résumé ainsi par les RG : « mettre fin aux luttes intestines fomentées par certains éléments durs d'Ordre nouveau ; adopter une politique qui sera admise à l'unanimité des congressistes et arrêter les structures définitives du mouvement à l'échelon national »<sup>182</sup>. Pour Jean-Marie Le Pen, il est convenu qu'ON « devait se dissoudre », ses membres intégrant le Front. Ce n'est pas le cas. Subséquemment, il signifie à Alain Robert qu'il ne peut demeurer à la fois aux secrétariats généraux du FN et d'ON et qu'il se doit de choisir<sup>183</sup>. Alain Robert optant pour ON, Victor Barthélémy prend en main le secrétariat du FN. Les militants de base continuent à travailler : pour le meeting FN du 22 mai 1973, une cinquantaine de militants d'ON se déploient pour couvrir Paris et sa banlieue des 10 000 affiches imprimées<sup>184</sup>.

Au congrès d'Ordre nouveau, tenu du 9 au 11 juin 1973, à l'étonnement général, les partisans du départ du FN sont minoritaires. Le congrès montre de fortes divergences d'analyse entre nationalistes et nationaux, puisqu'il a réclamé non un adoucissement, jugé responsable de l'échec politique, mais un accroissement de l'activisme, un rapprochement avec « les partis frères », du MSI aux Colonels grecs, une campagne portant sur l'opposition à « l'immigration sauvage » et, projet dans l'esprit de l'autonomisme italien, l'achat d'un hameau abandonné pour fonder un « village nationaliste ». Alain Robert met en garde contre « toute tentation de devenir un mouvement gentil », tandis que l'un des textes votés à cette

182. RGPP, note du 10 avril 1973, APP GAO3.

183. Entretien de Jean-Marie Le Pen avec Joseph Beauregard et Nicolas Lebourg, Nanterre, 5 novembre 2010.

184. RGPP, note du 22 mai 1973, APP GAO3.

occasion réaffirme qu'ON est un « parti nationaliste révolutionnaire ». La direction tente bien encore de concilier les contraires, puisque, face à la gigantesque croix celtique trônant au-dessus de la tribune, un calicot proclame « nous sommes la droite sociale, nationale, révolutionnaire »<sup>185</sup>.

En somme, inventé pour institutionnaliser Ordre nouveau, le Front national, par ce processus complexe qui veut que bailleurs de fonds, milieux gouvernementaux et militants d'ON réclament une action violente (tandis que l'action populiste est quant à elle un travail au bien long cours), va entraîner ON dans un maelström de violence.

185. *Rivarol*, 21 juin 1973 ; *Le Monde*, 13 juin 1973 ; *id.*, 12 juin 1973 ; Karl Criton, Serge Dumont, et Joseph Lorient, *Le Système Le Pen*, EPO, Bruxelles, 1985, p. 108 ; Alain Rollat, *Les Hommes de l'extrême droite*, *op. cit.*, p. 58.

## VIOLENCE ET POLITIQUE

Rompre avec la réaction, pour les jeunes révolutionnaires d'Ordre nouveau, c'est d'abord descendre dans la rue. L'affrontement physique constitue une éthique, une tactique et le quotidien du militantisme. Entre le 2 janvier 1971 et le 12 mai 1973, ON a été impliqué dans 82 actes de violence publique recensés par les forces de l'ordre<sup>186</sup>. Cette dynamique a certes des intérêts de mobilisation militante mais elle se devait, *in fine*, de fragiliser les autres facettes de la construction du parti nationaliste et mener à la dissolution du mouvement par l'État.

### *L'activisme publicitaire*

L'activisme d'Ordre nouveau ne se comprend que dans le lien fait entre jeunesse et violence politique lors de la lente décomposition du Mai 68 français. C'est un paradoxe relevé par François Brigneau : la création du

---

<sup>186</sup>. Cabinet du ministre de l'Intérieur, tableau récapitulatif des violences commises par ON ou ON étant impliqué, du 2 janvier 1971 au 12 mai 1973, AN 19860581/39.

FN par ON est l'étonnant exemple d'un mouvement de jeunes produisant son « parti d'adultes » (ainsi, lors des législatives de 1973, 44,5% des candidats FN ont moins de 33 ans, alors que 71 % des militants d'ON ont moins de 32 ans)<sup>187</sup>. Il en découle que les jeunes doivent affirmer leur spécificité et que celle-ci passe par la violence. Le phénomène d'entraînement entre extrême gauche et extrême droite est ici patent dans cette escalade de la violence. L'affaire est d'autant plus importante que c'est grâce aux affrontements lors d'un de ses meetings de 1971 qu'ON a pu se faire connaître de tous et, de là, absorber nombre de militants nationalistes qui ne l'avaient pas encore rejoint.

En effet, pour le printemps 1971, ON avait décidé d'un meeting-événement au Palais des sports de Paris. La réservation de cette salle est normalement impossible pour des partis lors des périodes électorales, mais, selon Ferrand et Lecavelier, des agents des RG ont discrètement réclamé à la direction de déroger à la règle. Pour réunir 10 000 personnes dans la salle, 10 000 affiches, 200 000 tracts, 8 000 invitations ont été déployés<sup>188</sup>. Dans la presse de gauche, se multiplient les articles qui s'étonnent des capacités financières d'un groupuscule fasciste.

À compter du matin du 9 mars, les membres du service d'ordre nationaliste déchargent de plusieurs camionnettes des centaines de barres de fer, de casques et de boucliers. Le soir venu, le service d'ordre s'est constitué

en équipes casquées, munis de boucliers et, selon les cas, de barres de fer de deux mètres cinquante (rôle de lanciers), d'un mètre cinquante (rôle de voltigeurs, ce format permet un maniement pratique à deux mains), de 90 centimètres (rôle d'hommes de troupes). À l'intérieur du Palais des sports, il n'y a finalement que 3 000 spectateurs. À l'extérieur du bâtiment, la Ligue communiste représente l'essentiel du groupe assaillant le meeting, flanquée de l'appui de groupes maoïstes tels que Vive la Révolution. L'extrême gauche use de méthodes radicales : attaque frontale des forces de police à la barre de fer et aux hampes de drapeaux, groupes d'éclaireurs en mobylettes afin de se tenir informés de leurs mouvements, harcèlement aux cocktails Molotov afin de les fixer, lancers de bonbonnes d'acide depuis les toits, etc. Les forces de l'ordre laissent se produire les affrontements puis chargent les gauchistes. Dans les jours suivants, la presse publie des photographies montrant distinctement qu'elles intervinrent diverses fois avec l'appoint des nationalistes, policiers et militants mêlés. *Le Canard enchaîné* révèle même que le service d'ordre nationaliste fut cette nuit là en liaison permanente avec des officiers des RG, l'un d'entre eux y participant<sup>189</sup>.

Pour la majorité des médias, du *Figaro* à *L'Humanité*, ce qui s'est passé est d'abord dû aux gauchistes, même s'ils se montrent très choqués des très nombreuses références fascistes présentes au cours du meeting.

187. Joseph Algazy, *L'Extrême droite en France (1965 à 1984)*, op. cit., p. 125 ; Henri Laux, *La Formation du Front national pour l'unité française (octobre 1972-juin 1973)*, op. cit., p. 24.

188. DCRG, « Ordre nouveau », *Bulletin mensuel confidentiel Documentation-Orientation*, mars 1971, p. 5, AN F715586, p. 4.

189. DCRG, « La Tactique gauchiste des combats de rue s'élabore », *Informations hebdomadaires*, 2 avril 1971, AN F715573 ; Frédéric Charpier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*, Paris, 2002, p. 262 ; Philippe Péningue, *La Politique à coups de poing ou l'extrême droite extraparlamentaire de 1968 à 1975*, op. cit., p. 25 ; François Duprat, *Les Mouvements d'extrême droite en France 1940-1944*, op. cit., p. 183 ; *Politique-Hebdo*, 18 mars 1971 ; *Devenir*, été 2003.

Aussi la presse, globalement, réclame-t-elle la dissolution tant de la Ligue communiste que d'Ordre nouveau. Ceci entraîne une descente de police au local d'ON, rue des Lombards. Les barres de fer avaient été fournies par un agent des RGPP. C'est sous leur protection qu'elles furent rapatriées. Une source du même service de police prévient donc la direction du mouvement de l'imminente perquisition policière. Mais, lorsque celle-ci survient, les militants se sont endormis ; il y a là une tonne de barres de fer. Le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin déclare qu'il pourrait sévir et user des décrets de 1936 portant dissolution de milices armées<sup>190</sup>. Conséquemment, le parti passe du registre de la révolution à celui de la victimologie et du légalisme. François Duprat affirme que la violence gauchiste est condamnable car le parti est légal, tandis que Gabriel Jeantet remercie la police d'avoir défendu la liberté d'expression contre la subversion gauchiste<sup>191</sup>.

Le romantisme de la subversion est tout de même à l'honneur dans l'imagerie du « rat noir » censé tenir le Centre de droit d'Assas, que les militants affublent bientôt du sobriquet de « Waffen Assas ». Pourtant, tenir ce site est considéré comme une priorité non pas par sentimentalisme, mais afin de disposer d'une base territoriale et sociologique. ON est pour cela particulièrement organisé. En guise d'exemple, on peut prendre le cas du déroulement en ces locaux d'un meeting contre la « marxisation de l'université » le 20 janvier 1972. Celui-ci ne se fait pas

officiellement sous l'égide d'ON mais du GUD. Dès 8 heures du matin, une vingtaine de gudards sécurisent le Centre. En fin de matinée, ils sont une cinquantaine, casqués mais sans arme visible, distribuant des tracts et vendant leur journal à la criée dans le hall. En milieu d'après-midi, 250 activistes sont répartis dans les divers points névralgiques du site, tandis que le hall est empli de banderoles et pancartes. L'administration proteste alors, mais n'obtient pas gain de cause et en reste là. À 18 heures, 350 militants accueillent dans le hall les cadres François Duprat et Patrice Janeau. Muni d'un mégaphone, ce dernier harangue la foule. Le meeting peut alors se dérouler dans un amphithéâtre, les orateurs s'enchaînant pour conspuer la collusion entre les néogaullistes et la « vermine rouge ». Duprat est le dernier orateur, clamant aux militants « nous étions une nation de guerriers, nous voici à présent une nation de banquiers ! ». La dispersion se déroule sans incident aux clameurs de « gauchiste, salope, on aura ta peau » ou « Marcellin, Krivine, même combat »<sup>192</sup>.

Comment tenir la rue et intégrer le jeu politique ? Dans l'ouvrage publié pour son congrès de 1972, ON tenait à préciser qu'il était hors de question pour lui de suivre la voie italienne de la stratégie de la tension. Rappelant que les groupes d'extrême droite furent victimes de multiples dissolutions tout en étant utilisés par les pouvoirs publics lors du conflit algérien et en Mai 68, il proclame : « nous ne voulons pas être manœuvrés de cette façon, nous ne sommes pas "récupérables" par le système ».

190. *Le Monde*, 26 mars 1971 ; *Droit et liberté*, avril 1971 ; *id.*, 17 avril 1971 ; Serge Ferrand et Gilbert Lecavelier, *Aux Ordres du SAC*, *op. cit.*, p. 85 ; Frédéric Charpier, *Génération Occident*, *op. cit.*, p. 225.

191. *Valeurs actuelles*, 15 mars 1971.

192. RGPP, note du 21 janvier 1973, APP 666/293.

Néanmoins, le livre n'hésite pas à arborer sur sa dernière page des photographies d'actes de vandalisme sous-titrées « 27 mai : nettoyage de printemps effectué dans la porcherie gauchiste Censier par des militants du GIN »<sup>193</sup>. Ce fut, effectivement, la première apparition du Groupe d'intervention nationaliste (GIN), le transparent masque activiste d'ON. Sa première action publique d'envergure fut d'attaquer les propagandistes gauchistes sur les marchés parisiens le 14 janvier 1973<sup>194</sup>. La Sûreté militaire sous-traite quelques attentats anti-antimilitaristes au GIN. Au sein du commando, se trouve l'officier des RG qui était déjà le responsable du groupe disposant d'armes à feu au sein du service d'ordre d'ON lors du meeting du 9 mars 1971. Le GIN obtient ainsi des explosifs militaires et, peu sectaire, œuvre également avec les RGPP et le Service d'action civique<sup>195</sup>. Pour la police judiciaire, le commando est basé sur « une cinquantaine de jeunes gens bien entraînés »<sup>196</sup>.

Le contrecoup de Mai offre donc aux nationalistes un appel d'air en dégageant un espace pour des « contre-révolutionnaires préventifs ». C'est sur ce positionnement que se situe ON, qui crée une série d'affiches avec un dessin représentant des « casseurs » sous les drapeaux rouges, certains d'entre eux étant des Maghrébins, portant foulard sur leurs visages, tenant des matraques, icône accompagnée du slogan : « MAI 68

193. Ordre nouveau, *Ordre nouveau*, Paris, 1972, pp. 30-31 et p. 320. Censier est une université parisienne.

194. RGPP, note du 13 janvier 1973, APP GAO3 (annonçant l'événement à venir).

195. *Le Canard enchaîné*, 15 novembre 1972 ; Grégory Pons, *Les Rats noirs*, op. cit., pp. 225-230.

196. Direction générale de la police nationale, Direction centrale de la police judiciaire, Sous-direction des affaires criminelles DCPI./6, « De la dissolution d'Ordre nouveau à la création du Parti des forces nouvelles », Bibliothèque de documentation internationale contemporaine F°Rés. 8 150 /1.

10 000 MARS 72 100 000 GAUCHISTES FACE À UN REGIME INCAPABLE ». Le journal *Pour un Ordre nouveau* se fait une spécialité de l'usage régulier de l'injonction « Exigeons la dissolution des bandes armées gauchistes ! », la formule faisant clairement référence aux décrets de 1936 pris contre les formations activistes d'extrême droite (mais qui servirent en 1939 contre les organisations communistes, et en 1968 contre les gauchistes). Pour séduire, ON a donc besoin de s'adonner à la violence anti-gauchiste, tant en ce qui concerne son capital militant, qu'afin d'exciter la demande antimarxiste (qu'il s'agit ensuite de rabattre électoralement sur son FN), voire de donner une bonne raison aux pouvoirs publics de ne pas le dissoudre *ipso facto*, au nom précisément des décrets de 1936 qu'ON viole quotidiennement. La constitution d'un parti comptant des notables est en conséquence absolument complémentaire de celle d'une avant-garde révolutionnaire.

### *Une identité politique*

L'entre-deux idéologique et pratique d'Ordre nouveau entre subversion et anti-subversion constitue un élément central de la compréhension de sa violence. La tactique de respectabilité impulsée et matérialisée par le lancement du Front national existe, mais elle se heurte au réel. D'autant que l'activisme apparaît comme l'un des « liants » les plus importants du groupe militant, bien au-delà de la doctrine et l'idéologie. Image de soi, la violence est tout autant l'image accolée par les autres depuis mars 1971. ON demeure attaché à cette aura sulfureuse, néanmoins soigneusement cultivée. L'extrême droite radicale estudiantine européenne reste à jamais

redevable à Jack Marchal d'avoir inventé « le rat noir » en 1970<sup>197</sup>. Alors que les étudiants du GUD se font connaître par leur violence, le dessinateur nationaliste réalise, dans un style entre Robert Crumb et Raymond Macherot, des planches de bandes dessinées, exposées dans le hall de l'université d'Assas, qui mettent en scène les « gudards » sous la forme d'une horde de rats colériques et bagarreurs, fascistes jusqu'au bout des griffes mais totalement anarchiques dans leur quotidien. La geste militante est magnifiée par ses pages où les rats sortent toujours victorieux de combats à un contre dix et où, en même temps, la violence est déréalisée par le talent et l'humour certains de Jack Marchal. Comme la croix celtique avant elle, la trouvaille graphique s'exporte partout. Le « rat noir » est repris par les homologues européens du GUD et, suprême hommage, par la jeunesse néofasciste italienne. Les radicaux français ne sont plus toujours un train derrière celle-ci dans le domaine de l'édification subculturelle. Même la fonte très spécifique des lettres des affiches d'ON s'exporte, baptisée « ratanegra » en hommage au personnage de Jack Marchal<sup>198</sup>.

---

197. Du temps d'Occident, Duprat avait affublé Alain Robert du surnom d'Anthracite, l'atrabilaire chef des rats noirs dans la bande dessinée *Chlorophylle* de Macherot (1956) ; par la suite Anthracite se fait le spécialiste de la tentative calamiteuse de coup d'État. Jack Marchal explique qu'alors qu'il dessinait ce rat, « Gérard Ecorcheville, le camarade qui à ce moment-là gérait la propagande du GUD, eut une illumination dont on ne pourra jamais assez le remercier : "Hé, ce rat... Mais c'est nous !". Cette remarque géniale a levé une des principales difficultés qui se posait à moi, et qui était de savoir comment représenter le GUD dans les événements où il était acteur. (...) nous avons trouvé à la fois une autoreprésentation satisfaisante, un logo, un signe de ralliement qui faisait clairement la différence entre nous et tous les autres, un symbole, tout un style qui allait avec » (*Devenir*, été 2000). Gérard Ecorcheville, beau-frère d'Alain Robert, est ensuite du PFN, de la « maison Albertini », puis du RPR (secrétaire national à la formation). Proche de Charles Pasqua, il se serait brouillé avec lui au nom des affaires africaines selon *Les Dossiers du Canard*, avril 1994.

198. Zvonimir Novak, *Tricolores, une histoire visuelle de la droite et de l'extrême droite*, L'Échappée, Montreuil, 2011, p. 118.

C'est donc avec et pour cette imagerie des « rats noirs » que nombre de jeunes sont venus militer à ON. Plus encore qu'une idéologie floue, c'est bien la violence qui fut érigée comme signe de l'opposition au « système » et comme moyen d'expression privilégié de ce que les anarchistes baptisèrent un siècle plus tôt « la propagande par le fait ». Cette novation vient s'inscrire dans la lignée de la sous-culture qui s'est édifiée. Les « rats noirs », violents et « réprochés », viennent s'installer dans l'imaginaire militant à la suite des Corps-francs ou des Waffen-SS. L'extrême droite violente se rêve révolutionnaire en collectionnant les références stigmatisantes, rejouant le Front de l'Est sur les campus – d'autant que leurs aînés ont connu des guerres de 1939 à 1962 et qu'il faut donc à ces jeunes gens, vivant dans une nation désormais sans guerre, s'en inventer une. Comme la jeunesse gauchiste joue quant à elle volontiers avec la mémoire de la Résistance, l'après-gaullisme constitue pour ces minorités juvéniles un théâtre d'exaltation romantique du quotidien de la militance groupusculaire.

Cette violence identitaire épique est cependant vécue, hors des rodomontades, comme subie, anormale et, pour tout dire, sur le mode victimaire<sup>199</sup>. Aux lendemains des violences mettant en cause ON, une antienne revient dans les déclarations publiques : le parti n'est pas à l'origine des violences. Paul Léandri déclare que face aux gauchistes ayant attaqué aux cocktails Molotov, les militants d'extrême droite n'ont eux

---

199. La violence contre ON n'est pas une légende d'extrême droite pour autant. Membre du service d'ordre d'ON, Robert Allo est repéré dans la rue par des gauchistes. Il est matraqué avec une telle violence qu'il sombre dans le coma peu après avoir rejoint le local du mouvement. Il doit subir une trépanation. En 1994, il est victime d'un assassinat non élucidé.

attaqué personne, précisant qu'ils avaient « été des victimes »<sup>200</sup>. En mai 1973, un tract signé par Ordre nouveau et le Front national stigmatise une « horde d'une trentaine de gauchistes, parmi lesquels des Nord-Africains [qui] les ont assaillis »<sup>201</sup>. Cette violence subie a été érigée en signe du caractère révolutionnaire ou tout du moins antisystème du parti, et ce par l'emploi d'une contre-rhétorique destinée à répondre à l'accusation d'être au service des secteurs répressifs de l'État. Face à ces accusations de connivence, ON n'a de cesse de dénoncer en retour la complicité des trotskystes avec la police et le « sionisme », faisant d'eux les véritables « bandes armées du Capital », selon une formule antifasciste systématiquement utilisée par l'extrême gauche française. Ce discours est aussi diffusé en interne, comme en témoigne une lettre envoyée aux sympathisants pour dénoncer la passivité de la police face aux gauchistes qui ont attaqué un défilé d'extrême droite<sup>202</sup>. Les jeux de l'éristique ne sauraient toutefois maintenir longtemps les contradictions en lisère.

Entre volonté de trouver une voie révolutionnaire et affres de la politique, ON cherche sa voie. Duprat en est exclu quand, à l'hiver 1973, *Le Canard enchaîné* révèle qu'il négocie directement dans les bureaux de l'Hôtel Matignon que l'État débloque les affiches frontistes imprimées par le MSI, qui sont immobilisées à la douane franco-italienne, que les néogaullistes versent des fonds à ON et au FN, et que les nationalistes se chargent en retour de présenter leurs candidats face aux centristes et de

200. *Le Monde*, 14-15 mars 1971.

201. « Liberté d'expression pour les nationalistes », 18 mai 1973 (archives personnelles).

202. Lettre FN, ON, GUD, Front de la jeunesse, ULN, UGT, 18 avril 1973 (document interne ; archives personnelles).

réaliser des violences politiques ciblées. Accusé être la source de l'hebdomadaire et d'avoir voulu jouer un jeu à trois bandes au bénéfice des néogaullistes, Duprat est exclu tant d'ON que du FN<sup>203</sup>.

Le mouvement est inconscient que son sort est en fait scellé à celui de son meilleur ennemi, la trotskyste Ligue communiste (LC). ON a décidé à faire de la LC le miroir auquel il se mire. La désignation de l'adversaire lui permet de savoir qui il est. Selon son journal, la LC n'est pas un groupuscule trotskyste mais un ennemi tout puissant. Elle travaillerait à détruire la famille, pervertir la jeunesse, contrôlerait l'enseignement, dissoudrait l'armée, encouragerait l'immigration en « espérant changer le vieux fond de notre peuple » (le thème du remplacement de la population européenne étant en vogue alors surtout au Nouvel ordre européen), inciterait à consommer de la drogue, corromprait la justice et, *last but not least*, manipulerait l'Église. *Pour un Ordre nouveau* consacre un dossier, dénommé « Un mai rampant », à expliquer que Mitterrand rêve d'Allende, que la gauche s'arme, que la France est en situation révolutionnaire. Enfin, ON affirme que les « gangs » gauchistes coopèrent avec le Parti communiste dans le cadre d'une stratégie de la tension, tout en bénéficiant de l'impunité car effectuant pour le compte du régime des attentats et assassinats à l'encontre des nationalistes<sup>204</sup>. ON veut un affrontement pour se relancer.

203. Cf. Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard, *François Duprat, l'homme qui inventa le Front national*, op. cit., pp. 159-161. Il retourne au FN dès l'année suivante.

204. *Pour un Ordre nouveau*, mai 1973. Mai 68 a en fait poussé l'Union soviétique à intensifier sa lutte contre les gauchismes, produisant en moyenne une demi-douzaine d'opuscules anti-trotskystes tous les ans (Jean-Jacques Marie, *Trotsky, le trotskysme et la IV<sup>e</sup> Internationale*, Presses universitaires de France, Paris, 1980, p. 126).

## *Dissolutions*

Trois événements relatifs à la Ligue communiste convergent en avril 1973. *Primo*, celle-ci téléguide un puissant mouvement étudiant et lycéen qui s'oppose à la volonté du gouvernement de mettre fin aux sursis militaires au-delà de 21 ans pour cause d'études. Plus de 300 000 jeunes manifestent à Paris le 2 avril 1973. L'opposition se dessine entre la jeunesse et l'armée. ON ne réalise pas de contre-agitation : il reprend la revendication d'abolition du service militaire qu'avait portée la Fédération des étudiants nationalistes (FEN) après sa prise en main par Europe-Action, position au demeurant inattendue et difficilement saisissable pour une partie de son milieu et l'essentiel de sa cible<sup>205</sup>. *Secundo*, la police judiciaire remet au ministre de l'Intérieur un dossier de 23 pages sur le danger que représente la Ligue communiste. Les fonctionnaires conseillent à leur ministre de dissoudre le mouvement avant qu'il ne passe une nouvelle étape dans le développement de sa violence<sup>206</sup>. *Tertio*, la Direction de la surveillance du territoire (DST) remet dans le même temps d'autres documents. Pour les services de renseignement, le Secrétariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale, où les Français représentent six des vingt membres, a opté pour la guérilla. Après avoir choisi cette voie en Amérique latine, ils estimeraient désormais que les Tupamaros et l'argentin Ejército revolucionario del pueblo (ERP) doivent servir de modèle à la LC en France. Depuis 1969, celle-ci a développé ses liens avec le Front démocratique pour la libération de la Palestine, a pris sous son contrôle

l'ERP, aidé au financement des révolutionnaires boliviens, établi des contacts avec l'Irish Republican Army (IRA). Mais, ce 4 avril 1973, quatre membres de l'ETA (Euskadi ta Askatasuna), la formation terroriste basque, ont été arrêtés en possession de 45 passeports volés, d'armes à feu, de munitions, d'explosifs et de documents. Pour la DST, ces derniers prouvent qu'un projet de fusion de la LC et de l'ETA est à l'œuvre<sup>207</sup>.

Certes, la DST mésestime le travail politique contre la ligne guérillériste que mènent les modérés au sein de la Ligue communiste, et il semble possible qu'il existe quelque confusion due au fractionnisme complexe de l'ETA. En effet, l'ETA V mène conjointement la lutte armée et un combat politique dit de « front national », tandis que l'ETA VI a renoncé à la lutte armée depuis 1971, puis a fusionné en 1972 avec la Ligue communiste révolutionnaire espagnole, section espagnole de la IV<sup>e</sup> Internationale. De même, la déstabilisation de l'État par des troubles n'aurait pas dû rationnellement être amalgamée avec une lutte ouverte contre celui-ci passant par des attentats homicides. « La Ligue n'a jamais eu le fantasme ou la velléité d'être les Tupamaros en France », déclare son ancien responsable Henri Weber aujourd'hui cadre du Parti socialiste, « ni même de mener quelque forme que ce soit de lutte armée en France »<sup>208</sup>. Néanmoins, dans le cadre de l'analyse conspirationniste faite du gauchisme par Marcellin, il paraît d'évidence que le jeu du chat et de la souris entre l'État et les révolutionnaires trouve son point d'achèvement. ON est le pion à sacrifier sans état d'âme. Or, suite à ses déconvenues politiques

205. *Pour un Ordre nouveau*, avril 1973.

206. Frédéric Charprier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*, Éditions 1, Paris, 2002, p. 63.

207. Le préfet, directeur de la DST, au directeur général de la police nationale, « Étude concernant l'ex-Ligue Communiste », 10 juillet 1973, AN 19860581/39.

208. Entretien de Henri Weber avec Joseph Beauregard et Nicolas Lebourg, Paris, 8 novembre 2010.



et électorales dans le cadre des débuts du FN, ON a prévu un meeting le soir du 21 juin 1973 dans la salle de la Mutualité. Le thème est choisi pour provoquer les gauchistes : « Halte à l'immigration sauvage ! ». Jean-Marie Le Pen trouve la ligne risquée et a, en vain, protesté. *Pour un Ordre nouveau* lance la campagne avec un « dossier Immigration. Quand ce n'est plus supportable... on ne supporte plus ! » aux forts relents racistes et antisémites. Un tract « Bougnoule go home ! » est distribué. La Mutualité et la préfecture de police n'ont pas envie de revivre les scènes de 1971 mais, comme le révélera *Le Canard enchaîné*, le ministère de l'Intérieur est intervenu pour que la salle soit louée et le meeting autorisé<sup>209</sup>.

Les jours précédents, les militants d'ON étaient peut-être impatients, en tous cas non tenus par la discipline : certains se sont promenés avec matraques et barres de fer dans le Quartier latin, provoquant des rixes. Le 21 juin 1973, 2 000 gauchistes marchent sur la Mutualité, dont un millier est casqué et armé de matraques. Mais, en fait, ce soir-là, les 200 membres du service d'ordre d'ON n'affrontent pas la vague rouge, seuls les forces de police sont au contact. Les caisses des gauchistes contiennent des centaines de cocktails Molotov. Néanmoins, les communications de police ne préviennent les Compagnies républicaines de sécurité (CRS) que de l'arrivée de quelques manifestants... et les cordons de sécurité se font charger par la troupe gauchiste. Une pluie de Molotov tombe. La police est désorganisée, enfoncée à diverses reprises, contrainte au recul. Ses ondes radio sont étonnamment muettes. Les plus avisés des cadres gauchistes commencent à envisager ce que signifie

209. *Pour un Ordre nouveau*, juin 1973 ; *Le Figaro*, 12 février 1974 ; Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen. Biographie*, op. cit., p. 365.

un tel succès militaire. Ils comprennent qu'il faut faire dévier l'émeute, lui offrir un succès symbolique pour la disperser. Sans aucune résistance policière, la troupe traverse Paris, enfonce la porte du siège d'ON ; les militants présents dans les locaux répondent à coups de fusils. Alain Robert s'écrie devant les 700 personnes seulement présentes dans la salle que les locaux du mouvement ont été saccagés et qu'il exige l'expulsion immédiate des étrangers ayant participé à ce forfait. Affrontant les forces de l'ordre, 500 manifestants tiennent la rue Monge, 300 la rue Lacépède. Diverses barricades sont dressées. On compte 76 policiers blessés, dont seize sont hospitalisés dans un état grave, neuf sérieusement brûlés, un dans un état préoccupant. Deux camions de Police secours ont été pris d'assaut et incendiés, cinq cars de police ont été endommagés par les assaillants, douze voitures de particuliers brûlent... Quand le meeting est achevé, le service d'ordre d'ON amorce le retour au local. Il se tient en formation carrée, encadré par les véhicules des forces de l'ordre qui l'accompagnent jusqu'à son siège. La procession se fait avec quelques échauffourées, traversant un Quartier latin quadrillé tant par les CRS que par les gauchistes<sup>210</sup>.

Avec candeur, les extrémistes ne se sont pas attendus à la répression. Certes, lorsque le siège d'ON est perquisitionné, il n'y a que 41 barres de fer et 31 perches de bambou effilées qui y sont trouvées, mais la fouille du siège de la LC y dévoile « deux fusils de guerre avec des

210. DCRG, « Faits et événements survenus sur le plan politique », *Bulletin quotidien*, 22 juin 1973, p. 3, AN F7/15572 ; ministre de l'Intérieur, « Rapport à monsieur le président de la République », AN 19860581/39 ; Gérard Filoche, *Mai 68. Histoire sans fin*, Gawsewitch, Paris, 2007, pp. 244-246 ; Hervé Hamon et Patrick Rotman, *Génération les années de poudre*, Le Seuil, Paris, 1988, pp. 493-496 ; Frédéric Charpier, *Histoire de l'extrême gauche trotskiste de 1929 à nos jours*, op. cit., pp. 263-266.

munitions, des revolvers et des pistolets d'alarme avec leurs munitions, vingt cocktails Molotov ; une centaine de matraques et une centaine de casques » selon le rapport de police. Quarante personnes ont été interpellées durant les événements ; 18 gauchistes et six nationalistes sont inculpés, deux gauchistes et cinq nationalistes sont condamnés. Raymond Marcellin, le ministre de l'Intérieur obsédé depuis 1968 par le fantasme d'un complot communiste international contre la France, intime l'ordre au directeur de la réglementation de préparer les dissolutions, avec une consigne de silence absolu. Il réunit le préfet de police, le directeur de la police judiciaire (PJ) à la préfecture de police, celui des RGPP, le directeur de la réglementation, le directeur central de la sûreté publique, le directeur central de la PJ (DCPJ), le directeur central des RG et le directeur de la sûreté nationale. Le ministre leur spécifie qu'en ce qui concerne l'action judiciaire « la responsabilité de la Ligue communiste dans la manifestation du 21 juin 1973 devra être établie de façon absolue ». Le DCPJ reçoit l'ordre d'établir pour le lendemain un dossier « concernant la Ligue communiste et tendant à établir sa responsabilité dans l'organisation de la manifestation violente » et qui démontrera qu'elle est une reconstitution de ligue dissoute (la Jeunesse communiste révolutionnaire dissoute en 1968) afin de pouvoir permettre des poursuites devant la Cour de sûreté de l'État. Durant tous ses échanges, Marcellin scande une antienne : il veut voir Alain Krivine, le chef de la Ligue communiste, derrière des barreaux. ON est totalement absent des préoccupations de ces liasses de documents<sup>211</sup>.

211. Le ministre de l'Intérieur, « Rapport à monsieur le président de la République », p. 2 ; note manuscrite du directeur de la réglementation, 23 juin 1973 ; DGP, « Relevé des décisions prises lors de la réunion de liaison du 25 juin 1973 » ; « Secret : relevé de décisions de la réunion de liaison tenue sous la présidence de M. le ministre le 23 janvier 1973 à 11h », AN 19860581/39.

Pendant ce temps, ON croit encore pouvoir tirer parti du scandale. Lors d'une conférence de presse, il annonce qu'il maintient ses meetings contre l'immigration sauvage prévus à Marseille et Saint-Étienne et qu'il poursuivra en justice les journaux affirmant que sa campagne était raciste ou le qualifiant d'antisémite. Trois militants niçois d'ON sont écroués pour avoir frappé à coups de barre de fer un passant : ils expliquent benoîtement avoir mal vu et l'avoir confondu avec un militant gauchiste<sup>212</sup>...

Au conseil des ministres suivant, le ministre de l'Intérieur préconise la sévérité de la Cour de sûreté de l'État, des poursuites judiciaires systématiques contre les éléments subversifs et la création d'un organisme spécialisé dans la lutte antissubversive. S'il n'évoque quasiment pas ON, il exige de voir Alain Krivine condamné à de la prison ferme. « S'il en était autrement, une escalade de la violence serait à redouter », menace-t-il, prétendant qu'un esprit de vengeance anime la police, devant l'entraîner à faire usage de ses armes à feu contre les prochains émeutiers. Enfin, il souligne qu'il vient d'ordonner que les CRS soient équipés de grenades offensives pour mater les émeutes<sup>213</sup>... Le décret de dissolution est signé par le président de la République Georges Pompidou ainsi contraint.

212. DCRG, « Faits et événements survenus sur le plan politique », *Bulletin quotidien*, 25 juin 1973, p. 6 ; *id.*, 26 juin 1973, p. 2, AN F7/15572.

213. Le ministre de l'Intérieur, « Communication lue au conseil des ministres », AN 19860581/39.

Ces archives attestent de nombreux éléments. L'hypothèse, massivement soulevée par les observateurs, d'une manipulation d'ON est confirmée. Néanmoins, la LC n'est pas « victime » d'une « provocation policière ». Elle a théorisé une stratégie pro-guérilla qu'elle a fait le choix de mettre en pratique. Elle la considère assez pertinente pour persévérer malgré cet échec, soutenant la ligne guérilliste lors du X<sup>e</sup> Congrès de la IV<sup>e</sup> Internationale en 1974. Elle n'a pas anticipé les réactions de l'appareil d'État. C'est bien de ce dernier dont il est question et non de « la police », celle-ci, en ayant aligné ses blessés sans recours à un usage immodéré de la force en retour, ayant fait montre d'une attitude pondérée. ON a pour sa part fait preuve d'amateurisme. L'important travail d'édification structurelle entrepris est ruiné par l'incapacité à dépasser le cadre de la tactique pour passer à celui de la stratégie. À demeurer sur le secteur de l'anti-subversion, ON a somme toute connu une fin rationnelle : l'État est plus apte à dissoudre les « bandes armées gauchistes » qu'une cohorte d'étudiants néofascistes. Si sa dissolution n'a pas l'heur d'être pour sa potentielle atteinte à la sûreté de l'État et n'est qu'un habillage destiné à réprimer la LC, c'est que la répression de celle-ci ne saurait se faire aisément. Toute la gauche, PCF inclus, se mobilise pour défendre la Ligue communiste et dénoncer le piège dans lequel elle serait tombée.

L'extrême droite demeure dans un manque de professionnalisme certain. ON ne parvient pas à fédérer un mouvement de soutien autour de lui. Alain Robert ne décide pas comme Alain Krivine de se faire arrêter, mais se cache en un endroit repéré par les services de renseignement. Lorsque quatre des cadres de l'ex-ON lui suggèrent, lors d'une réunion, de faire s'encarter les militants au FN, il récuse cette option rationnelle « avec

véhémence ». Le mouvement dissout voit ainsi ses membres s'égarer dans la nature, la plupart en partance vers le Front national, d'autres vers le GUD qui n'a pas été interdit, pas plus qu'aucune autre structure périphérique. Le repli n'est nullement organisé sur ces bases que l'État a laissées au mouvement, les cadres étant laissés à l'amertume d'enfin comprendre qu'ils furent manipulés, les militants étant laissés dans l'indécision<sup>214</sup>.

---

214. Dossier adressé par le DCRG au directeur de la réglementation et au DGPN, 3 août 1973, AN 19860581/39.

## CONCLUSION

Les dissolutions de juin 1973 achèvent les rêves révolutionnaires et léninistes, l'agitation extrémiste relevant toujours plus d'un phénomène de sociologie juvénile, jusqu'à ce que les assassinats du néofasciste François Duprat (1978) et du communiste Pierre Goldman (1979) ferment définitivement le « long Mai 68 » français. Plus jamais le néofascisme français ne parviendra à tenir la rue et faire l'actualité comme au temps d'Ordre nouveau. Alors que, pour reprendre la terminologie de Dominique Venner, les nationalistes étaient persuadés qu'il fallait un parti monolithique de révolutionnaires professionnels pour ressusciter l'extrême droite hexagonale, c'est finalement le national Jean-Marie Le Pen, seul maître du Front national après l'été 1973, qui sera en position de relever ce défi. La singulière incapacité de l'extrême droite française à l'action révolutionnaire (1934, 1958, 1962, 1968, 1973) n'a certes guère servi qu'à l'affermissement du régime politique en place, mais elle a donc aussi participé à la modernisation des secteurs subversifs par élimination des formes de combat politique les plus inadaptées à la société post-industrielle.

La « minorité agissante » a certes tenté de jouer son propre jeu au sein du complexe réseau d'influences pesant sur elle. Mais elle n'est pas parvenue à s'autonomiser : son destin se joue entre les actions des droites, de l'extrême gauche, des secteurs répressifs de l'État. Elle a confondu révolution et activisme, établissement d'une subculture et d'une « vision du monde ». Elle n'a donc pas pu empêcher que, par la suite, ses membres les plus aptes à la politique, et désireux de postes, se reconvertissent dans les partis de la droite parlementaire. N'ayant pas la violence pour pratique et la révolution comme horizon d'attente, le Front national et Jean-Marie Le Pen pourront poursuivre plus librement leur chemin.

L'histoire et le fonctionnement d'ON ne sont donc pas dissociables de l'histoire de la répression étatique de la subversion de gauche. ON a une fonction politique antisubversive reconnue par l'État et une part de la société. Cette place dans un tel dispositif souligne, pour reprendre les critères de Max Weber, que l'État, y compris dans sa forme légale-rationnelle, ne dispose pas nécessairement du plein emploi du monopole de la violence physique légitime. La délégation qu'il peut en faire, ou son insertion au sein d'un « laissez-aller laissez-faire », trouve sa limitation et sa compensation dans le fait qu'il demeure en revanche en possession du monopole du droit. Lorsque l'exercice de la violence privée devient pour lui contre-productif, il peut, avec une parfaite aisance, dissoudre les groupements en jeu. Il ne s'agit donc aucunement d'un processus à rebours vers les formes de pouvoir pré-modernes (avec existence d'un droit privé à la violence) mais au contraire d'un symptôme de la crise alors rencontrée par la société industrielle avec son État territorialisé, verticalisé, ubiqué.

Le processus de violence ici à l'œuvre est fruit d'une dialectique entre la marge antisubversive et l'État démocratique, tout autant qu'entre la marge subversive et l'État répressif, alors confronté aux difficultés du contrôle de masses en voie de libéralisation (hausse du niveau scolaire, apparition de la thématique du « monde étudiant », achèvement des grands récits, épuisement de la structuration par l'Église et le Parti communiste, paradigme de l'humanisme égalitaire). ON n'existe certes que par la place que lui accorde l'État, mais cette dernière dessine en creux les limites structurelles que rencontre dorénavant celui-ci pour organiser la société et exercer son pouvoir de contrainte<sup>215</sup>.

À cet égard, la date de 1973 est particulièrement intéressante puisqu'elle est celle du premier choc pétrolier, ouvrant la phase que l'on dénomma alors « la crise », qui s'avéra être une transformation structurelle des modes de production. C'est de là que le politiste Gaël Brustier fait émerger l'occidentalisme et son déclinisme comme idéologie de la crise explicitant la droitisation des sociétés occidentales<sup>216</sup>. Effectivement, la droitisation est liée à la transformation du monde ouverte symboliquement en 1973. Cette droitisation s'avère être un démantèlement de l'État social et de

215. En 2010, la ministre de l'Intérieur a apposé son veto à notre demande d'accès au dossier RG d'Ordre nouveau au motif de l'atteinte à la sûreté de l'État. *Le Monde* commentait : « On notera, au passage, détail amusant, que l'organisation Ordre nouveau fut dissoute pour "atteinte à la sûreté de l'État" et que quelques 35 années plus tard c'est cette même "sûreté de l'État" qui est opposée à un historien s'agissant de la consultation des archives à ce sujet » (Droite(s) extrême(s), *Le Monde.fr*, « Archives de la police, Ordre nouveau et la sûreté de l'État », 30 mai 2010). Sur cette question, cf. Nicolas Lebourg et Dominique Sistach, « Le Droit de l'archive et la morale de l'histoire. Les limites juridiques de l'écriture de l'histoire présente : le cas François Duprat », in Marie-Claude Marandet (dir.), *Violence(s) de la Préhistoire à nos jours. Les sources et leur interprétation*, Presses universitaires de Perpignan, Perpignan, 2011, pp. 347-364.

216. Gaël Brustier, *La Guerre culturelle aura bien lieu... L'occidentalisme ou l'idéologie de la crise*, Mille et une nuits, Paris, 2013.

l'humanisme égalitaire, lié à une ethnicisation des questions et représentations sociales, au profit d'un accroissement de l'État pénal. C'est une demande sociale autoritaire qui n'est pas une réaction à Mai 68 mais à la postmodernité, c'est-à-dire à la transformation et l'atomisation des modes de vie et de représentations dans un univers économique globalisé dont l'Occident n'est plus le centre. L'usage puis la liquidation d'ON par des secteurs de l'État, avec l'aval d'une part du corps social, puis l'usage du Front national par une part croissante du corps électoral, et la dissémination de ses problématiques bien au-delà, sont les deux faces de la même monnaie : la crise de l'État dans une société dont la culture politique est historiquement structurée par celui-ci.

Néanmoins, ON a eu, à son corps peut-être défendant, une fonction stabilisatrice. En effet, sa violence à défaut d'être révolutionnaire était canalisée, balisée. Or, les attentats alors perpétrés en France étaient de faible intensité, relevant plus du domaine du vandalisme envers les biens que de l'attaque envers les vies. Après une croissance post-68 (136 attentats en 1968, 271 en 1970, dont 42 % d'extrême gauche et 11 % d'extrême droite), la phase suivante est celle de la décrue avec 269 attentats en trois ans, dont encore 42 % d'extrême gauche mais avec un effondrement de l'extrême droite qui représente 13 % du total et voit même son nombre d'actions passer de quinze en 1971 à six en 1972<sup>217</sup>. L'existence d'une organisation violente dont les exactions reçoivent un fort relais médiatique a pu servir de catalyseur aux frustrations. En outre, après 1973, les attentats changent de nature. Moins symboliques, plus spectaculaires,

217. Cf. Isabelle Sommier, *La Violence politique et son deuil*, Presses universitaires de Rennes, 2008, pp. 95-96.

ils tendent plus à viser les personnes. Sans débouché politique, sans théâtralisation jouant l'affrontement final entre « fascistes » et « bolcheviques », durant cette phase où le souvenir de Vichy vire à l'obsession dans la société française<sup>218</sup>, les forces centrifuges se relâchent, les militants se muent en soldats perdus. Dans les faits, la LC et ON n'ont pas atteint à la sûreté de l'État par leurs affrontements : organisant la dissidence, la canalisant, ils ont assuré sa stabilisation. Symptomatiquement, la violence « révolutionnaire » n'est pas dirigée contre l'État mais demeure au sein de la société, prenant acte de l'épuisement du premier à forger l'ordre social. Ensuite, l'utopie rouge ou brune est en déliquescence, nombre de cadres révolutionnaires s'engagent vers de nouveaux débouchés, qui pour s'embourgeoiser dans la vie politique ordinaire, qui pour plonger dans l'*underground*, voire le gangstérisme.

En cette sortie de l'ère industrielle, il n'est plus question de prise collective du pouvoir mais d'agitation urbaine de factions. L'âge des masses cède le pas à celui des marges et si culturellement l'extrême droite radicale se réfère encore à cette idéologie de la société industrielle qu'était le fascisme, l'analyse de ses discours et pratiques dévoile davantage alliages et hybridations hétéroclites et transnationales. La structuration quasi-liquide de l'extrême droite française épouse relativement bien la forme générale de la postmodernité<sup>219</sup>. Face à l'éclatement des systèmes référentiels régulateurs, tant économiques, sociaux que culturels, au

218. Cf. Henry Rousso, *Le Syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, Le Seuil, Paris, 1990.

219. Cf. Nicolas Lebourg, *Le Monde vu de la plus extrême droite*, Presses universitaires de Perpignan, Perpignan, 2011.

règne des mémoires fragmentées et des identités concurrentielles, s'élève une demande autoritaire qui nourrit un Front national vouant aux gémonies cette postmodernité<sup>220</sup>. Dans un tel contexte, la subversion d'extrême droite s'exerce moins dans le cadre de l'action violente marginale qu'à l'encontre des fondamentaux culturels, tel que l'humanisme égalitaire. Il fallut Ordre nouveau pour générer le Front national, mais il fallut la liquidation politique de l'extrême droite radicale pour que le FN puisse politiquement éclore.

---

220. Cf. Stéphane François et Nicolas Lebourg, « Le Discours identitaire en France, de la marge sociologique à la sphère publique », *Le Banquet*, n° 31, 2013, pp. 155-170.

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN  
ET LAURENT COHEN

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS  
12 CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS  
[www.jean-jaures.org](http://www.jean-jaures.org)

Réalisation : REFLETSGRAPHICS  
NOVEMBRE 2014



# Aux racines du FN

## L'histoire du mouvement Ordre nouveau

Ordre nouveau fut le principal mouvement néofasciste français. C'est lui, et non Jean-Marie Le Pen, qui fonda le Front national en 1972. Il se revendiquait « révolutionnaire », et fut dissout pour atteinte à la sûreté de l'État en 1973. Pour comprendre cette phase de renaissance de l'extrême droite, les trois auteurs de cette Étude ont mobilisé documentation interne, sources des services de sécurité et témoignages de protagonistes.

Un voyage au cœur de la radicalité et des processus de normalisation, qui situe la place des extrêmes droites dans la société française.

---

**NICOLAS LEBOURG** (HISTORIEN),  
**JOSEPH BEAUREGARD** (DOCUMENTARISTE) et  
**JONATHAN PREDÀ** (HISTORIEN)

sont des spécialistes des extrêmes droites et auteurs de différents ouvrages, notamment sur le Front national. Les deux premiers sont membres de l'Observatoire des radicalités politiques de la Fondation Jean-Jaurès.

Préface de **JEAN-YVES CAMUS**